



Comparabilité des statistiques sur l'emploi et le secteur informel en Afrique : Proposition d'un dispositif minimum commun harmonisé de collecte des données

Série Méthodes N°13

Version de juillet 2017

SOMMAIRE

REMER	CIEMENTS	3
INTROE	DUCTION	5
1. LI	ES OBJECTIFS ET L'APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	6
1.1	LES OBJECTIFS DE L'ETUDE	6
1.2	L'APPROCHE METHODOLOGIQUE DE L'ETUDE	
	ONCEPTS OPERATIONNELS DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI INFORMEL, DU TRAVAIL DECENT ET DE LA SOUS UTILISA MAIN D'OEUVRE	
2.1	Emploi informel et matrice des emplois	8
2.2	Secteur informel	
2.3	Travail decent	
2.4	LES INDICATEURS DE LA SOUS UTILISATION DE LA MAIN D'ŒUVRE	15
3. P	ROBLEMATIQUE DU CHAMP NATIONAL DE L'ENQUETE	20
	DISPOSITIFS DE COLLECTE DES DONNEES, METHODES D'ESTIMATION DES AGREGATS ASSOCIES ET PREOCCUPATIONS LIEES	
L'ECHA	NTILLONNAGE DES UPI	20
4.1	Type d'enquete et periodicite de la collecte des données sur l'emploi et le secteur informel	20
4.2	ESTIMATION DES PRINCIPAUX AGREGATS NECESSAIRES POUR LES COMPTES NATIONAUX	24
4.2.1	1 Methode directe d'estimation des agregats	25
4.2.2		
4.2.3		
4.3	PREOCCUPATIONS RELATIVES A L'ECHANTILLONNAGE DES UPI	
4.3.1		
4.3.2		_
4.3.3		
4.3.4		
5. E	XAMEN CRITIQUE DES QUESTIONNAIRES EXISTANTS	38
5.1	Fiabilite de l'information relative aux activites de l'UPI	
5.2	Mesure de la saisonnalite de l'activite	39
5.3	MESURE DE LA SAISONNALITE DE L'EMPLOI	
5.4	Examen des criteres d'identification du secteur informel	
5.5	EXAMEN DES CRITERES D'IDENTIFICATION DES EMPLOIS INFORMELS	
5.6	CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS DU SECTEUR INFORMEL	46
6. Q	QUESTIONNAIRE HARMONISE POUR LA MESURE DU SECTEUR INFORMEL ET DES EMPLOIS INFORMELS	46
7. T	ABULATION	47
8. D	DIFFICULTES RENCONTREES DANS LA REALISATION DE CE RAPPORT	47
9. A	PERÇU DE QUELQUES RESULTATS OBTENUS A LA SUITE DES AMELIORATIONS PROPOSEES DANS LE DISPOSITIF DE COLLEC	TE DES
DONNE	EES	48
CONCL	USION ET PERSPECTIVES	51
10.	BIBLIOGRAPHIE	53
ANNEX	E 1 : PROJET DE DISPOSITIF MINIMUM COMMUN SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL	
	E 2 : PLAN INDICATIF DE TABULATION DE L'ENQUETE SUR L'EMPLOI (PHASE 1)	
	E 3 : PLAN INDICATIF DE TABULATION DE L'ENQUETE SUR LE SECTEUR INFORMEL (PHASE 2)	
	E 4 : A PROPOS DE LA METHODOLOGIE DU CALAGE SUR MARGES DES COEFFICIENTS DE PONDERATION SPATIALE	

Remerciements

Cette publication est le prolongement des travaux d'AFRISTAT sur la mesure et l'analyse de l'emploi et du secteur informel menées dans ce domaine spécifique depuis la publication de la premère version de ce document. Cette première version avait avait été initiée d'abord en 2010 dans le cadre des activités de la Commission Statistique pour l'Afrique (StatCom-Africa) par le Centre africain pour la statistique de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CAS/CEA) en collaboration avec AFRISTAT. Ensuite, les travaux se sont poursuivis avec la mise en place du groupe de travail sur l'emploi et le secteur informel (GESIA), sous la présidence de l'INS du Cameroun, AFRISTAT en assurant le secrétariat technique. Les travaux de ce groupe de travail ont démarré dans le cadre des activités du plan d'action 2012-2014 pour un meilleur suivi des statistique sur l'emploi et le secteur informel en Afrique (PASIA). Tout en cherchant à mutualiser les expertises de ses divers membres, les principaux objectifs visés étaient les suivants:

- vulgariser et partager les conclusions des réflexions des principaux partenaires techniques intervenant dans le domaine de l'emploi et du secteur informel;
- assurer une veille scientifique sur les définitions et les cadres conceptuels récents en vue d'améliorer les statistiques sur l'emploi et le secteur informel dans les pays;
- aider les pays à se mettre à jour sur toutes les innovations conceptuelles récentes en cours et à envisager leur prise en compte dans leurs prochains travaux.

L'équipe technique qui avait eu la charge de la rédaction finale de ce document est composée comme suit:

CAS/CEA:

- M. Dimitri SANGA, alors Directeur du CAS
- M. Gong XIAONING, Chef de la Division des statistiques économiques et de la comptabilité nationale
- Steve Loris Guy-Dibi, Assistant-Statisticien

INS Cameroun:

- M. Joseph TEDOU, Directeur Général
- M. Alain Magloire TALOM KAMGA, Chef de cellule comptabilité nationale
- Mme Rosalie NIEKOU, Chef de cellule conditions de vie des ménages

AFRISTAT:

- M. Martin BALEPA, précédent Directeur Général
- M. Cosme Z. VODOUNOU, Directeur Général
- M. Siriki Zanga COULIBALY, Expert en analyse de la pauvreté (Secrétariat technique du GESIA)
- M. Ousman KORIKO, Expert en enquêtes auprès des ménages
- M. Emmanuel NGOK, Expert en comptabilité nationale
- M. Ibrahima SORY, Expert en comptabilité nationale*
- M. Symphorien Ndang TABO, Expert en comptabilité nationale

Si à partir de 2016, à l'épreuve de la pratique sur le terrain le changement méthodologique s'est imposé de luimême, il était indispensable de partager les améliorations introduites dans l'estimation de certains indicateurs dans une version plus actuelle de ce manuel. C'est donc tout l'objectif de la présente version de ce manuel qui se veut être toujours plus pratique et plus transparent sur les choix méthodologiques retenus. Ces améliorations méthodologiques concernent notamment l'estimation par l'approche directe des principaux agrégats du secteur informel, la mesure de l'investissement des UPI, la prise en compte des concepts novateurs introduit dans le cadre de la 19ième CIST. Si nous restons toujours redevables aux premiers représentants des pays suivants qui avaient participé aux différentes du groupe de travail sur l'emploi et le secteur informel, notamment Afrique du Sud, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Djibouti, Egypte, Ethiopie, Gabon, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mozambique, Niger, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra-Léone, Somalie, Soudan, Togo, nos remerciements vont également à l'endroit des experts du CERA, du DSSRP et du DESE qui ont énormément contribués techniquement à cette amélioration méthodologique. Il faut en particulier saluer leur souci constant, soutenu par la Direction générale, d'améliorer les outils méthodologiques à mettre à la disposition des cadres des systèmes statistiques nationaux des Etats membres.

Nos sincères féliciations sont à adressées de façon particulière à l'expert principal en analyse de la pauvreté pour avoir coordonné et finaliser les diférentes versions de ce manuel.

Cosme VODOUNOU

Directeur Général AFRISTAT

Introduction

Le débat sur la définition des concepts du secteur informel et des emplois informels n'a pas encore cessé de faire couler beaucoup d'encre. Il en est de même de leur mesure statistique. S'agissant du secteur informel, depuis sa première apparition en 1970, ce terme est devenu très populaire au point que son utilisation connaît aujourd'hui des interprétations multiples selon les buts poursuivis. A l'origine, le concept était utilisé pour l'analyse des données et l'élaboration des politiques. En effet, la compréhension originale derrière ce concept défini avant la 15ème Conférence Internationale des Statisticiens de travail (15è CIST) de 1993 considérait le secteur informel sous l'angle analytique plutôt que statistique. Mais actuellement, le terme est parfois utilisé dans un sens plus large pour la collecte des données sur les activités non couvertes par les sources statistiques conventionnelles existantes.

La résolution de la 15ème CIST a anticipé sur les possibilités d'élargissement de la définition de ce concept et de sa mesure statistique. Dans ce contexte, le champ du secteur informel s'est agrandi pour couvrir des activités non observées sans toutefois être considéré comme un fourre-tout. Finalement, la 15ème CIST a développé une définition du secteur informel compatible avec le SCN 1993. La 17ème CIST a apporté des compléments conceptuels relatifs à l'emploi informel et resitue le champ des activités informelles en adéquation avec les recommandations de la 15ème CIST. De même, le SCN 2008 fournit plus de détails en incluant un chapitre entier sur les aspects informels de l'économie (chapitre 25).

En pratique, les méthodologies et les outils de collecte pour la mesure des deux concepts divergent très souvent d'un pays à l'autre. Le manuel provisoire du groupe de Delhi sur les enquêtes sur l'emploi informel et le secteur informel, inventorie au total quatre méthodologies et les dispositifs de collecte de données qui leurs sont associés. Il s'agit :

- de l'enquête auprès des ménages sur l'emploi dans le secteur informel et d'autres types d'emplois informels;
- du recensement des établissements et enquêtes sur les établissements du secteur informel;
- de l'enquête mixte par approche modulaire ;
- et de l'enquête indépendante sur le secteur informel utilisant l'approche de l'enquête mixte ménageentreprise.

Au niveau de l'Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne (AFRISTAT), il a fait siennes à partir de 1995, les préoccupations méthodologiques des pays africains en matière de mesure de l'emploi, du chômage et du secteur informel. Il a des expériences avérées dans la réalisation des enquêtes statistiques sur l'emploi et le secteur informel. Il a notamment contribué au développement et à une large application des enquêtes mixtes par approche modulaire (du type 1-2-3) dans des pays d'Afrique subsaharienne, en collaboration avec DIAL, un institut français de recherche sur le développement et l'insertion internationale.

D'autres dispositifs éprouvés de collecte de données sur l'emploi et le secteur informel ont été mis en place dans d'autres pays d'Afrique telles que l'Afrique du Sud, le Botswana, la Tanzanie¹.

Parmi les initiatives prises au cours de ces dernières années pour améliorer la connaissance du secteur informel en Afrique, il conviendrait de citer les séminaires internationaux organisés ou des travaux de groupes d'experts suivants:

- en octobre 1997² et octobre 2008³ par AFRISTAT à Bamako (Mali);
- en novembre 2007 par la CEA et l'OIT à Lusaka (Zambie);
- en octobre 2009 par la Division des Statistiques des Nations unies (DSNU) et l'OIT à Dar es-Salaam (Tanzanie) sur l'emploi informel et l'emploi dans le secteur informel dans les pays de la SADC ;

¹ Cf. « Étude sur la mesure du secteur informel en Afrique. Commission économique pour l'Afrique, Centre africain pour la statistique, décembre 2007 ».

² « Le secteur informel et la politique économique en Afrique subsaharienne ».

³ « Instruments de mesure, analyses et intégration des politiques économiques et sociales ».

à Hanoï (Viet Nam) en 2010⁴.

Lors de la première réunion de la Commission africaine de statistique (StatCom-Africa) qui s'est déroulée du 21 au 23 janvier 2008 à Addis-Abeba (Éthiopie), un groupe de travail sur le secteur informel en Afrique a été mis en place aux fins d'animation et de suivi des activités sur le secteur informel en Afrique. L'animation des activités de ce groupe de travail a été confiée à AFRISTAT et le secrétariat est assuré conjointement par AFRITAT et le Centre Africain pour la statistique (CAS) de la Commission des Nations unies pour l'Afrique (CEA).

Suite aux recommandations du StatCom-Africa 2, un projet de plan d'action élaboré conjointement par AFRISTAT et le CAS/CEA a été approuvé. Ce plan intègre les principales recommandations du Séminaire international sur le secteur informel en Afrique (SISIA) organisé par AFRISTAT en octobre 2008 et les résultats positifs du séminaire de Dar-es-Salam ainsi que d'autres réflexions menées récemment sur le domaine. Intitulé initialement « Plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique (PASIA) sur la période 2010-2012 », les objectifs visés de ce plan ont été reportés pour la période 2012-2014. Il permet de tracer les grandes lignes de l'action du groupe ainsi que les activités que pourraient mener les pays et les organismes africains intéressés au cours des trois prochaines années.

La présente étude constitue donc un produit attendu du PASIA. Son objectif est de proposer une analyse critique des méthodologies et des dispositifs de collecte et/ou outils actuellement utilisés dans la plupart des pays d'Afrique. Par la suite, les conclusions et enseignements tirés de cette analyse permettront de synthétiser les bonnes pratiques observées et d'aboutir in fine, à la proposition d'une méthodologie harmonisée de collecte des données. Un tel dispositif pourrait servir de base pour la comparaison des principaux indicateurs produits par les pays sur l'emploi et le secteur informel en Afrique.

1. Les objectifs et l'approche méthodologique de l'étude

Ce point rappelle brièvement les objectifs de l'étude (global et spécifique) ainsi que la démarche générale qui a guidé les travaux réalisés.

1.1 Les objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de proposer un dispositif minimum commun harmonisé de collecte et d'analyse susceptibles de garantir la comparabilité des statistiques sur l'emploi et le secteur informel en Afrique. De façon indirecte, ce dispositif devrait permettre de mieux appréhender l'impact économique et social des politiques économiques et socioéconomiques relatives à l'emploi et au secteur informel. Les objectifs spécifiques sont :

- Identifier et examiner de façon critique les principaux dispositifs de collecte de données existants sur l'emploi et le secteur informel en Afrique;
- Mettre en lumière leurs complémentarités et/ou subsidiarités de sorte à proposer un dispositif minimum commun de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel en Afrique.

⁴ Conférence internationale sur l'emploi et le secteur informels, 6 au 7 mai 2010

Sur la base d'un tel dispositifi, on devrait pouvoir :

- disposer ainsi d'informations fiables et comparables sur l'emploi (y compris l'emploi informel) et les principales caractéristiques du secteur informel ;
- analyser l'offre du secteur informel par rapport aux besoins des ménages ;
- analyser le poids et le rôle du secteur informel dans les économies nationales ainsi que dans une perspective de comparaison sous régionale, voire régionale ;
- clarifier les choix conceptuels et méthodologiques pour le traitement et l'estimation de certains agrégats et indicateurs, en fonction des différentes approches retenues par les pays.

Il ne s'agit donc pas d'imposer un dispositif donné à un pays mais plutôt que chaque pays examine son dispositif par rapport à celui proposé et envisage lui-même les informations complémentaires à y apporter de sorte à produire, plus ou moins suivant la même orientation des données qui seront plus ou moins comparables. Ces informations complémentaires pour être directement intégrées dans le questionnaire habituel du pays ou être simplement greffé comme un module.

1.2 L'approche méthodologique de l'étude

L'étude s'inspire fondamentalement des conclusions et principales orientations du groupe de travail de Delhi sur l'emploi et le secteur informel, « Manual on surveys, January 2010 ». En dépit de la qualité des recommandations qui y figurent, l'étude a porté un regard critique sur certains dispositifs de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel⁵ afin de mettre en évidence les aspects à améliorer et de valoriser les bonnes pratiques. L'étude a été menée en deux étapes. La première a consister à réaliser une analyse comparative des principaux dispositifs de collecte des données utilisés dans les différentes sous régions (australe, subsaharienne, centrale du nord). Les résultats obtenus ont été valorisés dans le seconde étape de l'étude, ce qui a permis de proposer un dispositif minimum commun plus ou moins harmonisé de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel. Ce dispositif, quoique allégé, devrait permettre aux pays de produire les indicateurs et agrégats sur l'emploi et le secteur informel conformément à leurs habitudes, mais aussi permettre au groupe de travail sur l'emploi et le secteur informel en Afrique (GESIA) d'examiner la pertinence d'une production statistique sur l'emploi et le secteur informel en Afrique sur cette base.

L'étape suivante, qui devrait se dérouler dans les pays pilotes identifiés lors de StatCom-Afrique 2, concerne la réalisation d'une enquête nationale sur la base d'un tel dispositif ou au moins d'un dispositif national prenant en compte les principales préoccupations figurant dans le dispositif minimum commun.

La dernière étape consistera traiter les informations collectées dans les différents pays pilotes et à produire les principaux indicateurs et agrégats du secteur informel, puis à titer les conclusions et enseignements pour une meilleure comparabilité des statistiques sur l'emploi et le secteur informel en Afrique.

Les données de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel de 2012 du Congo permettront de tester les orientations du document méthodologique proposé. On comprend aisément qu'il ne sera pas toujours possible de tester dans tous les pays pilotes, les deux dernières étapes rappellées ci-dessus, inscrites comme toutes les autres, dans le plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique sur la période 2012-2014.

2. Concepts opérationnels du secteur informel, de l'emploi informel, du travail décent et de la sous utilisation de la main d'oeuvre

Les développements méthodologiques de ces dernières années ont été appuyés par d'importantes innovations conceptuelles. Malheureusement, les cadres d'opérationnalisation de ces concepts sont assez souvent problématiques et varient beaucoup d'un pays à l'autre et parfois même d'une opération à l'autre dans un même

⁵ Questionnaire de l'Afrique du Sud (QLFS et SESE 2009), de la Tanzanie (LFS 2006), de la Tunisie (Enquête nationale sur les activités économiques des microentreprises, 2002), de l'île Maurice (Continuous multi purpose household surveys, 2009), du Cameroun (EESI 1, 2005) et de la Zambie (LFS 2008)

pays. Dans le domaine de l'emploi et du secteur informel, il est nécessaire de rappeler en particulier les principales innovations conceptuelles, en particulier par rapport à l'informalité de l'emploi, à l'informalité de l'activité, au travail décent et à la sous utilisation de la main d'œuvre.

2.1 Emploi informel et matrice des emplois

Le concept de l'emploi informel a été adopté par la 17ème CIST de 2003. Sont considérés ayant des emplois informels, les personnes dont l'emploi est, en pratique, non soumis à la législation nationale du travail, à la taxation de revenu, à la protection sociale ou au droit à certains avantages (le préavis de renvoi, l'indemnité de licenciement, les congés payés ou les congés de maladies, etc.). Ainsi, l'emploi informel se définit surtout par rapport aux conditions d'exercice des employés aussi bien dans leur emploi principal que secondaire.

De façon opérationnelle, dans les unités de production (formelle, informelle) et dans les ménages, les employés sont considérés être pourvus d'un emploi informel si au moins l'une des conditions suivantes n'est pas remplie (critère d'informalité de l'emploi) :

- paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale ;
- congés de maladie rémunérés ;
- congés annuels rémunérés ou compensation éventuelle.

Le manuel du groupe de Delhi stipule que « Sont classées comme personnes exerçant des emplois informels : i) les employés familiaux dans des entreprises formelles, ii) les employés informels dans des entreprises formelles, iii) les travailleurs pour compte propre du secteur informel, iv) les employeurs des entreprises informelles, v) les employés familiaux dans des entreprises informelles, les membres des coopératives de production informelles, vi) les travailleurs pour compte propre dans les ménages et vii) les employés domestiques ».

Le tableau 1 suivant reste cohérent avec cette orientation du manuel du groupe de Delhi et récapitule les types emplois informels qu'on observe aussi bien dans le secteur informel que le secteur formel. Les emplois informels, sont composés des cellules des variables suivantes : i) emplois informels dans le secteur formel (1+2), ii) emplois informels dans le secteur informel (3+4+5+6+8) et iii) emplois informels dans les ménages (9+10). L'emploi total se définit par rapport au type d'emploi (formel, informel) et par rapport au type d'unité de production (informel ou non).

Tableau 1 : Cadre conceptuel de classification de l'emploi (formel, informel)

Secteurs institutionnels	Travaille compte		Patro	ons	Aides familiaux	Emplo	yées	Membr coopér de prod	atives
	Informel	Formel	Informel	Formel	Informel	Informel	Formel	Informel	Formel
Unité de production formelle					1	2			
Unité de production Informelle ^a	3		4		5	6	7	8	
Ménages ^b	9					10			

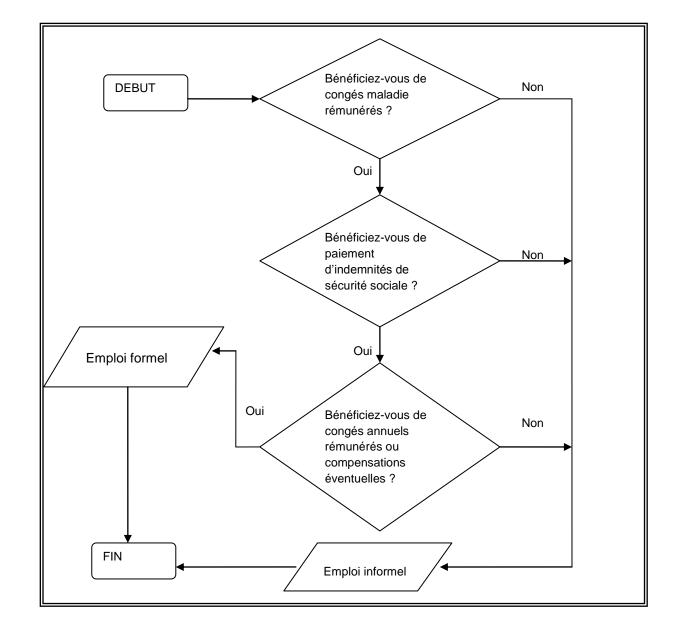
⁽a) Comme défini par la 15^{ème} CIST (exclu les ménages employant des travailleurs domestiques rémunérés)

Ce tableau 1 résume ce qu'il convient d'appeler la matrice des emplois. Il récapitule l'effectif de ces emplois identifiés aussi bien dans l'emploi principal que dans les différents emplois secondaires.

Il est recommandé de s'appuyer sur les critères proposés pour la définition de l'informalité de l'emploi. Dans ces conditions, il conviendra d'appliquer l'algorithme proposé dans le schéma ci-après. Se caler sur ces critères d'identification permet de constater par exemple que même dans le secteur informel, il peut exister des emplois formels, ce qui n'est pas envisageable avec les recommandations du tableau 2 ci-dessus.

Schéma 1 : Algorithme d'identification de l'informalité de l'emploi (principale/secondaire)

⁽b). Ménages produisant des biens destinés exclusivement à leur consommation finale et ménages employant des travailleurs domestiques rémunérés. Ces ménages permettent de capter certains emplois informels



N.B.: En réalité, dans la pratique sur le terrain, la stricte application simultanée des trois critères de l'informalité de l'emploi conduit à une très importante proportion d'emplois informel aussi bien dans le secteur formel que dans le secteur non formel (informel, ménage). C'est la raison pour laquelle, de façon opérationnelle on conviendra de se limiter au critère qui semble le mieux caractérisé des conditions d'emplois plus ou moins formel. Il s'agit du paiement par l'employeur d'indemnité de protection de sécurité sociale. En conséquence, si la structure du tableau 1 ne change pas fondamentalement, la structure de l'algorithme du schéma n°1 elle, change légèrement.

2.2 Secteur informel

Les trois premiers critères retenus dans la résolution de la 15^{ème} Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) de 1993 pour définir le secteur informel se réfèrent à : i) l'organisation légale des entreprises, ii) la propriété et iii) le type de comptabilité. L'ensemble des trois critères est intégré au concept des entreprises familiales ou individuelles non constituée en société. Mais cela ne signifie pas que toutes les entreprises familiales de ce type relèvent du secteur informel.

Les entreprises du secteur informel comprennent les entreprises familiales pour compte propre et celles qui emploient du personnel rémunéré. Il est précisé que toutes ces entreprises doivent produire des biens et services

marchands. Le critère de destination des produits vient donc s'ajouter à l'identification des entreprises du secteur informel.

Deux autres critères s'ajoutent à la définition des entreprises du secteur informel. Il s'agit du type d'activité économique et de la taille de ces entreprises. Mais pour des raisons de comparaison internationale seuls les critères de <u>non enregistrement</u>, de la <u>non tenue de comptabilité</u> et de la <u>production marchande</u> seront considérés comme les plus importants depuis le SCN 2008. Les critères de la définition du secteur informel sont décrits dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Critères de définition des entreprises du secteur informel (15 ème CIST)

Critère	Objectif		
Organisation juridique : entreprise non constituée comme entité légale séparée des propriétaires	Identification des entreprises non constituées en sociétés		
2. Propriété : entreprise créée et gérée par des membres de ménages	Identification des entreprises familiales ou individuelles non constituées en société		
3. Type de comptabilité : pas de dispositif comptable complet comprenant des bilans comptables	Exclusion des quasi-sociétés des entreprises familiales non constituées en société		
Destination de la production : au moins certains des produits marchands	Identification des entreprises familiales ou individuelles non constituées en société produisant des biens et services marchands Exclusion des entreprises familiales ou individuelles non constituées en société produisant des biens		
	exclusivement pour l'utilisation propre du ménage		
5. Type d'activité économique	Exclusion des ménages employant du personnel domestique rémunéré		
5. Type a activite economique	Exclusion possible des entreprises engagées dans l'agriculture et des activités connexes		
6.1 Effectif des personnes engagées/employées/ employées permanentes inférieur à un nombre n et/ou	Identification des entreprises du secteur informel comme un sous groupe d'entreprises familiales ou individuelles non		
6.2 Non enregistrement de l'entreprise et/ou	constituée en société produisant des biens et services		
6.2 Non enregistrement des employés de l'entreprise	maichanus.		

Le Groupe de Delhi a proposé au total 10 recommandations pour permettre d'assurer un minimum de comparabilité des données au niveau international.

Recommandation 1 : Tous les pays doivent utiliser les critères i) d'enregistrement, ii) de type de comptabilité et iii) de destination des produits pour définir les entreprises du secteur informel.

Recommandation 2: la spécification du critère de taille dans la définition nationale du secteur informel est laissée à la discrétion des pays. Cependant, pour des analyses internationales, les pays doivent fournir séparément, les données pour les entreprises ayant un effectif d'employés inférieur à 5 personnes. Dans le cas des entreprises à plusieurs établissements, la limite de la taille devrait s'appliquer à l'établissement le plus large.

Recommandation 3 : les pays qui utilisent le critère de taille de l'entreprise devraient fournir des données détaillées aussi bien pour les entreprises enregistrées que pour celles qui ne le sont pas.

Recommandation 4: les pays qui utilisent le critère de non enregistrement devraient fournir des données détaillées aussi bien pour les entreprises de moins de 5 personnes que pour celles de 5 personnes et plus.

Recommandation 5 : les pays qui incluent les activités agricoles devraient fournir séparément des données pour les activités non agricoles et pour les activités agricoles.

Recommandation 6 : les pays devraient inclure dans le secteur informel, les personnes engagées dans des activités professionnelles ou techniques si ces activités répondent aux critères de définition du secteur informel.

Recommandation 7: les pays devraient inclure dans le secteur informel les services domestiques rémunérés à moins qu'ils ne soient fournis par des employés domestiques.

Recommandation 8: les pays devraient suivre le paragraphe 18 de la résolution adoptée par la 15^{ème} CIST, relatif au traitement des travailleurs indépendants en sous-traitance ou des travailleurs à domicile. Les pays devraient fournir séparément les données statistiques pour les deux groupes de travailleurs dans le secteur informel.

Recommandation 9 : les pays couvrant les milieux urbain et rural doivent fournir des données séparées pour les deux milieux

Recommandation 10 : les pays qui réalisent des enquêtes auprès des ménages ou des enquêtes mixtes doivent faire un effort pour couvrir non seulement les personnes dont l'activité principale s'exerce dans le secteur informel, mais aussi des personnes dont l'activité principale s'exerce dans un autre secteur et qui ont une activité secondaire dans le secteur informel.

Les trois critères d'informalité de l'activité sont ci-après élucidés davantage. Il est aussi important de noter que ces critères s'appliquent désormais à toutes formes d'activités (y compris les professions libérales).

<u>Le non enregistrement des unités de production</u>: l'enregistrement administratif à caractère obligatoire d'une unité de production pour sortir de l'informel diffère selon les pays. En effet, certains pays ont rendu obligatoire l'enregistrement au numéro statistique. Tandis que dans d'autres pays, c'est l'enregistrement fiscal qui est obligatoire pour déclarer l'unité de production formelle. Dans les pays qui pratiquent la politique d'e guichet unique, tous les types d'enregistrement se font à la même place et de façon unique. Dans ce cas, il peut arriver qu'aucun type d'enregistrement n'a de préséance sur l'autre. Dans tous les cas, il faudrait s'assurer du critère d'enregistrement obligatoire des unités de production dans chaque pays.

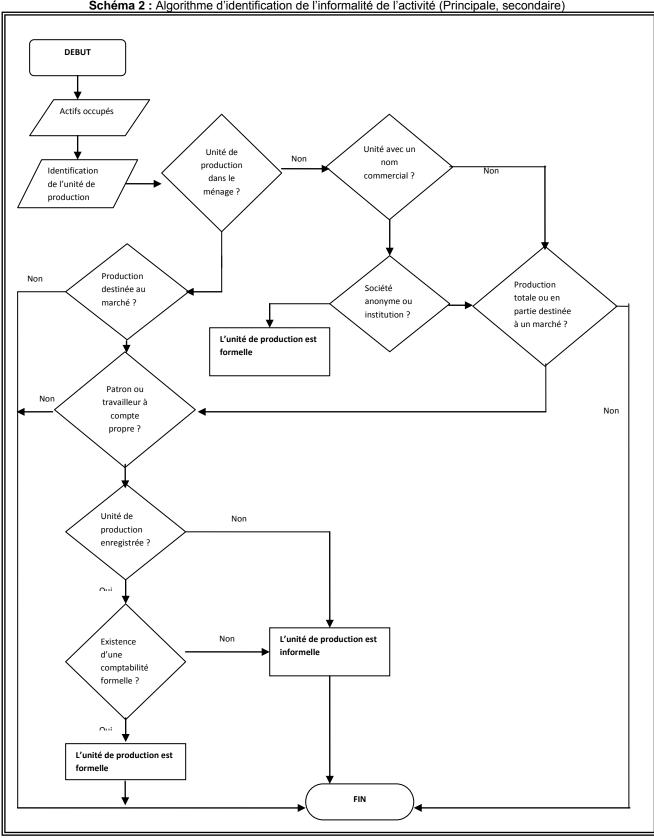
<u>La non tenue de la comptabilité écrite et formelle</u>: il faudra considérer le système de comptabilité d'entreprise en vigueur dans les pays ou dans les zones d'intégrations auxquelles ils appartiennent. Par exemple, dans la zone de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine, le système de comptabilité en vigueur est le SYSCOA.

On parle de comptabilité écrite d'une unité de production, lorsque celle-ci élabore un document de bilan comptable et un compte d'exploitation.

La production des biens et services marchands :

Selon la résolution de la 15^{ème} CIST, les unités de production dont la production est destinée uniquement à leur propre utilisation diffèrent dans leur comportement et leurs objectives de celles qui produisent pour le marché. Au sens du SCN 1993 ou 2008, les biens et services marchands sont vendus ou échangés sur le marché. Les unités qui ne produisent pas de ces biens sont exclues du secteur informel.

Schéma 2 : Algorithme d'identification de l'informalité de l'activité (Principale, secondaire)



Le schéma ci-dessus illustre l'algorithme d'identification de l'informalité de l'activité qui doit concerner les activités réalisées aussi bien à titre principal qu'à titre secondaire. Il permet de bien distinguer si l'individu enquêté travaille dans un secteur formel, informel ou est tout simplement dans un ménage.

Depuis le SCN 2008 (qui prolonge certaines dispositions du SCN 1993) d'importantes améliorations ont été introduites notamment dans l'identification du secteur informel et autour d'un certain nombre de concepts et terminologie dont quelques uns sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Synthèse comparative des recommandations de la CIST et du SCN 2008

Concepts	Recommandations suivant le CIST	Recommandations suivant le SCN 2008
Secteur	Renvoie à un groupe d'unités de production	Renvoie bien à un secteur institutionnel au sens de la comptabilité nationale
Secteur formel	Comprend le gouvernement, les entreprises clairement identifiées, les ISBLSM, les entreprises individuelles clairement identifiées	Pas explicitement défini
Marché	Ensemble des opérateurs économiques qui produisent au moins une partie de leurs biens et services pour un marché donné (vente, troc)	Ensemble des opérateurs économiques qui vendent la plupart ou la totalité de leur production sur le marché à des prix significatifs sur le plan économique
Production	 Processus de production de biens et services en utilisant la main d'œuvre comme intrant. La production des ménages pour leur usage personnel n'est donc pas prise en compte puisqu'aucune partie de cette production n'est destinée à un marché donné; Sont donc exclus dans l'estimation de la production, la production personnelle destinée à l'autoconsommation, la production des services de logement occupés par leur propriétaire, la production de services par les ménages employant des travailleurs domestiques pour leur propre consommation finale; Les préoccupations statistiques de la mesure du secteur informel excluent du champ de la production, les activités agricoles qui sont captées par d'autres sources d'informations (recensement, enquête agricole, etc.). 	Elle inclut la production personnelle sans forcément l'utilisation d'une main d'œuvre comme intrant; Les préoccupations statistiques de la mesure du secteur informel excluent du champ de la production, les activités agricoles qui sont captées par d'autres sources d'informations (recensement, enquête agricole, etc.).

2.3 Travail décent

L'intégration des indicateurs du travail décent et productif dans les indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) fait suite à la reconnaissance de l'importance de cette préoccupation dans le traitement du problème de la faim et de la pauvreté. Dans ce cadre, une nouvelle cible et de nouveaux indicateurs (approuvés depuis 2008) ont été incorporés à l'OMD 1 (Mettre un terme à la pauvreté et à la faim).

Cette nouvelle cible est libellée comme suit « Assurer le plein emploi et la possibilité pour chacun, y compris les femmes et les jeunes, de trouver un travail décent et productif ». Elle impose de fournir des données et informations précises et détaillées régulièrement produites sur l'emploi, en particulier parmi les segments les plus pauvres de la population. Des statistiques, informations et analyses fiables sont donc requises afin de mieux définir les priorités en matière d'emploi sur le marché du travail, d'en assurer un meilleur suivi et de développer des politiques d'emploi plus pertinentes.

Les principaux indicateurs retenus sont résumés dans le tableau ci-dessous. Ainsi, la plupart des indicateurs du travail décent peuvent être produits sur la base des données d'enquêtes sur l'emploi et le secteur informel. Il convient donc d'attirer l'attention des pays sur l'importance de ces indicateurs qui permettent d'envisager un autre regard sur la qualité de l'insertion sur le marché du travail. En effet, la prise en compte de ces indicateurs ouvre désormais un champ d'analyse plus large que les seules possibilités d'emploi, avec l'examen de préoccupations relatives aux gains adéquats, aux horaires décents, au travail des enfants, à la stabilité et à la sécurité du travail, à l'égalité de chances et de traitement dans l'emploi, à la sécurité sociale, au dialogue social et à la représentation des travailleurs et des employeurs dans un contexte économique et social qu'il convient de bien caractériser. Ce sont là, autant d'aspects qui permettront de mieux clarifier l'analyse du marché du travail et de formuler des politiques d'emplois plus pertinentes.

Tableau 4 : Aperçu des principaux indicateurs du travail décent

Elément fondamental de l'Agenda du travail décent	Indicateurs statistiques	Mesurable ?
	M – Ratio emploi /population, 15-64 ans (S)	Oui
	M – Taux de chômage (S)	Oui
	M – Jeunes ni dans le système éducatif ni dans l'emploi, 15-24 ans (S)	Oui
	M – Emploi informel (S)	Oui
D 111111/ 11 1 1 1/4 0	A – Taux d'activité de la population de 15-64 ans	Oui
Possibilités d'emploi (1+2)	A – Taux de chômage des jeunes, 15-24 ans (S)	Oui
	A – Chômage par niveau d'instruction (S)	Oui
	A – Emploi d'après la situation dans la profession (S)	Oui
	A – Proportion de travailleurs indépendants et de travailleurs familiaux dans la population occupée (S)	Oui
	A – Part de l'emploi salarié dans l'emploi non agricole (S)	Oui
	M – Travailleurs pauvres (S)	Oui
	M – Taux de bas salaires (S)	Oui
Gains adéquats et emploi	A – Rémunération horaire moyenne dans certaines professions (S)	Oui
productif (1+3)	A – Salaires réels moyens (S)	Oui
	A – Salaire minimum en pourcentage du salaire médian	Oui
	A – Indice des salaires dans le secteur manufacturier	Oui
	A – Salariés ayant suivi récemment une formation professionnelle (S)	Oui*
	M – Durée du travail excessive (plus de 48 heures par semaine; durée «habituelle») (S)	Oui
	A – Heures habituellement travaillées (tranches horaires types) (S)	Oui
Horaires décents (1+3)	A – Heures travaillées par an et par personne (S)	Oui
	A – Taux de sous-emploi lié à la durée du travail (S)	Oui
0 1/1	F – Congés annuels payés	Oui
Capacité de concilier travail, vie de famille et vie	F – Horaires de travail asociaux/inhabituels	Oui
privée (1+3)	F – Protection de la maternité	Non
	M – Travail des enfants	Oui
Formes de travail qu'il y a lieu d'abolir (1+3)	A – Formes dangereuses de travail des enfants (S)	Oui
	F – Autres pires formes de travail des enfants (S)	Non
	F – Travail forcé (S)	Non
	M – Pourcentage d'emplois non permanents (S)	Oui
Stabilité et sécurité du	M – Durée moyenne en années des emplois non permanents (S)	Oui
travail (1, 2+3)	A – Effectifs des travailleurs occasionnels ou journaliers (S)	Oui
	A – Revenu moyen mensuel des travailleurs occasionnels/ journaliers (S)	Oui
	M – Ségrégation professionnelle selon le sexe	Oui
	M – Proportion de femmes dans les groupes 11 et 12 de la CITP-88	Oui
Egalitá do chances et de	A – Ecart salarial entre hommes et femmes (salariés permanents)	Oui
Egalité de chances et de traitement dans l'emploi (1,	A – Indicateur des principes et droits fondamentaux au travail	Non
2+3)	A – Mesure de la discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique à l'encontre des autochtones, des travailleurs migrants ou ruraux	Non
	F – Mesure de dispersion pour la répartition sectorielle/ professionnelle des travailleurs migrants	Oui**
	F – Mesure de l'emploi des personnes handicapées	Non
	M – Taux de lésions professionnelles mortelles	Non
Sécurité du milieu de	A – Taux de lésions professionnelles non mortelles	Non
travail (1+3)	A – Temps perdu du fait de lésions professionnelles	Non
	A – Inspection du travail (nombre d'inspecteurs pour 10 000 salariés)	Non
	M – Pourcentage de la population de 65 ans au moins bénéficiant d'une pension (S)	Oui
Sécurité sociale (1+3)	A – Dépenses de soins de santé non directement acquittées par les ménages	Oui
Decume Sociale (1+3)	A – Pourcentage de la population ayant accès à des prestations de soins de santé (de base) (S)	Oui
	F – Pourcentage de la population active cotisant à un régime de pension (S)	Oui
	M – Taux de syndicalisation (S)	Oui
Dialogue social et	M – Entreprises affiliées à une organisation d'employeurs [taux]	Non
représentation des	M – Taux de couverture de la négociation collective (S)	Non
travailleurs et des employeurs (1+4)	M – Indicateur des principes et droits fondamentaux au travail (liberté syndicale et négociation collective)	Non
	A – Grèves et lock-out/taux de journées non effectuées	Non
	A Stoves of look outstand do journess non-checkages	
	C – Enfants non scolarisés (% par âge) (S)	Oui
Contovto économi	·	Oui Oui
Contexte économique et social du travail décent	C – Enfants non scolarisés (% par âge) (S)	-
	C – Enfants non scolarisés (% par âge) (S) C – Pourcentage estimé de la population en âge de travailler qui est séropositive au VIH	Oui

Elément fondamental de l'Agenda du travail décent	Indicateurs statistiques	Mesurable ?			
	C – Emploi par branche d'activité économique	Oui			
	C – Taux d'alphabétisation des adultes (S)	Oui			
	C – Part du travail dans le PIB				
	C (supplémentaire) – PIB réel par habitant en PPA en dollars EU. (niveau et taux de croissance)	Non			
	C (supplémentaire) – Proportion de femmes dans l'emploi par secteur (classement CITI)	Oui			
	C (supplémentaire) – Inégalité des salaires/des revenus (rapport interdécile D9/D1) (s.o.)	Oui			

Notes : M : Indicateurs principaux du travail décent A : Indicateurs supplémentaires du travail décent

F: Indicateurs pouvant être inclus à l'avenir

C : Indicateurs du contexte économique et social du travail décent (**) : Peut être produit si le pays le désire

(*): Oui, mais pas toujours systématique dans les enquêtes (***): Estimable soit à partir doc dans les enquêtes ***) : Estimable soit à partir des données de l'enquête, soit à partir des informations de la comptabilité nationale.

2.4 Les indicateurs de la sous utilisation de la main d'œuvre

L'explicitation des indicateurs de la sous utilisation de la main d'œuvre est une préoccupation qui avait été discuté lors de la 18ième CIST et qui finalement a été pris en compte lors de la 19ième CIST. En effet, la 18ième CIST avait attiré l'attention sur la nécessité de clarifier et d'approfondir les travaux futurs de l'OIT sur les statistiques du travail, et notamment la révision de la résolution concernant les statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi (1982). La 18ième CIST a également adopté une résolution concernant le développement de mesures de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre qui recommandait à l'OIT, en coopération avec les pays et les organisations intéressés, d'élaborer un ensemble

de mesures de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre complémentaire au taux de chômage, pour qu'elle soit examinée et éventuellement adoptée par la 19^{ième} CIST en 2013 (BIT,2008a).

Le concept de travail

Selon le BIT, « Le concept de référence du travail se fonde sur les activités effectuées pour produire des biens ou des services destinés à la consommation personnelle ou à la consommation par autrui ». Le fait de définir le concept du travail en termes d'activités qui contribuent à la production met l'accent sur les dimensions économiques du travail et garantit le maintien de la cohérence avec la comptabilité nationale en particulier et, plus généralement, avec les statistiques économiques, et les statistiques sur le temps de travail et l'utilisation du temps. Cela permet aussi d'assurer la continuité du cadre conceptuel de mesure de la main-d'oeuvre existant qui classe les personnes dans l'emploi en fonction des activités réalisées durant une période de référence donnée.

Le rapport permet de distinguer trois formes de travail suivant :

- celles qui sont destinées à la consommation personnelle ou travail de production pour la consommation personnelle;
- celles qui sont destinées à la consommation par autrui et qui sont effectuées en échange d'une rémunération monétaire ou non monétaire (des transactions monétaires ou non monétaires). Cette forme de travail correspond généralement au travail dans l'emploi ;
- celles qui sont destinées à la consommation par autrui et sont effectuées sans attendre de rémunération, monétaire ou non monétaire (de transfert). Elles correspondent généralement au travail bénévole.

Schéma 3 : Classification des activités par formes de travail

Destination envisagée de la production	A des fins de consom	nsommation personnelle A des fins de consommation par autrui					
Formes de travail	Travail de production pour la consommation personnelle		Emploi	Autre Travail*	Trav	ail bénévo	le
	de services	de biens	(Travail exécuté pour une		Dans des unités du marché ou		es ménages produire
	de 362 (1003)	ac orens	rémunération, ou un avantage)		hars du marché	Des biens	Des services
Lien avec le SCN 2008		Activi	ités à l'intérieur du dom	aine de la produc	tion du SCN		
		Activités	du domaine de la produ	action générale du	ı SCN		

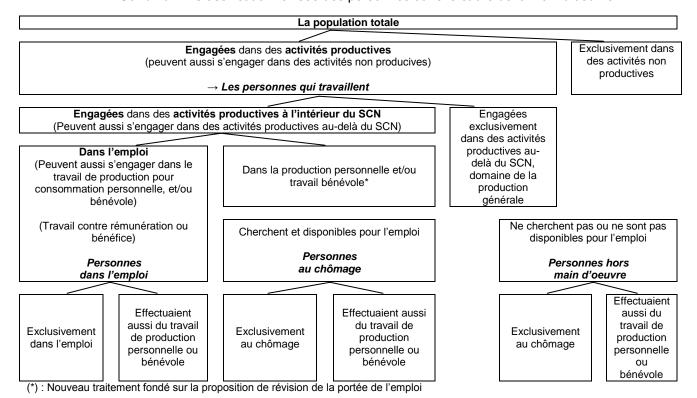
(*) : Y compris le travail obligatoire non rémunéré réalisé au profit d'autrui, qui n'est pas pris en compte dans le projet de résolution de la 19^{ième} CIST

La résolution précise qu'aucune priorité n'est affectée aux trois formes de travail (travail de production pour la consommation personnelle, Emploi, travail bénévole). Elles ont été introduites pour permettre de produire des ensembles de statistiques séparés sur chacune d'entre elles. Toutefois, leur principal intérêt est de contribuer à comprendre comment les actifs repartissent leur temps entre les différentes activités productives, et l'impact de la participation à l'une ou l'autre de ces formes de travail sur la participation à d'autres formes (cf. Schema x). En outre, l'analyse comparative des différentes formes de travail d'un pays à l'autre pourrait également révéler les formes de travail qui prévalent dans chacun des pays et leur lien avec le niveau de développement et la situation économique et sociale de ces pays.

Cette approche des différentes formes du travail permettent d'envisager une révision de la classification des personnes dans le cadre de la main d'œuvre comme mentionnée dans le **schéma 4** suivant.

Cette classification suggère donc que la mesure du chômage soit plus étendue car les personnes, qui ne sont plus dans l'emploi selon la nouvelle définition, peuvent maintenant être incluses dans le groupe des chômeurs si elles remplissent les critères de la recherche d'un emploi et de la disponibilité pour un emploi. Ainsi, les personnes qui travaillent exclusivement en tant que bénévoles ou pour produire des biens pour leur consommation personnelle, comme les agriculteurs et les pêcheurs de subsistance, celles qui vont chercher de l'eau ou ramassent du bois à brûler, fabriquent des biens pour leur ménage ou font de la construction ou de grosses réparations dans les locaux de leur ménage, ne seront plus comptées dans l'emploi. Il deviendra possible en revanche d'évaluer leur degré d'insertion sur les marchés du travail ou leur situation de sous-utilisation de la main-d'oeuvre (voir diagramme 3).

Schéma 4 : Classification révisée des personnes dans le cadre de la main d'oeuvre



Les mesures de la sous-utilisation de la main d'oeuvre

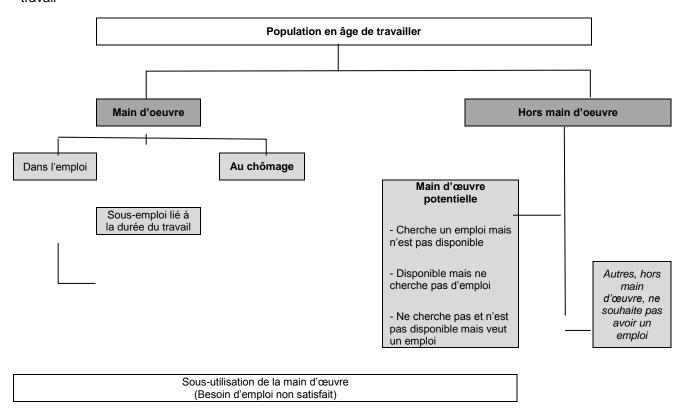
Sur le marché du travail, face à la variété des réponses possibles aux crises du marché du travail, un seul indicateur (le taux de chômage) ne peut pas appréhender toutes les formes de besoin non satisfait de travail en échange d'une rémunération ou d'un bénéfice ni être utilisé seul en tant qu'indicateur global des performances du marché du travail. Il est donc nécessaire de compléter le taux de chômage par des mesures indiquant les situations d'absorption insuffisante de la main-d'œuvre chez les personnes dans l'emploi et celles qui sont hors de la main-d'œuvre.

Les composantes proposées ci-dessous dans le schéma 4 en tant que mesures essentielles de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre sont le sous-emploi lié au temps de travail, le chômage et la main-d'oeuvre potentielle. Ces trois mesures, utilisées séparément, permettront une surveillance plus approfondie des cycles du marché du travail, car chacune de ces composantes est susceptible de réagir différemment aux différentes étapes du cycle économique et dans des contextes différents. Ces mesures peuvent en outre être combinées pour produire des mesures qui se chevauchent sur différents aspects de la sous-utilisation de la main-d'oeuvre, et pour produire un indicateur global de la sous-utilisation de la maind'oeuvre.

a) Le sous-emploi lié à durée du travail

Comme l'indiquait la résolution de la 16^{ième} CIST, la définition du sous-emploi lié à la durée du travail comportait trois critères. Ce sous-emploi lié à la durée du travail fait référence aux personnes dans l'emploi qui, durant une brève période de référence, voulaient faire davantage d'heures, avaient travaillé moins qu'un seuil relatif à la durée du travail établi au niveau national, et étaient disponibles pour travailler davantage d'heures dans une période de référence ultérieure. La principale source d'ambiguïté découle de l'exigence d'établir un seuil d'heures dans le cadre de la définition. Les pays peuvent adopter des approches très variées pour établir ce seuil d'heures, notamment en établissant une distinction fondée sur les notions d'emploi à plein temps/à temps partiel, ou fondée sur les valeurs médianes ou moyennes des heures habituellement effectuées.

Schema 5 : Composantes de la sous-utilisation de la main d'œuvre liée à l'absorption insuffisante de l'offre de travail



b) Lechômage

Un certain nombre de précisions ont été introduites dans la définition opérationnelle du *chômage* et dans ses directives opérationnelles à partir des enseignements tirés des pratiques nationales. Tout d'abord, la définition a été changée à la lumière des modifications proposées pour le concept de l'*emploi*. Le chômage est donc maintenant défini par rapport au travail en échange d'une rémunération ou d'un bénéfice, ce qui se rapproche de l'idée que se fait habituellement le grand public du chômage. Cela implique que le chômage devrait refléter la recherche de tout type d'emploi correspondant à cette nouvelle définition, notamment l'emploi rémunéré et l'emploi indépendant, ainsi que l'emploi informel, occasionnel, à temps partiel, saisonnier ou d'autres emplois temporaires comme le travail effectué dans le cadre d'un apprentissage rémunéré, d'un stage ou d'une formation. De plus, puisque le travail effectué en échange d'une formation à un métier ou à une profession, sans rémunération en espèces ni en nature, est inclus dans l'emploi, la recherche de ce type d'emploi devrait également être prise en compte. De même, pour

appréhender correctement l'offre de main-d'œuvre disponible dans un pays, le chômage devrait couvrir toutes les personnes qui remplissent les critères de mesure, qu'elles cherchent un emploi sur le territoire national ou à l'étranger.

c) La main d'œuvre potentielle

Afin d'identifier les situations où l'absorption de l'offre de travail est inadéquate, le projet de résolution introduit, en plus des personnes appréhendées comme des chômeurs, une définition de la *main-d'oeuvre potentielle*. Il est proposé une définition qui couvre les personnes qui ont montré un intérêt pour l'emploi, en distinguant trois groupes qui s'excluent mutuellement :

a) les demandeurs d'emploi qui ne sont pas disponibles, c'est-à-dire les personnes sans emploi qui cherchent un emploi mais ne sont pas disponibles;

b) les demandeurs d'emploi potentiels disponibles, c'est-à-dire les personnes sans emploi qui ne cherchent pas d'emploi mais qui sont disponibles; et

c) les demandeurs d'emplois potentiels désireux de travailler, c'est-à-dire les personnes sans emploi qui ne cherchent pas d'emploi et ne sont pas disponibles mais qui veulent avoir un emploi.

Par ailleurs, une définition des *demandeurs d'emploi découragés* a également été introduite pour répondre à la demande d'informations plus comparables sur ce sous-groupe particulier de la *main-d'oeuvre potentielle*. Selon la définition proposée, le groupe des demandeurs d'emploi découragés comprend les personnes sans emploi qui, tout en étant disponibles, ne cherchent pas d'emploi pour des raisons liées au marché du travail, comme leur échec antérieur à trouver un travail qui leur convienne, leur manque d'expérience ou de qualifications, le manque d'emplois correspondant à leurs qualifications, le manque d'emplois en général dans leur région, la perte récente de leur emploi ou le fait d'être considérées comme trop jeunes ou trop vieilles par les employeurs potentiels.

Cette classification des emplois permet ainsi de mieux caractériser la situation dans l'emploi de la population en âge de travailler (sitac) comme suit ;

- 1. Actifs occupés
- 2. Chômeurs
- 3. Main d'œuvre potentielle
 - 3.1 Mop1 : Cherche un emploi, mais n'est pas disponible
 - 3.2 Mop2 : Disponible mais ne cherche pas d'emploi
 - 3.3 Mop3 : Ne cherche pas d'emploi et n'est pas disponible pour travailler mais veut un emploi
- 4. Inactif (population hors main d'œuvre)

Le calcul des indicateurs de la sous utilisation de la main d'œuvre est consigné dans le rapport de la 19^{ième} CIST à partir de la section 213 à 220. Ces indicateurs prennent en compte les principaux suivants :

SU1 : Le taux de chômage (cf. Section 160 à 175 du document du BIT 19ième CIST)

SU1 = [Chômeurs*100/Main d'œuvre]

SU2 : Le taux combiné du sous emploi lié au temps de travail et du chômage

SU2 = [(Sous emploi lié au temps du travail+ chômeur)*100/Main d'œuvre]

SU3 : Le taux combiné du chômage et de la main d'œuvre potentielle

SU3 = [(Chômeurs+main d'œuvre potentielle)*100/(main d'œuvre + main d'œuvre potentielle)]

SU4 : La mesure composite de la sous utilisation de la main d'œuvre

SU4 = [(Sous-emploi lié au temps de travail+Chômeurs+main d'œuvre potentielle)/ (main d'œuvre + main d'œuvre potentielle)]*100

SU5 : Le sous emploi lié au revenu horaire du travail (par rapport au revenu horaire officiel (Smig) ou au revenu médian horaire)

SU5 = [Effectif des actifs occupés rémunérés ayant un revenu < revenu médian horaire/Effectif des actifs rémunérés]*100

3. Problématique du champ national de l'enquête

Deux préoccupations méritent d'être soulevées à ce niveau. La première, d'ordre technique, a trait à l'extension de l'observation des emplois informels et du secteur informel dans le milieu rural. Certaines enquêtes nationales (Cameroun notamment en 2005) ont permis également de constater l'importance des activités informels dans les milieux ruraux. Reconnaissant le nombre important d'activités du secteur informel en milieu rural et leur similitude avec celles de ce même secteur en milieu urbain, la 15^{ème} CIST a recommandé d'inclure dans le secteur informel, toutes les entreprises situées dans ces deux milieux.

En ce qui concerne l'agriculture, la 15ème CIST a reconnu la nécessité d'élargir le concept du secteur informel aux activités agricoles. Cependant compte tenu de la complexité de la mesure des données statistiques agricoles, il est recommandé que les efforts soient consacrés dans un premier temps à la mesure des activités non agricoles des milieux urbain et rural.

La seconde préoccupation est plutôt d'ordre politique. La décision de réaliser une enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel est contrainte par la disponibilité financière qui peut être dépassée si les pays s'en donne les moyens. Les perspectives d'une plus grande et pertinente valorisation des données sur l'emploi et le secteur informel pour l'amélioration des comptes nationaux invitent à opter pour une enquête nationale couvrant l'ensemble des activités non agricoles des milieux urbains et ruraux.

4. Dispositifs de collecte des données, méthodes d'estimation des agrégats associés et préoccupations liées à l'échantillonnage des UPI

Trois préoccupations seront traitées dans ce point. Il s'agit d'abord de définir le type d'enquête à réaliser pour atteindre les objectifs visés, ensuite de s'accorder sur les choix méthodologiques de la mesure des principaux indicateurs et agrégats suivant les différentes approches (directes, indirectes). Enfin, il convient d'examiner les préoccupations liées à l'échantillonnage des UPI.

4.1 Type d'enquête et périodicité de la collecte des données sur l'emploi et le secteur informel

L'examen des différents dispositifs existants actuellement permet de constater qu'en réalité, les méthodologies utilisées pour mesurer l'emploi informel et le secteur informel peuvent être regroupées en trois grandes catégories de dispositifs :

- Les enquêtes mixtes modulaires ;
- Les enquêtes mixtes indépendantes ;
- Les enquêtes auprès des établissements.

Sans revenir sur une présentation détaillée de chacune de ces catégories, le présent tableau résume leurs principales caractéristiques, insiste sur leurs avantages et inconvénients ainsi que sur leur pertinence pour les besoins de la comptabilité nationale.

Tableau 5 : Synthèse comparative des différents dispositifs de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel

Eléments	Enquêtes mixtes modulaires	Enquêtes mixtes indépendantes	Enquêtes auprès des établissements
Objectifs	Mesurer l'emploi (dans le secteur formel et dans le secteur informel) de façon plus ou moins exhaustive; Définir une stratégie opérationnelle de ciblage des chefs des unités de production informelle à partir des informations de la phase 1 (enquête auprès des ménages) puis enquêter ces chefs d'unité de production informelle directement dans leur unité (enquête sur le secteur informel).	Mesurer l'emploi (dans le secteur formel et dans le secteur informel) de façon plus ou moins précise; Définir une stratégie opérationnelle de ciblage des chefs des unités de production informelle à partir de la connaissance qu'on en a de leurs activités sur le terrain.	Mesurer l'emploi dans le secteur formel et non formel des entreprises et/ou établissements qui auront été identifiés
Principe de base	Il est plus facile d'identifier les entités économiques informelles à travers les activités de leurs propriétaires qu'à travers les lieux d'exercice de leur activité informelle	Il est plus facile de cibler directement les entités économiques informelles à partir de leur lieu de concentration géographique	Il convient de mettre en place pour l'identification du plus grand nombre possible d'entreprises et/ou d'établissements qui exercent sur le territoire national
Pertinence	 Meilleur ciblage des individus susceptibles d'être des CUPI; Fiabilité, qualité et exhaustivité des informations collectées auprès des UPI recensées dans les ménages. 	Très utile et/ou appropriée lorsque l'on a une très bonne connaissance de la densité de la répartition géographique des UPI; Permet rapidement d'avoir une approximation parfois acceptable des caractéristiques des unités informelles qui sont visibles	Pertinente si et seulement si on dispose au préalable d'une base de données (exhaustive ou non) des établissements et la monographie par secteur d'activité donne des résultats significatifs si la base comporte beaucoup d'établissements dans tous les secteurs
Avantages	Facilité d'obtention de la base de sondage des chefs d'unité de production informelle aussi bien dans leur activité principale que dans leurs activités secondaires au terme de l'enquête sur l'emploi; Possibilité d'échantillonner tout ou partie des CUPI dans la base de données ainsi constituée	Le ciblage a priori des zones de dénombrement à forte densité d'UPI peut contribuer à faire baisser considérablement les coûts d'investigation; Le plan d'échantillonnage tient toujours compte de la densité (supposée ou effective) des acteurs du secteur informel;	Permet de décrire les caractéristiques des établissements identifiés
Inconvénients	La qualité de l'échantillonnage dépend de la fiabilité de la base de sondage initiale; Le plan d'échantillonnage ne tient pas compte de la densité des unités du secteur informel dans les zones de dénombrement tirées lors de la phase 1;	Doute sur l'exhaustivité de la base de sondage des UPI, ce qui fragilise quelque peu la qualité de l'échantillonnage; Un peu de subjectivité dans le ciblage a priori des zones à forte densité d'unités de production informelle; Problème possible au moment de l'extrapolation des résultats obtenus au-delà de la zone ciblée; Indépendance des deux opérations.	Difficile de s'assurer de l'exhaustivité de la base de données des établissements précédemment identifiés du fait de la difficulté à gérer leur démographie (nouvelle création, disparition, etc.); L'information par secteur n'est pas parfois statistiquement fiable;
Dispositions particulières	Nécessite que la taille de l'échantillon de la phase 1 sur l'emploi soit relativement importante afin de disposer d'un échantillon d'UPI statistiquement significatif en phase 2 (secteur informel); Faire très attention à la déperdition possible des UPI entre phase 1 et la phase 2 surtout si le délai d'exploitation des données entre les deux opérations est long; Ne pas oublier de prendre en compte l'ensemble des activités secondaires;	Procéder à une bonne triangulation de plusieurs sources d'informations pour se faire une idée plus ou moins claire de la concentration géographique des unités de production informelle;	Procéder à de gros efforts pour mieux gérer la démographie des établissements ;

Une première approche qui est analysée ici est l'enquête sur l'emploi ou en anglais «labour force survey (LFS) ». La LFS est l'une des enquêtes les plus importantes et plus répandues réalisées régulièrement dans certains pays. Son principal objectif est d'identifier et de mesurer la taille et les caractéristiques de la population économiquement active, particulièrement l'emploi et le chômage. Parallèlement à cet objectif, il est aussi possible de collecter à travers cette enquête des données sur l'emploi dans le secteur informel et l'emploi informel. Ainsi, la LFS ne

permet pas de collecter toutes les informations sur la production et les charges du secteur informel. Il faut obligatoirement la compléter par un autre type d'enquête.

Une deuxième approche est l'enquête auprès des établissements. Elle permet de collecter auprès des unités de production, les données sur le secteur informel présentées au point précédent. Toutefois, cette approche se caractérise par l'insuffisance de la couverture des enquêtes qui sont basées sur une liste des établissements visibles. Sont donc exclues du champ de l'enquête, les unités du secteur informel qui n'ont pas d'emplacement fixe ou qui ne sont pas identifiables physiquement sur le terrain. Il est donc difficile pour ces dernières, de figurer dans la base de sondage des établissements.

L'analyse des données de la phase 2 de l'enquête 1-2-3 réalisée dans les principales agglomérations des pays de l'UEMOA entre 2001 et 2002, montre que plus de 70% des unités de production du secteur informel n'exercent pas dans un local professionnel (cf. tableau 4 ci-après). Par ailleurs, les résultats obtenus ont permis de constater que le taux de disparition de ces unités est élevé au cours de leurs premières années d'existence. Ainsi, le risque de défaut de couverture des UPI dans une enquête réalisée directement auprès des établissements est très grand. En fait, la grosse difficulté à ce niveau est de constituer la base de sondage exhaustive des entreprises du secteur informel auprès desquelles la collecte doit être faite.

Tableau 6: Possession du local professionnel par les UPI (%)

Ville/Pays	% d'unités de production informelles sans local professionnel	% d'unités de production avec local professionnel		
Cotonou (Bénin)	76	24		
Ouagadougou (Burkina Faso)	74	26		
Abidjan (Côte d'Ivoire)	70	30		
Bamako (Mali)	84	16		
Niamey (Niger)	91	9		
Dakar (Sénégal)	79	21		
Lomé (Togo)	82	18		

Source : Enquêtes 1-2-3 dans les principales villes des pays de l'UEMOA, 2001-2002, Instituts nationaux de statistique des pays

Des pays tels que l'Inde, le Brésil, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, le Mexique et l'Indonésie ont réalisé une expérience originale d'enquête indépendante sur le secteur informel utilisant l'approche de l'enquête mixte ménage-entreprise. C'est une approche modulaire qui consiste à catégoriser d'abord les unités de production en trois groupes : i) les unités ayant des emplacements fixes en dehors des lieux d'habitation (local fixe sur le marché public, atelier, boutique, restaurant, hôtel, bar, etc..), ii) les unités de production exerçant dans les lieux d'habitation des ménages et iii) les unités sans emplacement fixe.

Le premier groupe d'établissements est approché par une enquête directe. Par contre les unités de production des deux derniers groupes sont repérées dans les ménages. Une liste de ces activités est dressée dans les ménages. En principe cette liste devrait concerner l'ensemble des membres qui exercent des emplois informels dans les ménages. Mais la réduction du coût de l'opération entraîne souvent à assimiler chaque ménage à une unité économique.

Par ailleurs, d'autres considérations à prendre en compte dans la stratification et l'échantillonnage des unités, rendent plus complexes ce type d'enquête et induisent des biais sur la qualité des données. Parmi ces problèmes, il y a notamment le calcul des probabilités de sélection des unités et par conséquent la difficulté d'extrapolation des résultats. Des précautions importantes doivent être prises pour éviter les doubles comptes sur les différentes listes des unités de production.

La dernière méthode est une deuxième catégorie d'enquête mixte par approche modulaire (ménage/entreprise). Le principe général de l'enquête mixte modulaire c'est d'utiliser les informations sur les activités des individus

obtenues de l'enquête sur l'emploi auprès des ménages pour constituer l'échantillon des chefs d'unités de production informelle. Un questionnaire spécifique sur les activités informelles est alors administré en phase 2 à ces chefs d'unités de production informelle.

D'autres considérations sont importantes pour optimiser la fiabilité des données obtenues par ce type d'enquête. Il s'agit du choix de l'enquête à la phase 1, de la maîtrise du temps qui s'écoule entre les deux phases, du lieu d'interview à la phase 2 et de la qualité du répondant. S'agissant du type d'enquête à la phase 1, la plupart des pays mettent en œuvre une enquête sur l'emploi du type LFS.

Dans le cadre de la méthodologie harmonisée, il est proposé de s'engager sur les bases des enquêtes mixtes modulaires (du type 1-2) ayant les caractéristiques suivantes :

- le champ de l'enquête doit être national pour permettre d'estimer les agrégats des comptes nationaux ;
- la phase 1 est une enquête sur l'emploi (LFS) avec pour objectifs complémentaires de mesurer les emplois informels et les emplois dans le secteur informel. Elle doit en outre servir de filtre pour constituer la base de sondage des chefs unités de production du secteur informel (UPI) pour l'enquête de la phase 2.
- L'échantillon des ménages de la phase 1 doit avoir une taille suffisamment importante pour donner plus de chances aux divers types d'UPI d'apparaître dans la base de sondage de la phase 2. Toutes les UPI identifiées en phase 1 doivent être enquêtées en phase 2.
- L'approche intégrée des phases 1 et 2 est très recommandée puisqu'elle répond en partie aux préoccupations mentionnées ci-dessus. L'administration du questionnaire de la phase 1 est immédiatement suivie du remplissage des champs d'identification des chefs d'unités de production informelle aussi bien dans leur activité principale que dans leurs différentes activités secondaires, indépendamment de la branche d'activité dans laquelle ils exercent. Pour y parvenir, il convient donc de disposer de deux équipes d'enquêteurs : l'une pour la phase 1 et l'autre pour la phase 2 qui prend immédiatement le relai des activités. Le caractère quasi-simultané de ces deux étapes réduit pratiquement à zéro la volatilité des UPI qu'on aurait observée si le temps entre ces deux opérations était plus long. La constitution de deux équipes d'enquêteurs est donc un important gage de la qualité de cette approche, tout comme les procédures de contrôle/vérification des données collectées lors de la phase 1.
- A défaut d'une capacité de réaliser une enquête intégrée, le temps entre les deux phases doit être réduit au minimum. Dans le cas de l'Afrique du Sud par exemple, la durée séparant la collecte de données des deux phases est de deux semaines. Ce qui implique une bonne organisation en amont.
- Par ailleurs, pour améliorer la qualité des données de la phase 2, la collecte doit être réalisée directement sur le site des unités de production informelles. Il est aussi recommandé que les vrais répondants soient interviewés pour obtenir des réponses fiables.
- La périodicité des deux phases de l'enquête doit être définie compte tenu des contraintes budgétaires des pays. L'idéal serait de définir une périodicité trimestrielle pour les deux phases, afin de répondre au besoin des comptes nationaux trimestriels (en cours de mise en place dans quelques pays membres d'AFRISTAT). Une autre possibilité est de réaliser la phase 1 chaque année et une enquête complète (les deux phases) de façon périodique, à l'appréciation de chaque Etat (tous les 3 ans, tous les 5 ans) suivant les ressources mobilisables. L'enquête annuelle sur l'emploi permettra d'actualiser les agrégats des comptes nationaux trimestriels par la méthode indirecte basée sur la matrice de l'emploi.
- La saisonnalité des emplois doit être mesurée dans la phase 1. Cette phase devra aussi identifier les activités non agricoles du milieu rural. Toutes les UPI du milieu rural, filtrées à partir de la phase 1 doivent en principe être enquêtées en phase 2.

4.2 Estimation des principaux agrégats nécessaires pour les comptes nationaux

L'objectif global qui est visé est la mesure de la contribution du secteur informel au PIB. Les éléments qui rentrent dans le calcul du PIB peuvent être mesurés soit de façon directe, soit de façon indirecte⁶. D'après le SCN 2008, il existe trois approches pour calculer le PIB, résumées comme suit :

<u>Approche production</u>: Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques résidents, calculée aux prix du marché, à laquelle on ajoute les impôts nets récupérés par l'État

Son expression s'écrit :

PIB = Valeurs Ajoutées + TVA + Droits et Taxes sur les produits (y compris ceux importés) - subventions sur les produits

<u>Approche dépense</u>: le PIB est égal à la somme des emplois finaux (intérieurs, extérieurs) de biens et de services tels que la consommation finale effective (CF), la Formation brute de capital fixe (FBCF) et les variations de stocks (VS). Cette définition se déduit de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie (PIB) et les emplois qui sont faits de ces ressources. En situation d'autarcie où il n'y a ni importation ni exportation, on a : PIB = CF + FBCF + VS. Par contre, dans une économie ouverte (cas le plus fréquent), les importations (M) s'ajoutent aux ressources, tandis que les exportations (X) sont classées en emplois. D'où l'expression :

$$PIB = CF + FBCF + VS + X-M$$

<u>Approche revenu</u>: Le PIB est égal à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels. Il s'agit de la somme de la rémunération des salariés (RS), des autres impôts sur la production moins les subventions (T), de l'excédent brut d'exploitation (EBE)). D'où l'expression :

Tableau 7 : Données sur le secteur informel et l'emploi informel à collecter pour le besoin des comptes nationaux

Tableau 7.	Données sur le secteur informel et l'emploi informel à collecter pour le besoin des comptes nationaux
	Données à collecter auprès des entreprises du secteur informel
Comptes	1. collecte de donnée recommandée 2. collecte de donnée encouragée
	1. Conecte de donnée recommandee 2. Conecte de donnée encouragee
	Valeur de la production des biens et services (y compris autofourniture)
	Valeur de la vente ou du chargement (1)
	Quantité vendue ou chargée (2)
	Valeur des produits utilisés pour son propre besoin par l'entreprise ou échangés en nature (1)
	Quantité des produits utilisés pour son propre besoin par l'entreprise ou échangés en nature (2)
	Valeur de la revente ou du chargement des biens et services achetés et vendus en l'état (1)
	Valeur des biens produits pour compte propre (2)
	Valeur des consommations intermédiaires
Compte de	Coût des matières premières et fournitures, excepté le gaz, le carburant et l'électricité (1)
production	Quantité des matières premières achetées (2)
	Coût du gaz, du carburant et de l'électricité (1)
	Frais de location de l'immeuble, des machines, des véhicules, maintenance, transport, assurance, coût de licence
	de production (1)
	Coût des produits et services achetés et vendus sans transformation (1)
	Variations de stock
	Carburants, matières et fournitures (1)
	Valeurs des Produits finis ou semi-finis (1)
	Valeurs des biens et services achetés pour être vendus en l'état (1)
	Rémunération du travail
	Salaires et traitements des travailleurs en nature ou en espèces, avantages, allocation (1)
Compte	Taxes sur la production et les importations (1) Excédent brut d'exploitation ou revenu mixte brut
d'exploitation	Consommation du capital fixe (CCF)
	Excédent net d'exploitation ou revenu mixte net
	Excedent net a exploitation ou revenu mixte net
	Nombre total d'emplois
Emplei	Emplois formels dans le secteur informel (1)
Emploi	Emplois informels dans le secteur informel (1) Emplois rémunérés dans les ménages produisant des biens destinés exclusivement à leur consommation finale
	Emplois remuneres dans les menages produisant des biens destines exclusivement à leur consommation finale (1)
	\1)

⁶ Cf. Manual on informal employments and informal sector surveys, Delhi Group, January 2010

4.2.1 Méthode directe d'estimation des agrégats

La méthode directe consiste à réaliser une enquête directement auprès des unités de production informelles (UPI) pour collecter des données sur leurs activités (chiffres d'affaires, frais et dépenses diverses, main d'œuvre, mode de fonctionnement, etc.) et à les extrapoler au niveau du champ d'étude considéré (national, régional, etc.). Dans cette perspective, l'évaluation du PIB s'obtient suivant l'optique production en tenant compte de la valeur ajoutée réalisée par toutes les UPI enquêtées. Les principaux agrégats (mensuels et annuels) sont alors estimés comme suit :

a) La production totale des unités de production informelles

La détermination de la production permet de mettre en lumière un problème conceptuel qui est bien souvent passé sous silence alors que ses conséquences sur les agrégats estimés sont très importantes. Il est important de raisonner en terme de production totale au lieu de production marchande (valeur de la production totale excluant l'autoconsommation) afin d'assurer la cohérence globale de la structure des comptes avec les charges effectivement supportées par l'UPI (collectées auprès des UPI) ainsi que la production totale qui leurs sont associées.



En principe, on devrait prendre en compte la variation des stocks dans l'estimation de la production totale. Mais dans les activités du secteur informel, il est très difficile voire quasiment impossible de saisir de façon rigoureuse cette variable. En omettant de prendre en compte cette information, nous conviendrons donc que la variation de stock est nulle.

b) La consommation intermédiaire

La consommation intermédiaire représente la valeur des produits qui sont utilisés lors du processus de production. C'est une consommation productive. Seuls les biens et services marchands peuvent être enregistrés en consommation intermédiaires car par convention, les services non marchands ne peuvent faire l'objet de consommation intermédiaire.

A propos de la prime d'assurance, en réalité, il s'agit de la valeur de la prestation de services qui est en réalité incluse dans la dépense totale des frais d'assurance. Vu que cette prestation n'est généralement pas mise en évidence dans le paiement du total de la dépense d'assurance, l'équipe d'analyste du pays peut se rapprocher du taux indicatif que représente cette dépense par rapport à la dépense totale d'assurance. Seule cette fraction des dépenses d'assurance figurera au titre des consommations intermédiaires de l'UPI.

Consommation intermédiaire = $\sum D\acute{e}penses_i$

Avec:

Depenses₁ = Valeurs totales des achats de matières premières Depenses₈ = Dépenses en petits outillages et fournitures

Depenses₂ = Dépenses de loyer Depenses₉ = Dépenses de transport et manutention

Depenses₁₀ = Dépenses relatives à la prestation de services Depenses₃ = Dépenses d'eau

incluses dans la dépense totale d'assurance Depenses₁₁ = Dépenses de réparation des véhicules et

Depenses₄ = Dépenses en gaz motocycles

Depenses₁₂ = Dépenses de réparation des équipements de Depenses₅ = Dépenses en électricité

communication

Depenses₆ = Dépenses en téléphone, Internet Depenses₁₃ = Dépenses totales des autres réparations

Depenses₇ = Dépenses en combustibles, carburant, éclairage Depenses₁₄ = Dépenses totales des autres services

En principe, l'estimation de la consommation intermédiaire devrait tenir compte de la déduction de la variation des stocks des matières premières ainsi que du traitement qui est fait de la rémunération des salariés en nature (les biens et services fournis aux salariés et qui sont destinés à leur consommation propre ou à être utilisé dans le processus de production). En omettant (techniquement difficilement mesurable) de prendre en compte tous ces aspects, on crée un biais dans l'estimation de la consommation intermédiaire par rapport à celle fournie par la comptabilité nationale.

Encadré 1 : La formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe permet d'augmenter le patrimoine non financier, c'est-à-dire le capital fixe. Il renvoie à la notion courante d'investissement et concerne les actifs fixes dont la durée de vie au cours du cycle de production dépasse l'année. La FBCF comprend principalement l'ensemble des biens durables (logement, véhicules, etc.) achetés par les producteurs pour être utilisés pendant au moins un an pour leur production. L'usure économique de ces biens accumulés s'appelle la Consommation de capital fixe (CCF). L'accumulation nette totale au cours de l'année ou Formation nette de capital fixe (FNCF) est mesurée comme suit :

FNCF = FBCF - CCF

c) La masse salariale

Valeur totale des primes et Valeur totale des rémunérations Masse avantages perçus par ces des salariale Travailleurs (y compris cotisations travailleurs dépendants sociales)

L'estimation de la masse salariale ne concerne en effet que les travailleurs dépendants. Les travailleurs indépendants (patrons, comptes propres, associés) sont rémunérés par leur revenu mixte.

Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte) des patrons ou associés	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un patron ou d'associés
Rémunération mensuelle	=	Excédent brut d'exploitation (Revenu mixte) des travailleurs pour compte propre	+	Primes et avantages perçus	S'il s'agit d'un travailleur pour compte propre
Rémunération mensuelle	=	Masse salariale			S'il s'agit des travailleurs dépendants rémunérés
Rémunération mensuelle	=	0			S'il s'agit des travailleurs dépendants non rémunérés

d) La valeur ajoutée brute

La mesure directe des agrégats du secteur informel permet en effet d'estimer la valeur ajoutée brute. Cette valeur ajoutée prend en compte la consommation de capital fixe dont disposent les UPI. Cette dernière mesure en réalité la valeur de la dépréciation de ce capital.

e) Le produit intérieur brut (PIB) informel

Le produit intérieur brut informel suivant l'approche directe et l'optique Production est estimée comme suit :

$$PIB = \sum_{i=1}^{N} \text{Valeur ajoutée brute}_{i} + \sum_{i} (\text{Impôt sur les produits}_{i} - \text{Subventions sur les produits}_{i})$$

En réalité, l'estimation de la deuxième composante du PIB informel est bien souvent difficile et pas toujours évidente. En effet, les unités du secteur informel étant difficilement identifiables, il est très difficile qu'on puisse leur prélever des impôts ou les faire bénéficier de subventions sur d'éventuels produits. Nous conviendrons donc que le vocable « impôts sur les produits » désignera toutes les formes d'impôts que paiera l'UPI sous quelle que forme ce soit (taxes locales sur biens et services, , autres impôts et taxes sur produits). De même, le vocable « subventions sur les produits » traduira toute forme de subvention sur biens et services dont pourrait bénéficier l'UPI de la part d'éventuels partenaires (en provenance du secteur public). Théoriquement, dans le secteur informel, cette subvention est nulle. Finalement, le second terme de l'estimation du PIB correspond à la valeur totale des impôts que l'UPI déclare payer.

f) Les impôts

$$Impôts = \sum_{i=1}^{4} X_i$$

Avec:

X₁ = Impôts (patentes, impôt libératoire)
 X₂ = Impôts locaux (ticket, taxe d'occupation de la voie publique, etc.)

 X_3 = Droit d'enregistrement et de bail

X₄ = Autres impôts et taxes

g) Excédent brut d'exploitation (EBE)

Les autres impôts sur la production correspondent à la somme des impôts et taxes payés au titre de la patente, des droits d'enregistrements, et d'autres types d'impôts et taxes spécifiques et qui diffèrent des ceux appliqués sur les produits. Les autres subventions sur la production correspondent aux subventions dont peuvent bénéficier les UPI dans l'exercice de leur activité.

h) Annualisation des agrégats mensuels estimés

a. Le chiffre d'affaires

Il est déterminé en tenant compte de la reconstitution de façon rétrospective des déclarations des UPI. Cette reconstitution prend en compte le rythme de l'activité, le niveau du chiffre d'affaires correspondant à ce rythme et une procédure de traitement cohérente de ces informations⁷. Le chiffre d'affaires annuel est estimé comme suit Après s'être assuré de la cohérence des déclarations fournies dans le module DC6 (DC6A, DC6B, DC5C et DC6D), l'annualisation du chiffre d'affaires est obtenue comme suit :

Ca_an =
$$\sum_{i=1}^{11} X_i + \text{Pvtot}$$

Où **Pvtot** est le chiffre d'affaires du mois de référence (mois 12), Xi le chiffre d'affaires des différents mois rétrospectif antérieurs au mois de référence et Ca an, le chiffre d'affaires annuel.

b. Le traitement de certains agrégats

L'annualisation de la valeur mensuelle de certains agrégats (achats de matières premières, dépenses en produits vendus en l'état, autoconsommation) est déterminée proportionnellement à la valeur annuelle du niveau d'activité (chiffre d'affaire mensuel/ chiffre d'affaires annuel) de l'UPI et en tenant compte du nombre des mois effectifs d'activité (consommation intermédiaire, masse salariale, impôts). Sous réserve de ce traitement, les valeurs des agrégats annualisés sont déterminées comme mentionné ci-après.

1. La valeur totale annuelle des achats de matières premières

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat de matières premières(**DC1ATOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **k0** cette valeur.

k0 = DC1ATOT/PVTOT

La valeur annuelle de la dépense en matières premières de l'UPI (DC1ATOT_an) est alors estimée comme suit :

$$DC1ATOT_an = k0*CA_an$$

2. La valeur totale annuelle des achats de produits vendus en l'état

Les données détaillées sur le mois de référence permettent d'estimer en fonction du profil de l'UPI considérée, la part relative des dépenses en achat en produits revendus en l'état (**DC1BTOT**) dans le chiffre d'affaires total (**PVTOT**). Soit **x0** cette valeur.

x0 = DC1BTOT/PVTOT

La valeur annuelle des dépenses en produits revendus en l'état de l'UPI (**DC1BTOT_an**) est alors estimée comme suit :

7

⁷ Voir l'encadré 2 pour le détail de la procédure

$DC1BTOT_an = x0*CA_an$

3. La valeur totale annuelle de la production des UPI

La valeur de la production annuelle totale (**Prod_an**) est obtenue en déduisant du chiffre d'affaires annuel la valeur des achats annuels des produits revendus en l'état. Soit comme suit :

4. La valeur totale annuelle des consommations intermédiaires

Lors du traitement des données des UPI, il convient de s'assurer de la cohérence globale des données, notamment entre les déclarations des consommations intermédiaires et les valeurs fournies sur les niveaux de production. Par UPI, il est ainsi possible pour les données du mois de référence, d'estimer la part globale des consommations intermédiaires dans le total de la production de l'UPI pour le mois de référence. Soit Ctx cette constance. Afin de réduire les biais éventuels existant entre les UPI en fonction de leur région, milieu de résidence mais aussi branche d'activité, cette constance est estimée par sa valeur médiane en tenant compte de ces informations. Le coefficient technique médian (Ctx_median) ainsi estimé est calculé par UPI suivant la région, le milieu de résidence et la branche d'activité. Finalement, la consommation intermédiaire annuelle totale de l'UPI (Cl_an) est alors estimée comme suit :

5. La valeur totale annuelle de la masse salariale de l'UPI

La valeur annuelle de la masse salariale (MS_an) correspond au produit de la masse salariale du mois de référence (MSMENS) par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI (nbmoisact), soit :

6. La valeur totale annuelle des impôts et taxes de l'UPI

Vu que pour le mois de référence le montant de l'impôt mensuel a été ramenée au mois (**Impmens**), l'annualisation des impôts et taxes (**imp_an**) revient tout simplement à multiplier cette valeur mensuelle par le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI, soit :

7. La valeur ajoutée totale annuelle de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

8. La valeur totale annuelle de l'Excédent brut d'exploitation (EBE) de l'UPI

Cet agrégat est estimé comme suit :

Où : Dc422 (cf. Tableau DC4 du questionnaire sur le secteur informel en annexe) est la valeur mensuelle des autres charges pour le mois de référence et **nbmoisact**, le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI.

i) Estimation de la formation brute de capital (investissement) des UPI

L'investissement au sens large correspond en réalité à la formation brute du capital (FBC). Cette dernière comprend la formation brute du capital fixe (FBCF), la variation des stocks et les acquisitions moins les cessions d'objets de valeurs. Figure en FBCF, l'acquisition moins la cession d'actifs fixes (c'est-à-dire ayant une durée de vie supérieure à un an) devant être utilisé dans le processus de production. Parmi les actifs à considérer, on peut signaler les biens d'occasions importés ou non, les logements acquis par les ménages (ce qui les rend producteur d'un service de logement), les animaux élevés à d'autres fins que la consommation sous la forme de viande (c'est-à-dire pour la reproduction, la production du lait, l'appui au travail agricole, le zoo, etc.), les travaux d'amélioration des terres agricoles ainsi que la prospection et la mise en valeur des gisements miniers, les plantations durables (pour la forestation ou la production agricole), les actifs incorporels liés aux productions intellectuelles (logiciels, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales) mais pas leur mise sous support diffusable, l'acquisition de brevets ou de fonds de commerce, et tous les services liés à l'acquisition de ces biens.

Figurent aussi en FBCF les actifs suivants : les aménagements de terrains, l'acquisition moins la cession d'objets de valeur (œuvres d'art, pierres et métaux précieux, objet de collection). Cependant les terrains n'en font pas partie. Ce sont des actifs non produits par l'homme.

La variation de stock correspond à la différence entre les entrées et les sorties de stock au cours de la période considérée, valorisée les unes et les autres au prix de marché du jour de l'opération (un même bien est donc le plus souvent comptabilisé en entrée et en sortie à des différents prix). Les stocks comprennent tous les biens qui ne font pas partie du capital fixe et qui se trouvent, à un moment donné, en possession des unités de production résidentes. Ils comprennent également les produits suivants : ceux qui peuvent faire l'objet d'une FBCF, tant qu'ils ne sont pas vendus et les en-cours de production. Pour des raisons pratiques, on suppose que la variation des stocks des UPI est négligeable.

Dans le cadre du traitement des données du secteur informel, la mesure de la formation brute du capital fixe des UPI se fait suivant le modèle suivant du tableau 8.

Par ailleurs, la formation nette de capital fixe (FNCF) correspond à la FBCF diminuée de la Consommation de capital fixe (CCF). [La consommation de capital fixe] peut se définir en termes généraux comme la diminution, pendant la durée de la période comptable, de la valeur courante du stock d'actifs fixes détenus et utilisés par un producteur, consécutive à leur détérioration physique (ou usure), à l'obsolescence normale ou à des dommages accidentels normaux. Elle exclut la valeur des actifs fixes détruits par des actes de guerre ou des événements exceptionnels tels que des catastrophes naturelles majeures qui se produisent très rarement. Ces pertes sont enregistrées dans le compte "Autres changements de volume d'actifs" du SCN.

Tableau 8 : Modèle classique du tableau des équipements des UPI

EII	EIF. EQUIPEMENTS, INVESTISSEMENT, FINANCEMENT ET ENDETTEMENT EIF 1. Notez les équipements dont vous avez disposé au cours des 12 derniers mois pour faire fonctionner votre unité de									
Тур	e	Caractéristiques (noter le nom)	Qualité	Appartenance	produ Origine	Financement	Date d'acquisition (mois / année)	Valeur d'acquisition (UML)	Valeur actuelle (coût de remplacement) (UML)	

Dans le traitement des données du secteur informel, la formation brute du capital fixe se déduit des données fournies dans le tableau 8. Ce tableau fournit directement les informations sur le stock brut de capital correspondant à la valeur à un instant donné des actifs valorisés au prix de nouveaux actifs du même type

Convenons ce qui suit :

Dateref= date de référence de l'enquête

Datachat= date d'acquisition pour chacun des différents équipements que l'UPI utilise au cours de son processus de production

Mtcapital= valeur totale actuelle brute de chacun des équipements, correspondant à la valeur au coût de remplacement de cet équipement

Duree= dateref – datachat. Cette information correspond en réalité à la durée totale (en nombre de mois) d'utilisation effective des équipements utilisés dans le processus de production de l'UPI. Cette information peut donc largement excéder l'année.

La valeur totale de l'investissement de l'UPI au cours des 12 derniers mois précédant l'enquête, c'est-à-dire sa formation brute de capital (FBC) correspond alors à la valeur totale des acquisitions en équipements intervenant dans son processus de production depuis les 12 derniers mois. Autrement dit, la FNC est déterminée comme suit :

Si l'UPI exploite des équipements depuis au plus 12 mois (0< Duree< 12 & Mtcapital > 0)	alors	FBC = Mtcapital	La formation brute de capital fixe correspond directement à la déclaration figurant dans le tableau EIF
Si l'UPI exploite des équipements depuis plus de 12 mois (Duree > 12 & Mtcapital >0)	alors	FBC = 12*Mtcapital/ Duree	La formation brute de capital fixe correspond à un lissage annuel moyen sur l'ensemble de la durée d'exploitation pour chacun des équipements intervenant dans le processus de production de l'UPI figurant dans le tableau EIF

Dès lors, il est aisé d'estimer non seulement la valeur du capital des UPI pour les 12 derniers mois de l'année, mais aussi le pourcentage des UPI ayant investis ainsi que celles sans investissements.

i) Autres valorisation possibles des données d'enquêtes sur le secteur informel

Un traitement particulier des données de base des enquêtes sur l'emploi et le secteur informel permet de produire directement des informations sur les échanges des entrées intermédiaires :

- La répartition des principaux agrégats (production, consommations intermédiaires, valeur ajoutée, excédent brut d'exploitation) par branche d'activité et produits ;
- L'estimation des coefficients techniques par branche d'activité;
- L'estimation de la matrice des emplois par branche d'activité (par secteur institutionnel et type d'emploi).

Ces informations peuvent s'avérer très utiles pour les travaux de la comptabilité nationale surtout lorsque l'on les décline par région, milieu, secteur institutionnel et type d'emplois.

4.2.2 Méthode indirecte d'estimation des agrégats

La méthode indirecte répond aux besoins de la comptabilité nationale, surtout lorsque les données d'une enquête spécifique sur le secteur informel ne sont pas disponibles. Contrairement à la méthode directe, elle est fondée sur une série d'hypothèses. Il s'agit d'élaborer une matrice emploi (Labour input matrix) et de faire l'hypothèse d'une relation stable entre la population potentiellement active non impliquée dans les activités informelles et la production du secteur informel. La démarche consiste à élaborer d'abord la matrice emploi, puis à tenir compte de certains indicateurs (productivité apparente du travail, coefficients techniques, etc.) et enfin, sur la base de ces informations, à procéder à l'estimation de la part du secteur informel dans les comptes nationaux.

Le principe à retenir est la confrontation entre deux sources d'information sur l'emploi (entreprises et ménages). Les enquête entreprises donnent l'emploi structuré ventilé par activité et les enquête ménages : donnent le stock de l'emploi global (y c informel), mais l'activité mal renseignée. Il faudra donc estimer par différence le stock d'emploi informel et le répartir par activité. Ensuite il faudra appliquer les ratios économiques pour reconstituer les comptes de production et d'exploitation (EX : taux de productivité du travail pour évaluer le chiffre d'affaires).

Toutefois, la mesure indirecte des éléments des comptes nationaux est un exercice qui requiert aussi bien des ressources que du temps et l'alternative la plus connue pour l'évaluation de cette approche est la méthode indirecte communément connue sous le nom de la méthode de la matrice d'emplois.

L'approche indirecte est basée essentiellement sur trois étapes :

- **Etape 1**: obtenir les estimations du facteur travail dans le secteur informel à partir d'une enquête auprès des ménages (matrice d'emplois);
- Etape 2: calculer des estimations de la productivité du travail (par production et valeur ajoutée) des entreprises du secteur informel à partir d'une enquête auprès des entreprises. Cette étape repose sur l'existence d'une certaine proportionnalité entre la production attendue et le volume du travail. La production peut donc être déterminée à partie de l'examen de l'offre, notamment sur la base des données sur l'approvisionnement en intrants (matières premières, main d'œuvre, terre, capital fixe, stock disponible, etc.). Mais elle peut aussi être déterminée suivant une approche fondée sur la demande, à partir des données sur les utilisations des biens et services, notamment la consommation finale des ménages, la consommation intermédiaire des unités de production, les exportations, etc.;
- Etape 3: multiplier la matrice d'emplois par celle des coefficients de productivité pour obtenir des estimations de la production et de la valeur ajoutée du secteur informel. De même, il convient à ce niveau d'estimer les valeurs des agrégats d'intérêt soit par actualisation, soit par retropolation. En la matière, les pratiques méthodologiques varient parfois d'un pays à l'autre ;
- Etape 4: Cette étape concerne les nécessaires arbitrages à faire pour s'assurer de la pertinence des résultats obtenus. En réalité, ces arbitrages interviennent aussi à chacune des étapes 1, 2 et 3 dans le choix des sources de données à exploiter. Au niveau de l'étape 4, les arbitrages concernent surtout la pertinence des résultats finalement obtenus.

Ainsi l'utilisation de l'approche indirecte requiert la disponibilité préalable des données de la matrice d'emplois et de la productivité du travail⁸. Ces informations reposent donc sur l'accès à des statistiques provenant d'enquêtes (auprès des établissements, auprès des ménages – population active) ou de données de sources administratives (fonction publique, sécurité sociale, etc.), voire d'études réalisées dans le pays sur le comportement des principales unités économiques en vue d'établir la matrice emploi.

La qualité de l'intégration des données du secteur informel dans l'élaboration des comptes nationaux suivant une approche indirecte reste donc tributaire dans une grande mesure, de la pertinence des hypothèses formulées (sur

32

⁸ La réflexion se poursuit à ce niveau pour détailler et clarifier autant que possible les traitements statistiques des données sur la base des données collectées, en conformité avec les orientations du SCN 1993 et de 2008. De même, il est bon de faire la lumière sur toutes les hypothèses qui permettent d'aboutir à l'estimation des principaux agrégats du secteur informel.

les projections faites, les comportements économiques sous-jacents, une bonne part de subjectivité induite par l'avis des experts consultés, etc.) et de la couverture et de la qualité des données mobilisées.

4.2.3 Intégration des données du secteur informel dans l'élaboration des comptes nationaux

Ce point fait référence à la fois aux orientations du « Guide méthodologique d'élaboration des comptes nationaux dans les Etats membres d'AFRISTAT » et aux résultats de l'exploitation des questionnaires sur l'intégration des données du secteur informel dans les comptes nationaux renseignés et retournés par nombre de pays africains. Il aborde de façon indicative, étape par étape, la logique du processus.

Etape 1 : Mobilisation des données de l'enquête

L'enquête sur l'emploi et le secteur informel permet de mobiliser directement les informations suivantes :

- production brute totale (y compris l'autoconsommation);
- consommations intermédiaires ;
- salaires des travailleurs dépendants ;
- revenus mixtes des travailleurs indépendants ;
- effectif des emplois (en activité principale, en activité secondaire) et suivant le statut dans l'emploi (patrons, comptes propres, aides familiaux et travailleurs assimilés, autres travailleurs dépendants, membres de coopératives);
- consommation finale des ménages ;
- valeur ajoutée brute ;
- les impôts et taxes ;
- l'investissement ;
- excédent brut d'exploitation.

Etape 2 : Détermination des ratios

A partir des informations collectées à l'étape 1, les séries suivantes de ratios utilisables pour les besoins d'élaboration des comptes nationaux peuvent être produits :

- production brute par tête;
- valeur ajoutée brute par tête ;
- excédent brut d'exploitation par tête ;
- coefficient technique (consommation intermédiaire/production);
- taux de salaire ;
- productivité du facteur travail;
- productivité horaire ;
- taux d'investissement ;
- valeur ajoutée par unité de travail ;

- salaire par tête ;
- etc.

Ces informations peuvent directement être déclinées par branche d'activité, par secteur institutionnel, par mode de production et milieu de résidence, éventuellement suivant toute déclinaison souhaitée pour les besoins de la comptabilité nationale.

Etape 3 : Examen des données du secteur de l'agriculture

Confrontation entre les données issues de la production (offre) et celles issues de la demande (enquêtes ménages, données d'entreprises), puis arbitrage au cas par cas ; il n'y a pas de règle générale.

Etape 4 : Les nécessaires arbitrages et hypothèses

Sur la base des informations mobilisées aux étapes 1, 2 et 3, l'étape 4 permet de justifier les choix et arguments faits pour la reconstitution de certaines variables et indicateurs, surtout lorsque la date de l'enquête ne correspond pas à l'année de compte. Il convient alors d'argumenter le choix des principales hypothèses et des nécessaires arbitrages qui permettent de reconstituer certaines informations, notamment la matrice emploi, les comptes de branches (production, exploitation).

Arbitrages sur les données relatives à l'emploi

Ces arbitrages concernent en premier lieu, l'utilisation de la matrice emploi. Dans ce cadre, les informations venant de l'enquête sont confrontées à celles en provenance d'autres sources (recensement, données administratives sur les agents de l'Etat, etc.).

Arbitrages sur les méthodes par mode de production

Il s'agit de déterminer par branche d'activité et selon le mode de production, l'emploi de la branche :

- pour le mode « administration publique » nous avons le total des fonctionnaires qui est indiqué dans les documents des APU. Ce total concerne des personnes salariées. Il est reparti selon les branches des APU définies au niveau des comptes (APU générale, Santé, Education et autres APU).
- pour les modes de production faisant référence aux entreprises de production et de services, nous avons et selon le classement par branches d'activités de leurs liasses fiscales, une estimation de l'emploi, issu de la confrontation avec les données des services de sécurité sociale.
- Pour les modes de production liés à l'informel et aux ménages, l'estimation du nombre d'emplois par branches d'activités est réalisée par la différence entre le total de la population active occupée (PAO) par branche d'activité, estimée par les démographes et les différents emplois (APU et l'estimation de l'emploi né de la confrontation entre les effectifs des structures à comptabilité et les effectifs fournis par les services de sécurité sociale).

Arbitrages sur la mise en place de données selon la grille retenue

La mise en place de la grille se fera de deux manières, selon que nous sommes en année de base ou année courante des comptes nationaux.

En année de base

En année de base, nous n'avons aucune référence véritable sauf les enquêtes sur l'emploi ou recensements généraux réalisés (si possible). Plusieurs étapes sont nécessaires :

- 1. réaliser le passage entre la nomenclature d'activités des comptes nationaux et la nomenclature d'activités de l'enquête utilisée ;
- 2. estimer la population active occupée de façon globale ;
- 3. rechercher les indicateurs de répartition ou d'éclatement de l'emploi issu des enquêtes ou recensements;
- 4. repartir la population active occupée en utilisant ces indicateurs, par branche d'activité des comptes nationaux, par mode de production et par statut dans l'emploi ;.
- 5. mettre en place la grille de la matrice « emploi ».

• En année courante

En année courante, nous avons une évaluation faite par les comptables nationaux par branche d'activité, par statut dans l'emploi de la population active occupée de l'année antérieure. Une enquête emploi annuelle facilitera le travail puisqu'elle permettra la mise à jour de la matrice emploi; on appliquera alors les ratios économiques disponibles pour reconstituer les comptes du secteur informel. Dans le cas où cette enquête n'existe pas, les étapes à retenir sont donc :

- 1. faire une évaluation globale de la PAO de l'année en cours (hypothèses) ;
- repartir cette PAO (année en cours) selon les branches d'activités des comptes nationaux et le statut dans l'emploi de l'année antérieure tout en utilisant les différents indicateurs fournis par la PAO de l'année antérieure.
- 3. repartir la population active occupée selon ces indicateurs et par branche d'activité de la CN.
- 4. mettre en place la grille de la matrice « emploi ».

Arbitrages sur les données relatives aux comptes de branche

Chaque secteur d'activité en fonction des sources disponibles (pas de règle générale); L'approche par la demande (équilibre produit) est privilégiée. L'analyse des ratios permet de vérifier si les grandeurs retenues sont économiquement vraisemblables.

Etape 5 : Traitements des données en vue de l'élaboration des comptes nationaux (travaux de synthèse)

Elaboration préliminaire des comptes de branches ;

Arbitrages itératifs dans le cadre du TRE

4.3 Préoccupations relatives à l'échantillonnage des UPI

Quatre questions reviennent permanemment dans une enquête par sondage aléatoire : i) comment s'assurer de l'exhaustivité de la base de sondage ? ii) quelle taille d'échantillon en tirer ? iii) quel plan de sondage utiliser ? iv) quelle stratification faut-il éventuellement définir ? Ces préoccupations restent valables dans l'examen que nous envisageons ici par rapport aux données sur l'emploi et le secteur informel.

4.3.1 Exhaustivité de la base de sondage des UPI

Le dispositif d'enquête actuellement utilisé dans les Etats membre d'AFRISTAT est perfectible par rapport à la constitution de la base de sondage des UPI. En effet, dans le module sur l'activité secondaire, une série de questions permet de capter l'ensemble des activités que l'enquêté est susceptible de réaliser. Ces questions permettent en principe de saisir l'ensemble des diverses activités que réalisent les personnes enquêtées dans le ménage.

Malheureusement, le dispositif ne s'intéresse qu'à la question suivante « Donnez par ordre d'importance (nombre d'heures), la liste des autres emplois, de quelque type que ce soit (salarié, indépendant, non rémunéré, etc.) que vous avez exercé au cours des 12 derniers mois. »

Si le dispositif permet de récupérer au moins quatre activités secondaires dans lesquelles l'enquêté a exercé au cours des sept derniers jours, il n'interroge en réalité celui-ci que sur la principale de ces activités secondaires, c'est-à-dire celle pour laquelle le volume horaire ou le revenu est le plus important. Ce choix délibéré est en réalité discutable dans la mesure où on est bien conscient de sous estimer l'information à collecter sur le champ des activités susceptibles d'intervenir dans la base de sondage des chefs d'unités de production informelle (CUPI).

L'inconvénient majeur de ce choix est que de fait, on limite à deux, le nombre maximum d'UPI qu'il est possible d'avoir au lieu par exemple d'un maximum de cinq. En effet, avec ce choix, on applique à ce nombre maximum d'activités identifiées (l'activité principale et la première activité secondaire) les critères d'informalité. Il n'est donc pas surprenant que dans le meilleur des cas, on dénombre au maximum deux UPI par ménage, et donc qu'avec ce dispositif on enregistre en moyenne de façon systématique une UPI par ménage (tableau 10).

La mise en œuvre de ce dispositif d'enquêtes dans d'autres pays (Madagascar depuis 1995, Cameroun en 2006, République démocratique du Congo en 2005-2006 et Congo 2009) a donné les mêmes résultats, en moyenne une UPI par ménage.

Tableau 10 : Nombre moyen d'UPI par ménage dans les principales agglomérations des pays de l'UEMOA

Zones d'interventions	Agglomération	Nombre de ménages de l'échantillon de la phase 1	Nombre de ménages réellement enquêtés	Nombre d'UPI identifiées pour la phase 2	Nombre moyen d'UPI par ménage	Nombre total d'activité secondaires déclarées par ménage
Etats membres d'AFRISTAT appartenant à l'espace UEMOA	Cotonou (Bénin)	3 000	3 000	3 149	1,05	3
	Ouagadougou (Burkina Faso)	2 500	2 458	2 552	1,04	3
	Abidjan (Côte d'Ivoire)	2 500	2 494	2 121	0,85	4
	Bamako (Mali)	2 500	2 409	2 600	1,08	4
	Niamey (Niger)	2 500	2 500	1 920	0,77	4
	Dakar (Sénégal)	2 500	2 479	2 356	0,95	4
	Lomé (Togo)	2 500	2 500	2 538	1,02	4
	Ensemble	18 000	17 840	17 236	0,97	3,7

Sources : Statéco n°99, 2005, pp.33-34 et calcul d'AFRISTAT

Ces résultats confirment une limite propre au dispositif utilisé et il convient d'en tenir compte en adoptant, à l'instar du dispositif sud africain, une approche visant à collecter le maximum d'activités secondaires que peut exercer l'enquêté. Dans le cas de l'Afrique du Sud, le dispositif n'autorise que deux activités secondaires. Dans le cas du dispositif d'enquêtes en deux phases utilisées par les Etats membres d'AFRISTAT, les données du tableau 8 montrent qu'il est possible d'envisager un maximum de trois activités secondaires.

Il conviendra par la suite de soumettre chacune de ces activités déclarées être exercées par l'individu enquêté au niveau de l'enquête sur l'emploi, aux mêmes questionnements qu'à l'activité secondaire la plus importante afin d'identifier si elles relèvent du secteur informel ou non. Nécessairement, un tel traitement conduit à une base de sondage des chefs d'unité de production informelle plus importante même si on se retrouve avec plusieurs unités

de production informelles gérées par le même chef. Chacune des diverses activités secondaires du chef ainsi identifiées sera comptabilisée dans la base de sondage.

Exemple: Pour illustrer nos propos, considérons la situation d'un individu qui déclare être gardien de nuit dans son activité principale (Activité A). Pourtant dans la journée (de 9h à 15h), il s'occupe à vider les poubelles (Activité B) et de 18h à 20h il gère un petit kiosque (cafétariat – Activité C) dont les principaux clients sont des travailleurs précaires. Cette dernière activité l'occupe jusqu'avant son activité principale qui commence à partir de 21h. Dans le schéma du dispositif classique actuellement utilisé dans les Etats membres d'AFRISTAT, on enregistre que les activités A et B. L'examen de cette limite conduit à disposer d'une base de sondage comprenant les trois activités A, B et C.

4.3.2 Pertinence de l'identification des CUPI

Ces préoccupations sont essentiellement de deux ordres. La première revient à se poser la question de savoir comment s'assurer que la même UPI n'est pas déclarée par des chefs d'UPI différents. Cette situation est en effet problématique si ces deux CUPI sont tirées dans la même zone de dénombrement. Les détails sur les modalités de création de l'UPI permettent d'affiner cette information et d'y apporter une réponse. Il importe en conséquence d'examiner en particulier ce point au moment de la constitution de la base de sondage des CUPI.

La seconde préoccupation concerne la méthode d'enquête retenue (approche en phases ou approche intégrée). Dans le cas de l'approche en phases, la phase 1 (enquête emploi) permet de constituer la base de sondage des CUPI et de tirer un échantillon d'UPI à enquêter lors de la phase 2. Cette approche s'impose par le fait qu'entre le temps qui s'écoule entre la fin de la phase 1 et le démarrage effectif de la phase 2, on peut constater quelques changements au niveau des UPI identifiées dans la base de sondage. En effet, bien souvent la situation de ces dernières peut changer par rapport à celle déclarée lors de la phase 1 (cessation d'activité, changement d'activité, erreur dans le questionnaire emploi, etc.). Cette information est saisie à travers une série de questions filtres dans le dispositif d'enquête 1.2 classique.

Dans le cas de l'approche intégrée, il n'est pas question d'échantillonnage puisque l'on enquête systématiquement toutes les UPI identifiées lors de la phase 1. On ne constate donc plus en principe, de déperdition des UPI puisqu'il n'y a plus de délai entre les phases 1 et 2. Cela suppose évidemment la mise en place d'un dispositif rigoureux de contrôle des données collectées lors de la phase 1 et d'une logistique appropriée pour la collecte des données lors de la phase 2 avec par exemple deux équipes d'agents enquêteurs pour chacune des phases d'enquêtes.

4.3.3 Incidence de la méthode d'échantillonnage des UPI

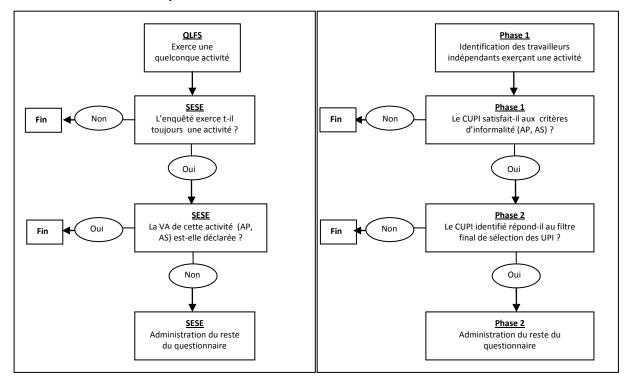
Le choix de l'une ou de l'autre des différentes approches d'échantillonnage examinée précédemment est laissé à l'appréciation des pays en fonction des ressources qu'ils sont capables de mobiliser. Dans tous les cas de figure, ce choix a une incidence sur la détermination des coefficients de pondération de la phase 2.

Dans le cas de l'enquête en phases avec un certain délai entre les phases 1 et 2, le coefficient de pondération de la phase 2 correspond à celui de la phase 1 en tenant compte de deux facteurs de correction : la correction par rapport à la structure par branche d'activité et la correction par rapport au profil des travailleurs indépendants identifiés (patrons, travailleurs pour compte propre). Cette méthode est appliquée dans le cas de l'enquête en phases 1.2 généralement adoptée dans les Etats membres d'AFRISTAT.

Au contraire, dans le cas d'une enquête en phase intégrée, en principe, les facteurs de correction sont marginaux et les deux coefficients de pondération devraient théoriquement être égaux. Cela est évidemment vrai lorsque tous les CUPI identifiés en phase 1 ont répondu en phase 2.

A. Modèle de l'Afrique du Sud

B. Modèle des Etats membres d'AFRISTAT



4.3.4 Stratification de la base de sondage de la phase 1

La réflexion sur ce point est motivée par le souci de disposer de critères objectifs et observables d'identification a priori des UPI, directement dans le champ des unités primaires. A cette fin, une stratification de l'espace des unités primaires en deux grands groupes est suggérée sur la base des critères suivants : i) zones à forte densité d'unités ayant des emplacements fixes en dehors des lieux d'habitation (local fixe sur le marché public, atelier, boutique, restaurant, hôtel, bar, etc..) et ii) zones plus caractérisées par une prédominance des unités de production exerçant dans les lieux d'habitation des ménages ou en qualité d'ambulants.

La première catégorie de zones caractérise essentiellement des espaces commerciaux où on dénombre généralement des unités primaires faiblement denses en population humaine. Tandis la deuxième comprend des zones d'habitation souvent éloignées des zones commerciales.

De façon concrète, partant d'une base de sondage plus récente et exhaustive (exemple un RGPH), il s'agit de réaliser une descente sur le terrain pour identifier les unités primaires dans chacun des endroits ainsi identifiés (à forte intensité ou faible d'activité économique). Ces unités sont alors classées dans une strate. Les unités primaires restantes définissent de facto, une deuxième strate. L'étape suivante consiste à surestimer le nombre d'unités primaires de la première strate dans l'échantillon, car il y a de forte chance de trouver dans ces unités une bonne variété d'activités informelles que la population résidente exerce.

5. Examen critique des questionnaires existants

L'analyse critique des questionnaires existants a pour but de mettre en évidence les insuffisances et limites de chacun d'eux et de tirer profit de leurs avantages respectifs. Dans cette perspective, l'analyse insistera moins sur une comparaison systématique des différents dispositifs qu'à valoriser leurs bonnes pratiques par rapport à un dispositif de référence (Enquêtes en phase 1. 2).

De façon particulière, l'analyse tentera de prendre en compte l'examen de certaines préoccupations communes à l'ensemble des pays. Ces préoccupations sont résumées autour des aspects suivants :

- les critères d'identification du secteur informel ;
- les critères d'identification des emplois informels ;
- la fiabilité de l'information collectée auprès des UPI;
- la mesure de la saisonnalité de l'activité ;
- la mesure de la saisonnalité de l'emploi ;

5.1 Fiabilité de l'information relative aux activités de l'UPI

Le dispositif d'enquête sur le secteur informel (phase 2) utilisée actuellement dans les Etats membres d'AFRISTAT ne distingue pas explicitement les activités relatives au ménage du CUPI de celles qui sont spécifiques à son UPI. Pour chacune des préoccupations examinées (effectifs de la main d'œuvre, dépenses, achats d'actifs, souscriptions et remboursement d'emprunts, etc.), il importe de clarifier ce qui relève du fonctionnement de l'UPI par rapport aux activités du ménage.

Si cette préoccupation est prise en compte par défaut dans le traitement de la production de l'UPI (évaluation de la production autoconsommée), elle le devrait pour le traitement des autres aspects (utilisation de la main-d'œuvre, des actifs et équipements, des dépenses effectuées). Au niveau de la main d'œuvre, il existe une certaine ambiguïté sur son rôle dans le ménage et dans l'UPI. Mais cette ambiguïté peut être levée avec une bonne analyse des informations collectées sur leur lien de parenté avec le CUPI, leur statut dans l'emploi, le type de leur contrat, leur mode de recrutement, leur mode de paiement.

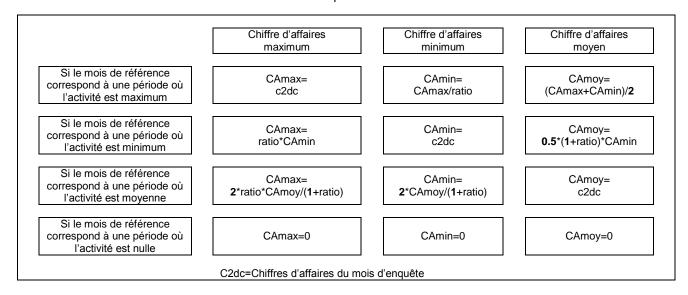
La collecte d'information sur ces différents aspects de la gestion de l'UPI permettra d'affiner l'information sur ses activités par rapport à celles du ménage du chef d'UPI.

5.2 Mesure de la saisonnalité de l'activité

La mesure de la saisonnalité de l'activité des UPI dans le dispositif d'enquêtes en phases recommandées par AFRISTAT pose deux types de problèmes. Le premier concerne le choix qui est fait de collecter l'information de façon rétrospective sur les 12 derniers mois précédents dans l'enquête actuelle (cf. tableau *D6a* du questionnaire relative à la question «*Comment l'activité de votre unité de production a-t-elle varié au cours des 12 derniers mois ?* » et du paramètre correspondant au rapport recette maximum/recette minimum - *ratio*) et le second a trait à la nature de l'information qui est demandée pour caractériser les fluctuations de l'activité, précisément son rythme (*maximum, moyen, minimum, pas d'activité*).

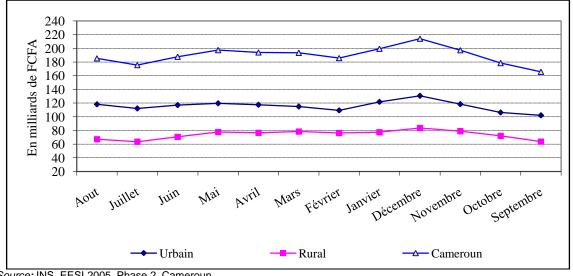
Dans le premier cas, l'approche retenue impose au CUPI un important effet de mémoire pour se représenter dans le temps l'historique des activités de son unité au cours des 12 derniers mois. Vu que ces acteurs ne tiennent pas de registres, l'ampleur des trous de mémoire peut être considérable. Dans le second cas, on collecte l'information sur le rythme de l'activité et non une donnée quantitative objective. L'exploitation a posteriori de ces informations avec les choix techniques qui sont faits (cf. encadré 1 ci-après) permettent de reconstituer la saisonnalité de l'activité des UPI.

Encadré 2 : Processus de reconstitution à posteriori du chiffre d'affaires mensuel de l'UPI9



Le processus permet la reconstitution a posteriori du chiffre d'affaires probable de l'UPI comme cela est précisé dans l'encadré 2. Le problème vient justement de l'examen des distributions obtenues par la méthode. Ces dernières sont très lissées et évoluent quasiment de façon homothétique (cf. graphique 1).

Graphique 1 : Saisonnalité de la production du secteur informel selon le milieu d'implantation (Niveau de production en valeur : août 2005 - septembre 2004)

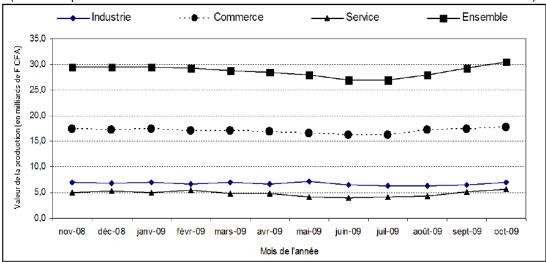


Source: INS, EESI 2005, Phase 2, Cameroun

Ce résultat n'aurait pas été gênant s'il ne reproduisait pas de façon systématique, quelle que soit l'année considérée, le même profil de distribution (cf. graphique 2). De même, l'évolution homothétique des distributions en présence semble dépendre de l'ampleur du ratio recette maximum divisé par recette minimum. C'est une limite du dispositif utilisé dans les Etats membres d'AFRISTAT pour lequel il convient d'approfondir la réflexion.

⁹ La procédure de reconstitution est à revoir sur la base de la nouvelle proposition du questionnaire. Mais cette proposition mérite au préalable d'être testée et validée avant son application.

Graphique 2: Saisonnalité de la production du secteur informel en milieu urbain (Niveau de production en valeur entre novembre 2008 et octobre 2009- Brazzaville et Pointe Noire)



Source: CNSEE, EESIC, 2009, phase 2, Congo

De façon rigoureuse, la meilleure solution aurait été de mettre en place un dispositif mensuel de collecte d'information auprès de ces acteurs. A défaut d'une telle solution qui s'avère financièrement coûteuse, on peut envisager, comme cela a été dit précédemment, un dispositif de collecte de ces informations de façon infraannuelle. Cela répond en partie à la préoccupation relative au biais liés à l'effet de mémoire. Et sur une période moins longue, le CUPI devrait vraisemblablement être en mesure de fournir une information plus fiable sur le niveau du chiffre d'affaires qui aura été réalisé chaque mois. Cette option résout du coup la seconde préoccupation relative à la nature de l'information demandée (rythme) en proposant directement une information quantitative. Concomitamment, ce choix apporte une réponse à la question relative au choix de la période de référence. Il ne sera plus question en effet d'extrapoler la valeur de l'agrégat étudié à partir de l'information d'un mois de référence vu qu'on a directement des déclarations effectives pour chacun des mois d'observations, pour des périodes plus courtes.

Face aux contraintes financières des pays, il est souhaitable d'envisager une solution de second rang. Inspirée de la pratique actuelle dans les Etats membres d'AFRISTAT. Cette alternative, se ferait de façon rétrospective mais en plus de l'information demandée sur le rythme de l'activité mensuelle (chiffres d'affaires) de l'UPI, on collecterait l'information sur la valeur (estimée) du chiffre d'affaire à laquelle correspond ce rythme (cf. Tableau 11). Ce traitement n'est pertinent que lorsque les déclarations des montants de chiffre d'affaires faites par les UPI sont globalement cohérentes entre elles et avec la valeur totale de la production (c'est-à-dire comprenant chiffres d'affaires tiré de la vente des produits transformés, des produits vendus sans transformation et des services fournis).

Tableau 11 : Bilan rétrospectif de la saisonnalité du rythme et du niveau de l'activité de l'unité de production informelle au cours des 12 derniers mois

	production informelle au cours des 12 derniers mois										
		s seuils que vous estimez FA) de votre activité réalis									
DC6a. V	aleur seuil du chiffre	d'affaires maximal mensu	ıel > =								
DC6b. V	aleur seuil du chiffre	e d'affaires minimum <=									
	DC6c. Evolution	du rythme de l'activité									
	Rythme	e de L'activité	Montant du chiffre d'affaires								
Mois	0. Pas d'activité 1. Maximum 2. Moyen	3. Minimum 4. L'UPI n'existait pas	correspondant (En n								
M1		<u> _ </u>									
M2											
М3			_ _ _								
M4											
M5			_ _ _								
М6			_ _ _								
М7		<u> _ </u>	_ _ _								
М8			_ _ _								
М9		<u></u>									
M10											
M11			_ _ _								
M12											

Cette version du tableau DC6 permet de s'assurer de la cohérence globale des déclarations des UPI par rapport au rythme. DC6a étant la valeur seuil du rythme maximum, DC6b, la valeur seuil du rythme minimum et de façon implicite, la valeur du rythme moyen est encadrée par les valeurs de DC6b et DC6a.

Une fois ces informations correctement renseignées, il est facile de reconstituer la valeur du chiffre d'affaires annuel de chaque UPI qui a effectivement exercé au cours d'une période donnée.

De même, pour les UPI ayant déclaré l'un ou l'autre de ces rythme d'activité (maximum, moyen, minimum), on peut envisager le nombre de mois effectifs d'activité réelle de l'UPI au cours de l'année. Cette information peut être comparée avec les premières déclarations fournies par le chef d'UPI dans le module CUP.

Après s'être assuré de la cohérence globale des déclarations des montants mensuels du chiffre d'affaires faites par les unités de production informelle (UPI), on peut envisager de caractériser la saisonnalité de l'activité de ces unités au cours des 12 derniers mois.

Posons alors:

N_{1i} = Nombre des mois d'activité maximale (rythme = 1) déclarés par l'UPI i ;

 N_{2i} = Nombre des mois d'activité moyenne (rythme = 2) déclarés par l'UPI i ;

N_{3i} = Nombre des mois d'activité minimale (rythme = 3) déclarés par l'UPI i ;

m = le nombre de mois effectif d'activité de l'UPI

$$CA_i^1$$
 = Valeur totale du chiffre d'affaires correspondant aux mois où l'activité est maximale = $\sum_{j=1}^m CA_{ij}^1$

$$CA_i^2$$
 = Valeur totale du chiffre d'affaires correspondant aux mois où l'activité est moyenne = $\sum_{i=1}^m CA_{ij}^2$

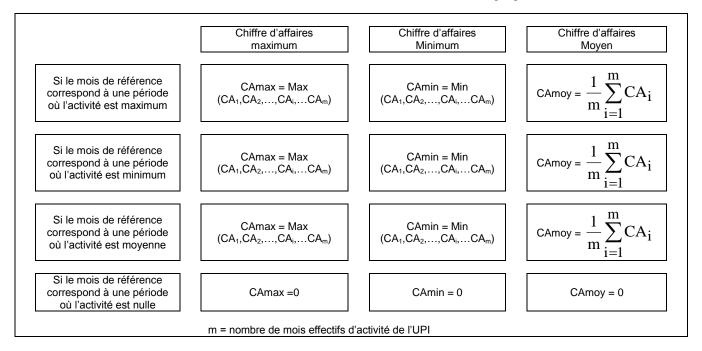
$$\mathrm{CA}_{i}^{3} = \text{Valeur totale du chiffre d'affaires correspondant aux mois où l'activité est minimale} = \sum_{j=1}^{m} \mathrm{CA}_{ij}^{3}$$

Le solde d'opinion caractérisant la saisonnalité de l'activité de l'UPI i est alors estimé comme suit :

$$S_{i} = \frac{N_{1i}CA_{i}^{1} - N_{31i}CA_{i}^{3}}{N_{1i}CA_{i}^{1} + N_{2i}CA_{i}^{2} + N_{3i}CA_{i}^{3}}$$

Au-delà de cette première information, l'exploitation des données de ce tableau 9 devrait permettre d'améliorer la qualité des estimations des agrégats du secteur informel. L'encadré 3 résume les réflexions actuellement en cours dans ce sens. Ce traitement sera effectivement validé sur la base des données réelles relatives à des pays.

Encadré 3 : Améliorations en cours dans le traitement de l'estimation des agrégats du secteur informel



N.B.:

- Si le mois de référence correspond à une période où l'activité est maximum (minimum, moyenne) alors s'assurer que le chiffre d'affaires fournit pour ce mois figure bien parmi les valeurs maximales déclarées dans le tableau 7;
- S'assurer dans tous les cas de figures quel que soit le rythme de l'activité (activité maximum, moyenne, minimum) que le rapport chiffre d'affaires maximum sur chiffre d'affaires minimum est vraisemblable et surtout plus ou moins comparable à la valeur estimée par ailleurs dans une autre section du questionnaire;
- La cohérence globale des données du tableau 7 doit être validée depuis la collecte. Il convient en effet de s'assurer que lorsque le rythme de l'activité est déclaré être maximum, les déclarations correspondantes du chiffre d'affaires doivent figurer parmi les valeurs les plus élevées enregistrées par l'UPI.

5.3 Mesure de la saisonnalité de l'emploi

Vu que nombre d'activités du secteur informel sont de nature saisonnière, l'effectif des travailleurs engagés dans ce secteur est plus vraisemblablement susceptible de varier en fonction de la période de l'année durant laquelle les données sont collectées par l'enquête, mais aussi de toute évidence suivant la branche d'activité. Il se pose alors

la question de savoir comment capter le mieux possible l'information sur l'emploi dans le secteur informel en fonction des différentes déclinaisons possibles.

Compte tenu de l'analyse de la question de périodicité de l'enquête précédemment traitée, des difficultés pour la plupart des pays africains à mobiliser suffisamment des ressources pour la réalisation d'enquêtes nationales infra-annuelles, on peut convenir de la solution qui consiste à collecter de façon rétrospective, sur une période de 12 mois, des informations sur l'évolution de l'effectif de la main d'œuvre. Cette approche est applicable à toutes les UPI, qu'elles existent depuis plus d'un an ou non.

Les questions seront posées différemment selon qu'il s'agisse d'une enquête auprès des ménages ou des établissements.

a) Cas des enquêtes auprès des ménages

Dans les enquêtes sur l'emploi, ces questions doivent être posées à des personnes occupées.

Question : Comment a varié votre situation d'activité au cours des 12 derniers mois dans votre unité de production ?

Rythme	M1	M2	М3	M4	М5	М6	M7	М8	М9	M10	M11	M12
1. A le même emploi												
A Changé d'emploi (n'avait pas le même emploi)												
3. N'avait pas d'emploi												
	<u> </u>	<u> </u>		<u> </u>				<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>

Note : M12 est le mois de référence de l'enquête

Au moment du traitement de ces données, il est important d'établir le tableau de synthèse suivant :

Rythme	M1	M2	М3	M4	M5	М6	M7	M8	М9	M10	M11	M12
1. A le même emploi	N ₁₁	N ₁₂	N ₁₃	N ₁₄	N ₁₅	N ₁₆						N ₁₁₂
2. N'avait pas le même emploi	N ₂₁	N ₂₂	N ₂₃	N ₂₄	N ₂₅	N ₂ 6						N ₂₁₂
3. N'avait pas d'emploi	N ₃₁	N ₃₂	N ₃₃	N ₃₄	N ₃ 5	N ₃₆						N ₃₁₂
Total	N _{.1}	N _{.2}	N _{.3}	N _{.4}	N _{.5}	N _{.6}						N _{.12}
Sj	S ₁	S ₂	S ₃	S ₄	S ₅	S ₆						S ₁₂

La modalité « A le même emploi » traduit le fait que la situation d'emploi de l'enquêté n'a pas varié, autrement dit qu'il a le même emploi. Par analogie avec l'analyse des soldes d'opinion, cette modalité correspondra à une information de valeur nulle. La modalité « A changé d'emploi », équivalente à la modalité « N'a ou n'avait pas le même emploi » suppose que l'enquêté a changé d'emploi. En comparaison au traitement des soldes d'opinion, cette correspondra à une information de valeur négative. La modalité « N'avait pas d'emploi » sous entend qu'au moment de l'enquête, l'enquête est bien dans un emploi. Elle correspond à une information de valeur positive si on fait référence au traitement des soldes d'opinion.

Par analogie au traitement des soldes d'opinion, les deux modalités intéressantes pour saisir la saisonnalité de l'emploi sont Rep j (+) = N'avait pas d'emploi et Rep j (-) = N'avait pas le même emploi.

Si on pose j qui correspond au point de vue (branche d'activité, secteur d'activité, strate) par rapport auquel on convient de faire l'analyse, et si convient que :

$$N_{.j} = N_{1j} + N_{2j} + N_{3j} = \sum_{i=1}^3 N_{ij} \text{ , Rep(+)}_j = \frac{N_{3j}}{N_{.j}} \text{ et Rep(-)}_j = \frac{N_{2j}}{N_{.j}} \text{ , alors on a :}$$

$$S_{j} = \frac{N_{_{3J}} \times Re \, p(+)_{_{J}} - N_{_{2J}} \times Re p(-)}{N_{_{3J}} + N_{_{2J}}} \text{ et en simplifiant cette expression, on obtient}:$$

$$S_{j} = \frac{N_{3J} - N_{2J}}{N_{1J} + N_{2J} + N_{3J}}$$

b) Cas des enquêtes auprès des établissements

Cette question est posée directement au Chef de l'établissement ou de l'unité de production qui donne une estimation de la saisonnalité des emplois.

Question : Quels sont les effectifs de la main d'œuvre dans votre entreprise au cours des 12 derniers mois dans votre unité de production ?

Mois	M1	M2	М3	M4	M5	М6	M7	M8	М9	M10	M11	M12
Effectif du personnel												

Note : M12 est le mois de référence de l'enquête

Les tableaux des effectifs des travailleurs seront aussi déterminés selon les mois et les branches d'activités ou la catégorie de l'établissement informel (compte propre ou utilisation des employés). Les coefficients saisonniers de l'emploi seront aussi calculés.

5.4 Examen des critères d'identification du secteur informel

L'examen des critères d'identification du secteur informel (critère d'informalité de l'activité) montre des choix très variés d'un pays à l'autre. Et il semble bien difficile d'imposer à un pays, une approche autre que celle habituellement adoptée. Toutefois, pour des raisons de comparaison internationale, les pays doivent s'efforcer de mettre en œuvre les recommandations précisées au point 2.2.

Dans les Etats membres d'AFRISTAT, le critère d'identification des acteurs du secteur informel dépend généralement de deux types de variables : une variable liée à l'enregistrement et une autre variable à la tenue d'une comptabilité écrite formelle. Les variables liées à l'enregistrement sont généralement de nature diverses (Numéro d'identification fiscale, registre de commerce, caisse nationale /Institut national de la prévoyance sociale, numéro statistique). Suivant les pays, l'une ou l'autre de ces variables est choisie.

En conformité avec les recommandations de la 17ème CIST et du SCN 2008, il conviendra désormais, de prendre en compte, en plus de ces deux variables, une troisième relative la destination finale de la production (qu'elle soit partiellement ou totalement marchande) de certains ménages.

5.5 Examen des critères d'identification des emplois informels

L'examen de l'informalité de l'emploi invite à une certaine prudence. En effet, la meilleure approche pour mesurer ce phénomène, c'est de se soumettre aux critères d'informalité de l'emploi qui sont généralement admis. Ces critères, très souvent rendus contextuels, sont résumés comme suit :

- Paiement de l'indemnité de protection de sécurité sociale ;
- Congés maladie rémunéré ;

Congés annuels rémunérés ou compensation éventuelle ;

Dans la perspective des comparaisons internationales, il serait bon de tenir compte de l'ensemble des critères qui pourraient s'appliquer dans tous les pays. Ces derniers valideront les critères qui s'appliquent à eux. Ces critères doivent être administrés aussi bien en phase 1 dans l'emploi principal que dans les emplois secondaires, qu'en phase 2 dans les UPI. En réalité, l'application simultanée de ces trois critères sur le terrain montre que presque tous les emplois sont informels dans nos pays en développement d'Afrique. *Finalement, nous recommandons de retenir pour le critère de l'informalité de l'emploi le seul critère relatif au paiement de l'indemnité de protection de sécurité sociale par l'employeur. Ce critère garantit que l'employé est effet enregistré au niveau de l'institution de sécurité sociale de son pays.*

5.6 Caractéristiques des établissements du secteur informel

L'analyse des caractéristiques des établissements du secteur informel est indispensable dans la mesure où elle peut conduire à une meilleure compréhension des déterminants de leur rentabilité. Les questionnaires doivent permettre de mesurer les agrégats suivants :

- Emplois et rémunérations dans le secteur informel ;
- Production des biens et services marchands ;
- Autoconsommation des biens et services ;
- Achat et vente de biens non transformés ;
- Consommations intermédiaires ;
- Autres charges;
- Investissement et équipement ;
- Conditions d'activité dans le secteur informel.

Cette série d'informations permet en effet de bien caractériser la spécificité de l'établissement à étudier par rapport à la condition d'emplois du personnel qui y travaille, aux déterminants de son système de production, etc.

6. Questionnaire harmonisé pour la mesure du secteur informel et des emplois informels

La proposition d'un questionnaire harmonisé pour la mesure de l'emploi et du secteur informel (cf. annexe 2) a pour principal objectif de mettre en place un dispositif minimum commun harmonisé de collecte d'information dans ce domaine au niveau africain. Ce dispositif est qualifié de minimum commun puisqu'il prend en compte un nombre minimum d'informations sur l'emploi et le secteur informel (les indicateurs d'emploi et d'activité, les conditions d'emplois et leur qualité, la mesure du secteur informel et l'évaluation des principaux agrégats du secteur informel, etc.).

Ces informations qui concernent uniquement certains modules, doivent permettre d'établir le bilan de l'emploi, d'estimer les principaux indicateurs relatifs à l'emploi et à la qualité de l'insertion sur le marché du travail, d'identifier de façon exhaustive l'ensemble des UPI (en activité principale, comme en activité secondaire), de définir leurs principales caractéristiques et modes d'organisation et d'estimer leurs performances économiques ainsi que le niveau des principaux agrégats qu'ils permettent de produire. Le questionnaire est également un minimum commun parce que sa structure actuelle permet à tous les pays de s'y retrouver en produisant les principaux indicateurs et agrégats attendus.

Ainsi dans le domaine de l'emploi, les informations à collecter portent sur :

- L'emploi actuel ;
- L'emploi principal;
- L'emploi secondaire ;

· Le chômage.

S'agissant du secteur informel, les informations à collecter concernent les modules suivants :

- Caractéristiques de l'établissement ;
- Profil et caractéristiques de la main d'œuvre ;
- Production :
- Dépenses et charges ;
- Equipements, investissements et financement.

Le projet de dispositif minimum commun de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel intègre tous ces modules. Il est consensuel et flexible (cf. Annexe 1).

7. Tabulation

Les tableaux à produire dépendent normalement des objectifs visés par l'enquête. Cependant pour des raisons de comparaison internationale, cinq groupes de tableaux sont proposés dans le manuel du Groupe de Delhi pour le volet « emploi ». Il s'agit des tableaux sur i) la population totale, ii) les actifs occupés, iii) les employés, iv) les personnes exerçant des emplois informels et v) les personnes travaillant dans le secteur informel.

S'agissant du secteur informel, le manuel du Groupe de Delhi recommande de produire séparément des tableaux pour les unités de production de moins de 5 personnes et celles qui ont une taille plus élevée. Ici aussi, d'après les expériences d'AFRISTAT, il est possible de proposer une liste exhaustive de tableaux classés en six groupes : i) les conditions d'activité, ii) la main d'œuvre et l'emploi, iii) le capital, l'investissement et le financement dans le secteur informel, iv) la production, insertion et concurrence, v) les relations entre le secteur informel et l'Etat et vi) les problèmes et les perspectives.

Les tableaux doivent obligatoirement être complétés par des métadonnées. Les propositions détaillées sur la tabulation des données sur l'emploi et le secteur informel sont respectivement en annexes 2 et 3.

8. Difficultés rencontrées dans la réalisation de ce rapport

Comme annoncé dans les objectifs, la rédaction et la finalisation de ce document devrait suivre une série d'étapes rappelées comme suit :

- **Etape 1 :** Réaliser un bilan comparatif des principaux dispositifs de collecte de données sur l'emploi et le secteur informel en Afrique ;
- Etape 2 : Identifier un groupe de pays pilotes susceptibles de réaliser des enquêtes nationales sur l'emploi et le secteur informel au cours de la période 2012-2014 et, avec leur accord, qu'ils intègrent dans leur questionnaire soit directement, soit via un module complémentaire les préoccupations formulées par le secrétariat technique ;
- **Etape 3**: Participer au traitement, à l'exploitation des données et examiner de façon particulière les résultats obtenus sur la base des orientations proposées et tirer des enseignements ;
- **Etape 4 :** Finaliser les propositions faites dans le rapport ainsi que le projet de dispositif minimum commun de guestionnaire sur l'emploi et le secteur informel en Afrique.

Dans le cadre des travaux relatifs à l'étape 1, à la suite de StatCom-Africa 2, les pays qui ont souhaité être pilotes dans le projet ont transmis spontanément au secrétariat technique du GESIA leurs principaux documents méthodologiques (questionnaires, nomenclatures). Il s'agit de l'**Afrique du Sud** (QLFS et SESE 2009), de la **Tanzanie** (LFS 2006), de la **Tunisie** (Enquête nationale sur les activités économiques des micro-entreprises, 2002), de l'**île Maurice** (Continuous multi purpose household surveys, 2009), du **Cameroun** (EESI 1, 2005) et de

la **Zambie** (LFS 2008). L'analyse comparative des principaux dispositifs de collecte des données utilisés dans ces pays qui couvrent différentes sous régions (australe, subsaharienne, centrale du nord) a permis de proposer le contenu souhaitable d'un dispositif minimum commun d'enquête sur l'emploi et le secteur informel.

Les premiers résultats de l'étape 1 ont permis de mettre à la disposition de plusieurs pays (Bénin, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée Bissau, Mali, Niger, Togo, Sénégal, , Mauritanie) une version plus actuelle du dispositif amélioré de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel. Dans certains de ces pays , AFRISTAT a contribué aux travaux identifiés dans l'étape 3. Les propositions formulées dans cette version du document résument l'ensemble des enseignements tirés de la mise en œuvre de ces différentes étapes mais aussi les principales recommandations tirées de la 19^{ième} CIST.

Finalement, les améliorations introduites dans la mesure de l'emploi et du secteur informel dans les Etats membres d'AFRISTAT l'ont été dans le cadre d'une volonté personelle de la Direction générale d'AFRISTAT pour ses Etats membres, conformément à son mandat. L'Observatoire n'a donc pas bénéficié de dispositions particulières du GESIA dans ce sens, notamment :

- Pas de financement mobilisé pour le GESIA pour contribuer à la réalisation de ces opérations dans les pays. Ces derniers ont donc évolué seuls avec leurs partenaires techniques et financiers habituels ;
- Pour certains pays initialement volontaire comme pays-pilotes, le financement n'a pas été obtenu pour réaliser l'enquête;
- Certains avaient déjà finalisé et réalisé leur enquête avant la proposition faite par le secrétariat technique.

En outre, à la suite des recommandations des différentes réunions annuelles du GESIA, les pays participants n'ont que très peu collaboré en mettant à la disposition du secrétariat les documents méthodologiques détaillés demandés.

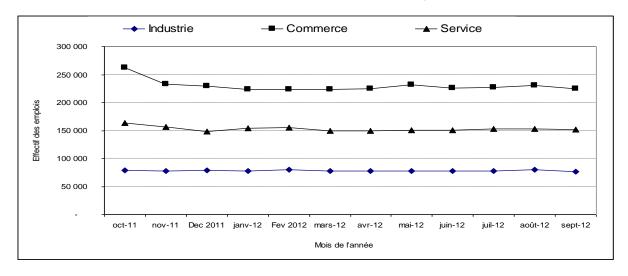
Finalement, le respect des travaux attendus lors des différentes étapes a été problématique. Néanmoins, le l'assistance technique qu'AFRISTAT apporte à ses Etats membres lui a permis d'intégrer dans son questionnaire les propositions d'orientations formulées par le secrétariat technique. L'exploitation de ces données a permis de se faire une meilleure idée de la pertinence des propositions faites. Cela permettra au secrétariat technique d'avancer dans les étapes 3 et 4.

9. Aperçu de quelques résultats obtenus à la suite des améliorations proposées dans le dispositif de collecte des données

Nous présentons dans cette section quelques résultats très utiles pour les travaux d'élaboration des comptes nationaux et qui découlent des améliorations apportées au dispositif de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel. Nous conviendrons de nous focaliser seulement sur la mesure de la saisonnalité de l'emploi, de la saisonnalité des activités et un bref encadré sur la méthodologie de la détermination des coefficients de pondération de la phase 2.

Le graphique 3 met en évidence une relative stabilité de l'effectif total des emplois dans le secteur informel. Toutefois, cette évolution totale globalement stable, varie d'un secteur à l'autre (commerce, industrie, service), quasiment de façon homothétique. Les emplois non agricoles sont dominés par les activités dans le secteur du commerce (qui représentent de façon structurelle entre 50 et 52% de l'effectif total des emplois), puis par les activités de services (32 à 34% de l'effectif des emplois) et enfin par les activités industrielles (15 à 17,5% de l'effectif total des emplois).

Graphique 3 : Illustration de la saisonnalité de l'emploi en milieu urbain au Congo, en 2012 suivant le secteur d'activité

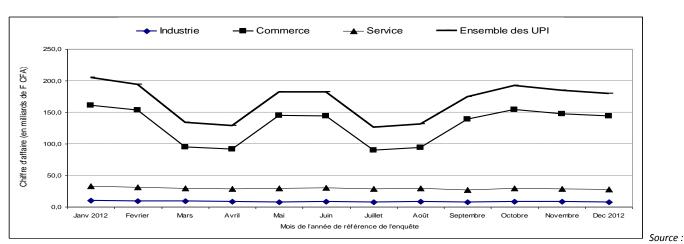


Source: EESIC 2, 2012, INS - Congo

Les graphiques 4 et 5 montrent l'impact des activités commerciales sur la saisonnalité des activités dans le secteur informel. La tendance globale des activités semble traduire une évolution homothétique avec celle des activités du secteur commerce. Cette évolution illustre que l'activité informelle est fortement dépendante de celle du secteur commercial. Le secteur commercial constitue donc un important acteur sur le terrain au Congo.

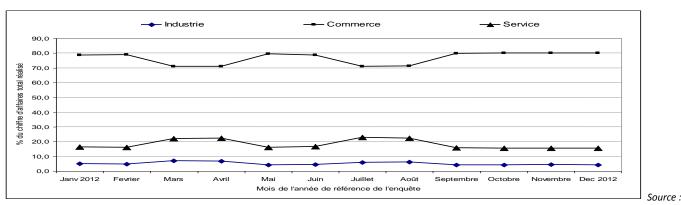
Si l'évolution globale du chiffre d'affaires en valeur absolue masque mal une évolution saisonnière, dans les activités industrielles et de service, cette dernière tendance est bien visible dans le graphique 5. Si le secteur commercial réalise un chiffre d'affaire moyen de l'ordre de 77% du total produit par les unités identifiées, cette tendance varie entre un plancher de 70% et un plafond de 81% au cours de l'année. Dans les secteur des services et de l'industrie, les résultats obtenus sont respectivement 5,1% et 18,2% (respectivement un plancher de 4,2%, un plafond de 7,0% et 15,5% et 23,0%).

Graphique 4 : Illustration de la saisonnalité de l'activité (chiffre d'affaires) en milieu urbain au Congo en 2012 suivant le secteur d'activité



EESIC 2, 2012, INS - Congo

Graphique 5 : Saisonnalité de l'activité des UPI opérant en milieu urbain au Congo suivant le secteur d'activité (activités non agricoles)



EESIC 2, 2012, INS - Congo

Encadré 2 : Détermination des coefficients de pondération avec la macro Calmar2 de l'INSEE

A la suite des travaux de mise en cohérence des données des phases 1 et 2, la base de données des chefs d'unité de production informelle (CUPI) est établie en tenant compte de leur activité non seulement dans leur emploi principal, mais aussi dans leurs activités secondaires (l'enquête identifiait ces informations pour les deux principales activités secondaires pratiquées par les actifs effectivement occupés). Il est alors possible d'établir la répartition de ces CUPI par branche d'activité et suivant leur statut (patron, travailleurs pour compte propre) aussi bien pour la phase 1 que pour la phase 2. Compte tenu de la déperdition possible des UPI constatées entre ces deux phases de l'enquête et de la cohérence attendue au moins au niveau de la structure des échantillons, il est nécessaire de caler la structure de l'échantillon final des UPI de la phase 2 sur celle de la base de sondage des CUPI dont elle émane. Cette procédure est exécutée à partir de la macro Calmar2 développée par l'INSEE. La procédure retenue, le sinus hyperbolique permet de répondérer les poids de sondage de la phase 1 en tenant compte des facteurs de non réponse totale constatée entre les phases 1 et 2. (cf. annexe 4 pour des compléments de détails, et pour davantage de précisions, se référer au document cité en référence).

Tableau 12 : Aperçu de quelques résultats produits par la mesure directe des agrégats du secteur informel

		Statu	t du chef		Effectif de la main	Princ	cipaux agrégat (En millia	s du secteu rds de UML)		Poids du secteur	
Pays	Zones	Patron	Comptes propres	Ensemble	d'œuvre dans le secteur informel	Chiffre d'affaires annuels	Production annuelle	Valeur ajoutée annuelle	Excédent brut d'exploitation annuel	informel dans le PIB (%)	
	Dakar urbain	9 206	314 403	323 609	418 245	3 630,6	1 606,7	1 434,7	1 361,0		
Sénégal	Autres milieux urbains	6 217	260 687	266 904	437 394	1 214,5	979,7	846,8	715,6	31,7%*	
Sénégal	Milieu rural	7 063 380 095		387 158	516 407	1 399,3	1 048,6	817,2	768,4		
Sénégal 1 2016 I	Ensemble	22 486	955 186	977 672	1 372 046	6 244,4	3 634,9	3 098,8	2 845,1		
	Nouakchott	9 057	76 767	85 824	111044	308,01	166,92	128,53	118,83		
Mauritanie	Autres milieux urbains	5 460	50 224	55 684	69482	135,55	75,44	52,04	44,53	14,4%**	
2016	Milieu rural	4 949	77 803	82 752	94601	187,62	65,95	49,87	45,92		
	Ensemble	19 466	204 794	224 260	275 127	631,19	308,31	230,44	209,27		

Source : Traitement des données de l'ENUPIS 2016, Enquête sur les données du secteur informel 2016 en Mauritanie

(**): % calculé par rapport au PIB nominal de l'année 2016, soit 1600 milliards de Ouguiyas

^{(*): %} calculé par rapport au PIB 2016 ne tenant pas compte des données sur le secteur agricole (9789 milliards de F CFA d'après les résultats provisoires du PRCN 2016 publiés par l'ANSD du Sénégal

¹⁰ Pour plus de détail, cf. le document La macro CALMAR2, Redressement d'un échantillon par calage sur marges, Olivier Sautory, Josiane Le Guennec, INSEE, 26 avril 2006

Conclusion et perspectives

Cette version 2017 du document relatif à la méthodologie harmonisée d'enquête sur l'emploi et le secteur informel aborde de façon succincte mais explicite les principales méthodes d'approche de mesure de l'emploi et du secteur informel dans les Etats africains d'Afrique subsaharienne. Le document examine rapidement les principales préoccupations le plus souvent rencontrées par rapport à la mesure de l'emploi et du secteur informel.

Un résultat essentiel c'est finalement la difficulté à proposer un dispositif standardisé de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel au niveau africain. L'option retenue c'est de partir du dispositif utilisé au niveau national et d'y adjoindre un module complémentaire allégé pour la collecte des informations complémentaires qui n'y figurent pas. Cette exigence méthodologique permettra de répondre aux objectifs visés au niveau national par les pays en offrant des perspectives pour les exigences des comparaisons internationales en cas de besoin. Toutefois, pour les Etats membres d'AFRISTAT, cette contrainte ne s'impose pas. Le souci d'harmonisation dans l'espace des Etats membres de l'Observatoire rend nécessaire l'utilisation d'outils de collecte harmonisés. Mais cela s'appliquerait difficilement de façon systématique dans d'autres sous régions africaines (Afrique australe, Afrique du Nord, etc.) sans une réelle volonté politique ou une étroite collaboration technique.

Les rencontres annuelles du GESIA, prévues dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques de l'emploi et du secteur informel en Afrique sur la période 2012-2014, ont fournis un cadre adéquat pour l'examen en plénière des pratiques des pays ainsi que pour des discussions riches et fructueuses.

De façon pratique, le document situe le cadre conceptuel opérationnel pour la mesure de l'emploi et du secteur informel. Spécifiquement, il insiste sur les concepts de secteur informel, d'emploi informel, de travail décent, rappelle brièvement une synthèse comparative des recommandations de la 17^{ème} CIST et du SCN 2008 et présente les indicateurs du travail décent ainsi que les principales recommandations de la 19^{ième} CIST.

En rappelant que la qualité d'une information statistique fiable est avant tout subordonnée par la volonté politique de financer et de réaliser une enquête nationale, le document aborde une série de préoccupations plus techniques, notamment la diversité des dispositifs de collecte des données et leurs spécificités propres, les méthodes associées d'estimations des principaux agrégats économiques (méthodes directes vs méthodes indirectes), les préoccupations et la démarché relatives à l'intégration des données du secteur informel dans l'élaboration des comptes nationaux, l'identification des chefs d'unités de production informelle, la saisonnalité des emplois et de l'activité dans le secteur informel, la détermination des coefficients de pondération de la phase 2 ainsi que les principales caractéristiques (informations minimum communes) des unités de production informelles à renseigner (main d'œuvre et rémunérations, production des biens et services marchands, autoconsommations, achat et vente de biens non transformés), conditions d'activité, équipement et emprunts, charges et conditions d'activité et relations avec les autres économiques (Etats, fournisseurs, etc.).

Tout en revenant brièvement sur les principales difficultés rencontrées (faible adhésion des pays-pilotes au plan d'action, participation peu active aux activités du groupe de travail, difficultés rencontrées dans la mobilisation des financements et des ressources, problème dans le coordination générale des enquêtes dans les différents pays pilotes, etc.), le rapport présente un aperçu de quelques résultats obtenus par AFRISTAT mais aussi les recommandations internationales du BIT (19^{ième} CIST) sur la base des améliorations proposées. Les résultats quoique perfectibles, ne sont qu'une amélioration des résultats précédents.

Au total, le présent document fait des propositions sur l'essentiel des problèmes rencontrés par les pays africains dans la mesure de l'emploi et du secteur informel. Sur la base de leurs pratiques habituelles, il propose le contenu possible d'un dispositif minimum commun harmonisé de collecte des données sur l'emploi et le secteur informel. Il

convient donc de valider de façon consensuelle ce document « Méthodologie harmonisée de mesure de l'emploi et du secteur informel en Afrique sur la période 2012-2014 »avec les observations et remarques éventuelles de tous les pays pilotes. Si les contributions des experts d'AFRISTAT (statisticiens d'enquête, comptables nationaux, experts prix) ont permis une premières validation en interne du document, les compléments et contributions des représentants du groupe africain de comptabilité nationale vont a n'en point douter permettre de l'améliorer davantage avec la prise en compte de leurs préoccupations spécifiques dans l'estimations des indicateurs et agrégat du secteur informel. Par la suite, une fois validée, ce dispositif (qui est déjà utilisé par certains Etats) devrait être systématiquement utilisé par tous les pays pilotes pour la collecte des données sur l'emploi et le secteur informel. Ces derniers bénéficieront alors de l'appui technique des experts non seulement du GESIA, d'AFRISTAT mais aussi d'autres partenaires techniques associés pour le traitement et l'analyse des données ainsi collectées ainsi que pour l'élaboration d'un rapport (régional) sur l'emploi et le secteur informel en Afrique. Il est donc à espérer que la présente version du document apporte plus de transparence et d'éclaircissement par rapport aux choix méthodologiques (concepts, techniques, etc.) de la mesure et de l'analyse de l'emploi et du secteur informel.

10. Bibliographie

Ouvrages et manuels

- [1]. 1Rapport II, Statistique du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main d'oeuvre, 19ième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 octobre 2013, BIT
- [2]. Delhi group on informal employment and informal sector (January 2010), Manual on surveys, 389 pages
- [3]. Collectif (2009), Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), United nations, New York, 722 pages
- [4]. Collectif (1993), Système de Comptabilité Nationale (SCN 1993), United nations, New York
- [5]. AFRISTAT, CAS/CEA (2010), Plan d'action pour l'amélioration et le suivi des statistiques du secteur informel en Afrique sur la période 2010-2012, Addis Abeba (Ethiopie), 13 pages
- [6]. Manuel sur la mesure de l'économie non observée (2003), OCDE/FMI/ILO/CIS STAT,
- [7]. Guide sur les nouveaux indicateurs d'emploi des Objectifs du Millénaire pour le Développement, y compris l'ensemble complet des indicateurs du travail décent, Secteur emploi, Bureau international du travail, Juin 2009

Revues

- [8]. Eric RAMILISON (juillet 2009), série méthode n°8, De la comparaison des méthodologies d'enquête sur le secteur informel à une proposition de méthodologie commune en Afrique, AFRISTAT, Bamako, 38 pages
- [9]. Michel Séruzier (2009), STATECO n°104, Mesurer l'économie informelle dans le cadre de la comptabilité nationale. Le point de vue du comptable national, 20 pages
- [10]. Michel Séruzier (1996), Construire les comptes de la Nation selon le SCN 1993, Economica/ESA
- [11]. Collectif (2009), STATECO n°104, Opérationnalisation des concepts d'informalité et élaboration des comptes des unités de production informelles : l'expérience de l'enquête nationale sur l'emploi et le secteur informel au Cameroun 2005, 18 pages
- [12]. Alain BRILLEAU et François ROUBAUD (2005), STATECO n°99, Propositions pour la mise en place d'un dispositif de suivi de l'emploi et du secteur informel dans les Etats membres de l'UEMOA, 16 pages

Rapports d'enquêtes et questionnaires

- [13]. National Bureau of Statistics (November 2007), **Analytical Report for Integrated Labour Force Survey 2006**, Tanzania, 148 pages
- [14]. National Bureau of Statistics (2005), Integrated Labour Force Survey 2005/2006, Tanzania, 32 pages
- [15]. Institut National de la Statistique (2002), Analyse des résultats de l'enquête nationale sur les activités économiques des micro-entreprises de 2002, Tunisie, 136 pages
- [16]. Central Statistics Office (June 2010), Labour force, Employment and Unemployment based on the results of the Continuous Multi Purpose Household Survey Year 2009, Mauritius, 33 pages
- [17]. Central Statistics Office (2009), Continuous Multi Purpose Household Survey Year 2009. Interviewing of households, Mauritius, 19 pages
- [18]. Central Statistics Office (June 2009), 2007 census of economic activities, Mauritius, 196 pages
- [19]. Statistics South Africa (2008), Guide to the Quarterly Labour Force Survey, South Africa, 44 pages
- [20]. Statistics South Africa (2009), Manual on surveys, Survey of Employers and Self-Employed 2009, 19 pages
- [21]. Institut National de la Statistique (2005), l'enquête 1-2-3 sur l'emploi et le secteur informel a Yaoundé : objectifs et méthodologie de l'enquête, Cameroun, 22 pages
- [22]. Institut National de la Statistique (2005), enquête sur l'emploi et le secteur informel-2005 phase 1 : enquête emploi questionnaire individuel, Cameroun, 10 pages
- [23]. Institut National de la Statistique (2005), enquête sur l'emploi et le secteur informel-2005 phase 2 : enquête sur le secteur informel questionnaire, Cameroun, 10 pages
- [24]. Central statistical office (2008), Labour force survey 2008, Zambia, 23 pages
- [25]. Souleymane Diakité, Moussa Kouamé Richard (Rapport de stage Novembre 2010), Analyse comparée des dispositifs de collecte des données sur le secteur informel en Afrique et estimation des agrégats : principaux enseignements, ENSEA/AFRISTAT

REPUBLIQUE DU PAYS

MINISTERE DE TUTELLE EN CHARGE DE LA STATISTIQUE

QUESTIONNAIRE MENAGE



Logo INS Pays

Logo UEMOA

	CODE IDENTIFICAT	ION											
STRATE	GRAPPE (N°Séquentiel)	N° Ménage	Nombre de membres du ménage (sans les visiteurs) : _ Nombre de visiteurs : _ Individus de 10 ans ou plus (sans les visiteurs) : _ Nombre de questionnaires individuels remplis : _										
-	Nom et prénom du chef de ménage :												
Téléphone :	Adresse :												
Qui a répondu	au questionnaire ménaç	ge ?	_ _										

Personnel du terrain

	Noms et prénoms	Dates
Enquêteur		Date de l'interview Jour
Contrôleur		Date de contrôle Jour Mois Année _

LOGEMENT ET POSSESSIONS DU MENAGE

CARAC	TERISTIQUES DU LOGEMENT DES MENA	AGES			
L1.	Type de logement 1- Appartement 2- Maison individuelle ou villa 3- Maison dans une concession 4- Maison en bandes 5-Pièces sans dépendance 6- Autre (à préciser)		L9.	Mode d'évacuation des eaux usées 1- Egout 2- Puisard 3- Trou dans parcelle 4- Epandage dans la rue 5- Autre (à préciser)	
L2a.	Nombre total de pièces dans le logement		L10.	Type d'aisance 1- WC individuel avec chasse eau 2- WC commun avec chasse eau 3- Seas étangle	
L2a.	Nombre de chambres à coucher dans le logement			3- Fosse étanche 4- Latrine publique 5- Dans la nature 6- Autre (à préciser)	
L3.	Nature des murs 1- Murs en dur (ciment, pierre etc.) 2- Brique (cuite) 3- Banco 4- Autre (à préciser)	<u> </u>	L11.	Combustible utilisé pour la cuisine 1- Electricité 2- Gaz 3- Pétrole	
L4.	Nature de la toiture 1- Dalle 2- Tuile 3- Tôle 4- Banco 5- Chaume/Paille 6- Autres			4- Petrole 4- Charbon 5- Bois 6- Autre (à préciser)	1 1
L5.	Nature du sol 1-Carreaux 2- Chape de ciment 3- Bois 4- Terre battue 5- Autre	<u> </u>	L12.	Statut d'occupation 1- Propriétaire avec titre 2- Propriétaire sans titre 3- Locataire	
L6.	Mode d'éclairage 1- Electricité 2- Groupe électrogène 3-Energie solaire 4- Gaz 5- Pétrole 6- Autre (à préciser)		L13.	4- Logé par l'employeur 5- Logé gratuitement 6- Autre (à préciser)	
L7.	Approvisionnement en eau de boisson 1- Eau courante à la maison 2- Eau courante dans une autre cour 3- Robinet (fontaine) public (publique) 4-Forage équipé de pompe manuelle 5- Puits protégé 6. Puits non protégé 7- Source aménagée 8. cours d'eau 9- Autres (à préciser)		L14.	(en FCFA)Si locataire (3), depuis combien de mois occupez-vous ce logement? (convertir le nombre d'années en mois)	
L8.	Mode d'évacuation des ordures 1- Dépotoir public 2- Enlèvement (service public) 3- Enlèvement (service privé) 4- Incinération 5- Enfouissement 6- Dépotoir sauvage 9- Autre (à préciser)				

	Combien de ces biens en b				Inscrire 0 si le
	Fauringange	ména	ge ne pos	ssède pas le bien	
	Equipements Informatique/communica	tion		Equipement agricole / pèche/ autres	activités
P01	Abonnement au téléphone fixe		P21	Machines ou équipements industriels	<u> </u>
P02	Abonnement à internet fixe		P22	Equipements de pêche (pirogue, bateau, etc.)	<u> </u>
P03	Abonnement à internet mobile		P23	Equipements agricoles (houe, coupe-coupe, tracteur, charrue, etc.)	
P04	Téléphone Portable		P24	Pousse-pousse / brouette, charrette	
P05	Ordinateur PC / ordinateur portable		P25	Motopompe	<u> </u>
P06	Poste radio			Biens durables	
P07	Téléviseur		P26	Terrain d'habitation	
P08	Chaîne musicale		P27	Maison	
P09	Antenne parabolique/ Numérique		P28	Terrain agricole	
	Electroménager		P29	Immeuble/logement résidentiel (autre que celui occupé par le ménage)	<u> </u>
P10	Réfrigérateur/Congélateur		P30	Locaux commerciaux	<u> </u>
P11	Cuisinière/ réchaud à gaz		P31	Locaux industriels	<u> </u>
P12a	Climatiseur, humidificateur			Animaux	
P12b	Ventilateur		P32	Camelins (chameau, chamelle)	
P13	Machine à laver		P33	Bovins (vache, bœuf)	
P14	Four micro-onde		P34	Ovins/caprins (mouton, brebis, bouc, chèvre,)	
P15	Moulinette/Mixeur		P35	Porcins (porc, truie)	
P16	Suppresseur	<u> _ </u>	P36	Equins/asins (cheval, âne)	
	Transport		P37	Autres (lapin, cobaye,)	
P17	Véhicule privé		P38	Volailles (poulet, pintade, pigeon, oiseau,)	
P18	Moto/Mobylette				
P19	Bicyclette/vélo				
P20	Bus, taxi, camions, vedette, etc.)	<u> _ </u>			

COMPOSITION DU MENAGE ET CARACETRISTIQUES DES MEMBRES (M)

		M2. Lien avec le chef de					Inscr	ésence ire le c aque t	ode	1 si c	oui e	t 2 si						
N° d'ordre (M1)	Nom des person nes du ménag e	ménage (CM) 1. Chef de ménage 2. Conjoint du chef 3. Enfant du chef et/ou du conjoint 4. Père ou mère du CM 5. Père ou mère du conjoint 6. Autres parentés du CM 7. Autres parentés du conjoint(e) 8. Domesti que 9. Sans lien de parenté	M3. Sexe 1. Mascu lin 2. Fémin in	M4. Quel âge aviez- vous lors de votre dernier anniversai re ?	M5. Lieu de naissance (code région+étra nger à la dernière colonne de la page suivante)	M6. Nationalit é (cf. nomencla ture des pays)	Sans handicap (si oui, passez à M8a)	Aveugle/malvoyant	Sourd/malentendant	Muet	Infirme membres inférieurs	Infirme membres supérieurs	Malade mental	Lépreux	Autre handicap à préciser	M8a Au cours des 12 dernier s mois, durant combi en de mois avez- vous vécu dans le ménag e ? 1. Moins de 6 mois 2. 6 mois ou plus → M9	M8b Si moins de 6 mois, penda nt combi en de mois compt ez-vous rester dans le ménag e ? 1. Moins de 6 mois 2. Plus de 6 mois	M9. Avez- vous passé la nuit dernièr e dans le ménag e ? 1. Oui 2. Non
0			<u> _ </u>	_	_				_ -	L	L	L			L	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>
0 2				_	_		<u> </u>	<u> </u>		<u>-</u> -	<u> </u>				<u>-</u> - -	<u> </u>	II	<u> </u>
0					<u> </u>			<u> _ </u>	<u>!</u>		<u></u> !	 - 	<u> </u>	<u></u>	L	<u> </u>	II	
0 4					<u> </u>			<u> _ </u>	<u>-</u> - -	<u></u>	<u>-</u> - -		<u> </u>	<u></u>	L	<u> </u>	II	
0 5			<u> </u>				<u> </u>		L		L		<u> </u>		L		II	
0			<u> </u>		_			<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	īī		L	<u>- </u> - -	<u> </u>	II	
0 7		<u> </u>	<u> _ </u>	_	_		<u> </u>		- - -		<u>-</u> - -			L	L	<u> </u>	II	<u> </u>
0		<u> </u>	<u> </u>		_ _		<u> _ </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	1	L				- -	<u> </u>	II	<u> </u>
0		<u> </u>	<u> </u>		_ _		<u> _ </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	1						<u> </u>	II	<u> </u>
1 0		<u> </u>	<u> </u>		_ _		<u> </u>		<u>-</u> -		L	L		<u> </u>	1 	<u> </u>	II	<u> </u>
1			<u> _ </u>	_ _	_ _		<u> </u>	<u> _ </u>				L	<u> _ </u>		 -	<u> </u>	II	<u> </u>
1 2		<u> _ </u>	_	_ _	_ _			<u> _ </u>				L			L	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>
1		<u> _ </u>	_	_ _	_ _							L			L	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>
1		<u> _ </u>	_	_ _	_ _		<u> _ </u>	<u> _ </u>				L			L	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>
1 5				_ _	_ _					∟⊣	٦	L		٦	L]	<u> </u>	<u> </u>

N° d'ordre	Nom des personne s du ménage	M10. Depuis combien d'années vivez- vous dans cette région de manière continue ? (si moins d'un an, inscrire 00 Si depuis la naissance , inscrire 98 puis passer à M13)	M11. Dans quelle région habitiez-vous avant de venir ou de revenir dans cette région ? (code région+étranger)	M12. Pourquo i êtes- vous venu ou revenu dans cette région ? (code M12 à la dernière colonne)	M13. Avez- vous déjà été à l'écol e ? (3 ans et plus) 1. Oui 2. Non >>M22	M14. Quel type d'école avez-vous fréquenté pour la dernière fois ? 1. Publique 2. Confessionnell e 3. Privée laïque 4. Autre	M15. Allez- vous actuellemen t à l'école ? 1. Oui 2. Non >>M17	M16a. Quel est votre niveau d'études actuel ? 0. Préscolaire 1. Primaire 2. Secondair e général cycle I 3. Secondair e général cycle II 5. Secondair e technique cycle I 5. Secondair e technique cycle II 6. Supérieur	M16b. En quelle classe êtes-vous actuellemen t? (inscrire le nombre d'années) Passer à M18	M17. Pourquo i avez- vous arrêté vos études ? (voir Code à la colonne suivante)	Code M5, M11 (liste pays) Code M12 1. Suivre ou rejoindre la famille 2. Poursuivre des études 3. Y chercher un emploi 4. Affectation 5. Santé 6. Raisons
01		III	_			<u> </u>	<u> </u>	Ш	_ _	Ш	sécuritaires 7. Raisons
02		III	_		<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	Ш	<u> _ _ </u>	Ш	d'urgence (sécheresse , inondation,
03		III	_	<u> </u>		<u> </u>	<u> </u>		_ _	Ш) 9. Autre
04		_ _	_			II	<u> </u> _	Ш	_	<u> </u>	
05		III	_			<u> </u>	<u> </u>	Ш	_	Ш	Code M17 01. Pour
06			_			<u> </u>	<u> </u>	Ш		Ш	aider la famille 02. Pour
07		III	_	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	Ш	_	Ш	travailler 03. Trop âgé
08		III	_	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>	Ш		Ш	04. Trop jeune 05. Fille
09		III	_	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>	Ш		Ш	06. Ecole est inutile
10		III	_		<u> </u>		<u> </u>	Ш	_	Ш	07. Pas extrait de naissance
11			_		II	<u> </u>	<u> </u>	Ш		Ш	08. Pas de cantine scolaire
12		_ _				<u> </u>	<u> </u>	L		Ш	09. Ecole trop chère
13			_	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>		Ш	10. Ecole trop éloignée
14		_ _				II	<u> </u>				11. Handicap, maladie
15		<u> </u>	<u> </u> _	 	LI	Ы	Ы	Ы	<u> </u>	Ы	12. Mariage, grossesse 13. Pas inscrit par manque de place 14. Etudes achevées 15. Pour suivre une formation 16. Insuffisance de résultats scolaires 16. Autres

N° d'ordre	Nom des personnes du ménage	M18. Aviez- vous fréquenté l'école au cours de l'année scolaire 2015- 2016 ? 1. Oui	M19a. Quel était votre niveau d'études ? 0. Préscolaire 1. Primaire 2. Secondaire général cycle I 3. Secondaire général cycle II 4. Secondaire technique cycle I 5. Secondaire	M19b. En quelle classe étiez- vous? inscrire le nombre d'années) Passer à M21	M20a. Quel niveau d'enseignement avez-vous atteint ? 0. Préscolaire 1. Primaire 2. Secondaire général cycle I 3. Secondaire	M20b. Quelle est votre dernière classe suivie avec succès ? inscrire le nombre d'années)	M21. Diplôme le plus élevé obtenu ?	M22. Pourquoi n'avez- vous pas été à l'école ? (voir Code	et é com des suiv	crire	une e dan ues s	ous phras is l'ui	se	M24. Quelle langue parlez- vous principalement à la maison? 1. National 2. Français 3. Portugais 4. Anglais 5. Autres langues	Situation matrimoniale (personne âgée de 12 ans ou plus) 1. Célibataire 2. Marié(e)	Code M21 01. Aucun 02. CEP/CFEPD 03. BEPC 04. CAP 05. BEP 06. BAC 07. DEUG, DUT, BTS 08. Licence 09. Maitrise 10. Master, DESS, DEA, diplôme d'ingénieur
		2. Non >>M20a	6. Supérieur		général cycle II 4. Secondaire technique cycle I 5. Secondaire technique cycle II 6. Supérieur		Passer à M23	M22 dernière colonne)	National	Français	Portugais	Anglais	Autre langue		monogame 3. Marié(e) polygame 4. Divorcé(e) 5. Veuf (veuve)	11. Doctorat et plus Code M22 11. Pour aider la famille
01		LI	Ш		Ш		_ _	_ _	Ш	Ш	Ш	Ш	<u> </u>	Ш	Ш	02. Pour travailler 03. Trop jeune
02		I_I	<u> _ </u>		LI				<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	04. Fille 05. Ecole est inutile 06. Pas extrait de
03		LI	Ш		Ш		<u> _ _ </u>	_ _	Ш		<u> </u>	П	<u> </u>	Ш	Ш	naissance 07. Ecole trop chère 08. Ecole trop éloignée
04		I_I	L		LI			_ _	Ш	Ш	<u> </u>	Ш	<u> </u>	I_I	L	09. Handicap, maladie 10. Pas inscrit par manque de place
05		LI	L		Ш		<u> _ _ </u>	_ _	<u> </u>	Ш	<u> </u>	Ш	<u> </u>	LI	L	11. Autres
06		II	L		LI		<u> _ _ </u>	_	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	II	II	
07		<u> </u>	L		LI		<u> </u>	_ _	<u> </u>		<u> _ </u>	Ш	<u> </u>	I_I	L	
80		<u> </u>	L		LI				<u> </u>	Ш	Ш	Ш	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	
09		II	L		L		<u> _ _ </u>		<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>		<u> </u>	<u> </u>	II	
10		I_I	L		Ш			<u> _ _ </u>	<u> </u>		<u> </u>	Ш	<u> </u>	I_I	I_I	
11		<u> _ </u>	<u> </u>		LI			_ _	<u> </u>		<u> </u>	Ш	<u> </u>	II	II	
12		LI	L		Ш		<u> _ _ </u>	_ _	<u> </u>	Ш	<u> </u>	Ш	<u> </u>	LI	L	
13		<u> _ </u>	I_I		LI				<u> </u>		Ш	Ш	<u> </u>	I_I	I_I	
14		LI	LI		Ш				<u> </u>		Ш	Ш	<u> </u>	LI	Ш	
15		I_I	LI		LI		<u> _</u> _		<u> </u>	∟	<u> </u>	Ш	<u> </u>	L	∟	

FORMATION (FP)

Questions réservées aux personnes âgées de 6 ans ou plus

N° d'ordre	Nom des personnes du ménage	FP1. Avez-vous suivi une formation ? 1. Oui, 2. Non >> Personne suivante	FP2. Qui vous a principalement formé ?	FP3. Quel type de formation avez-vous suivi ? (Voir code formation)	FP4. Combien d'années a duré ou durera votre formation ? (9 pour plus de 9 ans)	FP5. Quelle est la méthode d'apprentissage que vous avez suivie pendant votre formation ? 1. simple (pratique sans théorie) 2. dual (théorique et pratique)	FP6. Votre formation est-elle en cours ou déjà achevée? 1. formation en cours >> Personne suivante 2. formation achevée 3. Formation inachevée	FP7. Exercez-vous actuellement le métier que vous avez appris ? 1. Oui actuellement 2. Oui, je l'exerce mais je suis actuellement en chômage 3. Oui, je l'avais exercé mais je suis à la retraite 4. Oui, je l'avais exercé mais j'ai changé de métier 5. Non pas encore ou pas du tout (Si la réponse est 1, 2,3 passez à la personne suivante, si c'est 5 passez à FP9)	FP8. Pourquoi avez-vous changé de métier ? 1. Faible débouché pour le métier de base 2. Métier de base déclassé à cause du progrès technique 3. Métier de base à faible rémunération ou aux conditions de travail pénibles 4. Autre raison >> Personne suivante	FP9. Pourquoi n'avezvous pas encore ou pas du tout exercé le métier de base ? 1. Absence de financement pour s'installer à son propre compte 2. N'a pas encore obtenu un emploi 3. N'est plus intéressé par ce métier 4. Formation inachevée
01		<u> </u>	Ш	_ _	LI	II	L_I		Ц	L
02		<u> </u>		_ _ _	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>	L	I_I
03		<u> </u>		_ _ _	L	<u> </u>	L	LI	L	Ш
04		II			<u> </u>	II	L_I	L	Ы	L
05		<u> </u>		_ _ _	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>	L	I_I
06		<u> _ </u>		_ _ _	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>	L	I_I
07		L			L	I_I	L	L	니	Ы
08		I_I		_ _ _	I_I	I_I	L_l	L	L	LI
09		<u> _ </u>		_ _ _	<u> </u>	<u> _ </u>	<u> </u>	<u> </u>	L	I_I
10		<u> </u>			<u> </u>	II	L_I	L	Ы	L

Code FP2

- Dans une école classique (programmes généraux de base primaire, secondaire, supérieur)
- 02. Dans un centre national de formation
- 03. Dans une entreprise ou un établissement privé
- 04. Dans un programme d'alphabétisation pour jeune ou adulte
- 05. Dans le cadre d'un programme d'éducation des enfants non scolarisés
- 06. Dans le cadre d'un programme d'acquisition d'aptitudes utiles à la vie ordinaire ou professionnelle
- 07. Dans le cadre d'une formation sur le terrain
- 08. Autre forme d'enseignement non formel
- 09. Par mes parents (Père, mère)
- 10. Par un autre membre de la famille ou une tierce personne
- 11. Par une personne sur le lieu de travail
- 12. Par une personne de ma communauté
- 13. Autre apprentissage informel

- 14. A la suite de la participation à une réunion
- 15. A travers les informations puisées dans les médias (journaux, télévision, radio, etc.)
- 16. Autre apprentissage fortuit ou aléatoire

MIGRATION INTERNATIONALE DE LA MAIN D'OEUVRE (MI)

Questions concernant des personnes âgées de 15 ans ou plus, ayant quitté le pays au cours des 5 dernières années pour s'installer à l'extérieur

MI1. Y a-t-il eu dans votre ménage au cours des 5 dernières années, le départ de certains membres vers l'extérieur du pays avec l'intention de ne plus revenir avant 6 mois ?

1. Oui |_| 2. Non |_| (si oui remplir le tableau suivant, sinon fin du questionnaire)

N° d'ordre (MI2)	Nom des personnes ayant quitté le ménage	MI3. Sexe de [Nom] 1. Masculin 2. Féminin	MI4. Quel âge [Nom] avait-t-il à son départ ?	MI5. Depuis combien d'années [Nom] a quitté ce ménage pour l'extérieur ?	MI6a. Quel niveau d'enseignement [Nom] avait-il atteint à son départ ? 0. Aucun 1. Primaire 2. Secondaire général cycle l 3. Secondaire général cycle II 4. Secondaire technique cycle I 5. Secondaire technique cycle II 6. Supérieur 9. Ne sait pas>>MI7	MI6b. Quelle était sa dernière classe suivie avec succès ? (convertir en nombre d'années)	MI7. Est-ce [Nom] a-t-il poursuivi des études après son départ ? 1. Oui 2. Non >> MI9 3. Ne sait pas>> MI9	MI8a. Quel niveau d'enseignement [Nom] a-t-il atteint actuellement? 0. Aucun 1. Primaire 2. Secondaire général cycle l 3. Secondaire général cycle II 4. Secondaire technique cycle I 5. Secondaire technique cycle II 6. Supérieur 9. Ne sait pas >> MI9	MI8b. Quelle est sa dernière classe suivie avec succès ? (convertir en nombre d'années)	MI9. Quelle est sa situation matrimoniale actuelle ? 1. Célibataire 2. Marié(e) monogame 3. Marié(e) polygame 4. Divorcé(e) 5. Veuf (veuve) 9. Ne sait pas	MI10. Dans Quel pays vit actuellement [NOM] ?	MI11. Pour quelle principale raison [Nom] est parti à l'extérieur ? 1. Etudes 2. Regroupement familial 3. Affectation de travail 4. Recherche d'emploi 5. Problème de santé 6. Autre raison 9. Ne sait pas
01						_	Ш	⊢	_			
02						_ _	Ш	<u> </u>		<u> </u>		
03						_ _	Ш		_			
04						_ _		<u></u>		<u></u>		
05						_ _		<u> </u>		L		
06						_ _		<u></u>		<u> </u>		
07						_ _		<u> </u>				
08						_ _				<u> </u>		

Code MI10									
Afrique de l'Ouest/UEMOA	Afrique de l'Ouest/	Afrique Centrale	Autres Etats Afrique	Etats Europe	5. Etats Asie	Etats Amérique du Sud			
1. Bénin	non UEMOA	16. Cameroun	22. Afrique du Sud	29. Allemagne	36. Chine	44. Argentine			
Burkina Faso	9. Cap-Vert	17. Centrafrique	23. Lybie	30. Angleterre	37. Dubaï	45. Brésil			
Côte d'Ivoire	10. Gambie	18. Congo (Brazzaville)	24. Maroc	31. France	38. Japon	46. Autres Etats d'Amérique du Sud			
 Guinée Bissau 	11. Ghana	19. Gabon	25. Mauritanie	32. Italie	39. Viet Nam	Autres Etats non classés ailleurs			
5. Mali	12. Guinée	20. Guinée Equatoriale	26. RDC	33. Turquie	40. Autres Etats Asie	 47. Autres Etats non classés ailleurs 			
6. Niger	13. Liberia	21. Tchad	27. Tunisie	34. Portugal	Etats Amérique du Nord				
7. Sénégal	14. Nigéria		28. Autres Etats Afrique	35. Autres pays Europe	41. Canada				
8. Togo	15. Sierra Léone)				42. USA				
	· ·				43. Autres Etats d'Amérique du				
					Nord				

REPUBLIQUE DU PAYS

MINISTERE DE TUTELLE EN CHARGE DE LA STATISTIQUE

QUESTIONNAIRE INDIVIDUEL EMPLOI



Logo INS Pays

				IDENTI	FIC	CATION	·		
		(à trans	scrire du questi	onnaire	SL	ur la composition o	lu ménage)		
Nom de l'en	quêté :								
CODE D'IDE	ENTIFICA	TION DI	E L'INDIVIDU						
Stra	Strate ZD							N° d'ordre de l'individu (cf. M1)	
Age de l'end Sexe	quêté			Nombi	re (d'UPI identifiées _			
						NOM DE L'E	NQUETEUR		
Ce question	naire est re de 10 ans		ux personnes						
	DATE DE L'	ENQUETE				NOM DU CO	NTROLEUR		
JOUR 	MOI: _	· .	ANNEE 						
DUREE DE L'INTERVIEW					NOM DU SU	PERVISEUR			
Heure de d _ H	lébut F	leure de H _	fin _ MN					 <u> </u>	

QUALITE DE L'ENQUETE

	,
Qui a répondu à l'enquête ?	A votre avis (Agent enquêteur), la qualité des
1. Lui-même ou elle-même 2. Autre personne	réponses fournies par l'enquêté est :
Si autre personne, Qui ? (Nom) N° d'ordre (cf. M1) Pour quelle raison ? :	 Très bonne Bonne Très Mauvaise Très Mauvaise II
1. Absent 2. Incapable de répondre (maladie) 9. Autre(Précisez)	
VERIFICATION Agent : Date :	
OBSERVATIONS ET INDICATIONS SUR I	E REPERAGE DES UPI
<u>ENQUETEUR</u>	CONTROLEUR

STRICTEMENT CONFIDENTIEL ET A BUT NON FISCAL

A REMPLIR A LA FIN DE L'INTERVIEW A REMPLIR SEULEMENT POUR LES EMPLOYEURS (PATRONS) ET LES PERSONNES A COMPTE PROPRE : ACTIVITE PRINCIPALE Tenez-vous une L'unité dans laquelle vous travaillez L'enquêté (e) est-il (elle) comptabilité ? réalise-t-elle une activité de production Quel est votre Votre établissement éligible comme chef de biens ou de services ? catégorie socioest-t-il enregistré d'unité de production 1. Rien informelle? professionnelle? officiellement? 2. Comptabilité formelle 1. Oui, et cette production est totalement OHADA (complète ou vendue 7. Employeur **1.** Oui simplifiée) **1.** Oui 2. Oui, et cette production est partiellement 3. Cahier de recettes ou 8. Compte propre **2**. Non **2.** Non vendue autre (préciser) 3. Non AP3 AP6b (question b) AP6d AP6e (5) (1) (3) (2) (4) ___ ___ ___ ___ ELIGIBLE COMME CHEF UPI: AP3=7, 8 et (AP6b=2 ou AP6d =1,3) et AP6e = 1,2 A REMPLIR A LA FIN DE L'INTERVIEW A REMPLIR SEULEMENT POUR LES EMPLOYEURS (PATRONS) ET A COMPTE PROPRE : ACTIVITES SECONDAIRES Tenez-vous une L'unité dans laquelle vous L'enquêté (e) est-il comptabilité ? Quel est votre travaillez réalise-t-elle une (elle) éligible Votre établissement Activités secondaires (AS) activité de production de biens comme unité de est-t-il enregistré 1. Rien ou de services ? catégorie production informelle? officiellement? 2. Comptabilité formelle OHADA socio-(complète ou simplifiée) professionnelle? 1. Oui, et cette production est 3. Cahier de recettes ou autre totalement vendue **1.** Oui (préciser) 1. Oui 2. Oui, et cette production est 7. Employeur 2. Non 2. Non 8. Compte propre partiellement vendue **3.** Non AS4 AS7b1 (question b) AS7c AS7d (5) (1) (3)(2) (4) AS₁ ___ AS 2

ELIGIBLE COMME CHEF UPI: AS4=7,8 et (AS7b1=2 ou AS7c =1, 3) et AS7d = 1,2

SE. SITUATION D'EMPLOI		SE6b. Dans combien de temps allez-vous reprendre le travail ou commencer à travailler (premier emploi) ?	
		1. Moins de 14 semaines 2. Plus de 14 semaines Passez au module AP	<u> _ </u>
SE1. Au cours des 7 derniers jours, avez-vous effectué une ou plusieurs des activités suivantes ? (notez le nombre d'heures correspondantes)		Ne sait pas Attention : Les questions qui suivent sont réservées exclusivement	nt aux
Etudes (scolaires)	III	personnes âgées de 15 ans et plus Si l'enquêté a moins de 15 ans passer au module revenu hors emplo	
2. Travaux domestiques dans sa propre maison,	_ _	SE7. Avez-vous cherché un emploi rémunéré au cours des 30 derniers jours ?	
Garde d'enfants, de personnes âgées, de malades, sans rémunération	<u> _ _ </u>	1. Oui Passez à SE9	<u> </u>
4. Chercher de l'eau ou du bois,		2. Non SE8. Pourquoi n'avez-vous pas cherché de travail	
5. Faire le marché	_ _	rémunéré) ?	
6. Construction de sa propre maison	_ _	Raisons involontaires 101. Il n'existe pas d'emploi	
7. Prestation de services gratuits à sa communauté	_	02. Ne sait pas comment rechercher un emploi03. Ne pense pas pouvoir obtenir de travail sans	
8. Aucune de ces activités (écrire 1 dans le bac)	<u> </u>	qualification 04. Attend la réponse à une demande d'emploi/concours	
SE2. Au cours des 7 derniers jours, avez-vous travaillé ne serait-ce qu'une heure contre rémunération (en espèce ou en nature)? 1. Oui 2. Non Passez au module AP	Ы	 05. Attend la réponse à une demande de financement pour créer sa propre activité 06. Refus du (de la) conjoint(e) 07. Fatigué de chercher du travail 08. Femme nourrice 	
SE3. Bien que vous ayez déclaré ne pas avoir travaillé pendant les 7 derniers jours, avez-vous réalisé l'une des activités suivantes pendant les 7 derniers jours, à domicile ou à l'extérieur, pour aider la famille contre rémunération (en espèce ou en nature)? 01. En travaillant dans une affaire personnelle 02. En fabriquant un produit pour la vente 03. En travaillant à la maison pour un revenu		99. Autre raison involontaire(précisez) Raisons Volontaires 10. N'en a pas besoin ou n'a pas envie de travailler 11. Trop âgé ou trop jeune pour travailler 99. Autre raison volontaire(Précisez)	,
04. En délivrant un service 05. En aidant dans une entreprise familiale 06. Comme apprenti ou stagiaire rémunéré 07. Comme étudiant qui réalise un travail 08. En travaillant pour un autre ménage 09. N'importe quelle autre activité pour un revenu	Passez	SE9. Seriez-vous disponible pour travailler pour une rémunération? 1. Immédiatement 2. D'ici 15 jours 3. 15 jours à un mois 4. Dans plus d'un mois	
SE4. Bien que vous n'ayez pas travaillé pendant les 7 derniers jours, avez-vous un emploi rémunéré? 1. Oui 2. Non Passez à SE7	Ы	SE10. Malgré que vous n'ayez pas cherché un emploi et/ou n'êtes pas disponible pour travailler, accepeteriez-vous un emploi si on vous en propose ? 1. Oui 2. Non	Ш
SE5. Pourquoi n'avez-vous pas travaillé pendant les 7 derniers jours ? 1. Vacances ou jours fériés 2. Maladie 3. Grève 4. Arrêt provisoire du travail 5. Fin de campagne / saison agricole 6. Congé de maternité 7. Licenciement ou fin de contrat 9. Autre (Précisez)	 b	SE11. Vous ne travaillez pas (ou vous n'êtes pas disponible à travailler) parce que vous êtes : 1. Malentendant 2. Mal voyant 3. Handicapé moteur 4. Autre handicap ou maladie de longue durée 5. En cours de scolarité, étudiant 6. Retraité (e) 7. Femme au foyer 8. Rentier 9. Autre (préciser)	Ш
SE6a. Dans combien de temps allez-vous reprendre le travail ou commencer à travailler (premier emploi) ? 1. Moins de 4 semaines 2. Plus de 4 semaines 3. Ne sait pas Passez au module AP Passez au SE7	⊔	 SE12. Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins ? (ressource principale) 1. Perçoit une pension de son travail 2. Autre pension ou une aide (famille, ami, veuvage, divorce, orphelinat) 3. Perçoit des revenus de sa (ses) propriété(s), vit de ses rentes 4. Vit de son épargne 5. Mendie 6. Perçoit une bourse d'étude 7. Prise en charge par sa famille ou une autre personne 9. Autres 	Ш

Si 15 ans et plus, passez au module Trajectoire et perspectives (TP).

AP. ACTIVITE PRINCIPALE		AP7. Dans quel type de lieu exercez-vous votre	
Je vais maintenant vous interroger sur votre EMPLOI PRIN (celui que vous avez exercé les 7 derniers jours ou celui que l'habitude d'exercer) AP1. Quel est le nom du métier, de la profession, du poste, de la tâche, de l'emploi principal que vous avez exercé pendant		emploi principal ? Sans local professionnel: 01. Ambulant 02. Poste improvisé sur la voie publique 03. Poste fixe sur la voie publique 04. Véhicule/moto/vélo/brouette/porte-tout 05. Domicile des clients 06. Dans votre domicile sans installation particulière 07. Dans votre domicile avec une installation particulière 08. Poste improvisé dans un marché 09. Plantation/champ/étang/rivière/lac 88. Autre (Précisez)	<u> </u> _
Exemple : fabrication de boisson, commerce de détail en magasin spécialisé AP3. Quelle est votre catégorie socioprofessionnelle ? Salarié O1. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé O2. Cadre moyen, agent de maîtrise O3. Employé/ouvrier qualifié O4. Employé/ouvrier semi qualifié		Avec local professionnel: 10. Local fixe sur un marché public (boutique, comptoir) 11. boutique, restaurant, hôtel, etc. 12. Atelier (Mécanique, couture,) 13. Hangar 99. Autre	
05. Manœuvre 06. Apprenti <mark>payé</mark> ou stagiaire payé Non salarié	_	AP8a1. Depuis quand exercez-vous cet emploi actuel ? (nombre de mois)	_ _ _
O7. Employeur ou associé O8. Travailleur pour compte propre O9. Aide familial, bénévole payé en nature ou espèce		AP8a2. Depuis quand travaillez-vous dans cette entreprise? (nombre de mois)	_ _
10. Apprenti payé en nature		AP8a3. Avez-vous obtenu une promotion dans votre entreprise? 1. Oui 2. Non 3. Non concerné	I_I
AP4. L'entreprise dans laquelle vous exercez votre emploi principal (ou que vous dirigez) est une : 1. Administration publique 2. Entreprise publique ou parapublique 3. Entreprise privée non agricole		AP8a41. Avez-vous suivi une formation professionnelle/recyclage correspondant à votre emploi principal financée par votre entreprise ou un de ses partenaires au cours des 12 derniers mois ? 1. Qui Passez à AP8a5 2. Non	Ы
 4. Exploitation agricole (plantation, champs, ferme, élevage, pêche,) 5. Organisation international Passez à ΔP8a1 6. Entreprise associative (coopérative, Orto, Symulcar, etc.) 7. Ménage Passez à AP8a1	LI	AP8a42. L'emploi que vous exercez correspond-il à la formation que vous avez suivie la dernière fois ? 1. Passez à AP8a5 Z. Non	<u> _ </u>
, (Autor 272 day)		AP8a43. Sinon, correspond-il à une formation antérieure ? 1. Oui 2. Non	I_I
AP5. Combien de personnes au total travaillent dans cet établissement (y compris vous même)? 1. Une seule personne (Auto-emploi) 2. 2 personnes 3. 3 - 5 personnes	_	AP8a5. Vous avez déclaré exercer le métier .(voir AP1) dans votre emploi principal, combien de temps avez-vous exercé ce métier au cours de votre vie active ? (en années révolues)	<u> _ _ </u>
4. 6 - 10 personnes 5. 11 - 20 personnes 6. 21 - 50 personnes 7. 51 - 100 personnes 8. 101 - 500 personnes 9. > 500 personnes	<u> </u>	AP8a6. Votre emploi actuel est-il le premier emploi ? 1. Oui 2. Non Passez à AP8a8	I_I
POUR LES EMPLOYEURS (AP3= 7) ET COMPTES PROPRES (AP3=8) I poser (AP6a à AP6f)	les questions à	AP8a7. Si oui, avant de trouver cet emploi, combien de temps avez-vous passé dans le chômage ? (en nombre de mois) Passez à AP8b	_ _
AP6a. A quel régime fiscal cet établissement est-il assujetti? 1. Régime du réel Régime simplifié Ne paye pas d'impôt A. Régime au forfait Ne paye pas d'impôt	Ы	AP8a8. Combien de temps avez-vous passé après votre emploi antérieur pour obtenir ce nouvel emploi (nombre de mois)	_ _
AP6b L'entreprise dans laquelle vous exercez votre emploi principal (ou que vous dirigez) est-elle enregistrée ? a) Registre de commerce b) NIF/NIFU 1. Oui 2. Non c) INPS/CNSS/INSS 1. Oui 2. Non Lorsqu'une question de AP6b = 1 on pose après la question correspondante dans AP6c.		AP8b. Comment avez-vous obtenu votre emploi? 1. Relations personnelles (parents ou amis) 2. Directement auprès de l'employeur 3. Petites annonces (radio, journaux, articles, etc.) 4. Concours 5. Création de sa propre entreprise	Ы
AP6c. Disponibilité des pièces justificatives a) Registre de commerce 1. Oui 2. Non b) NIF/NIFU 1. Oui 2. Non c) INPS/CNSS /INSS 1. Oui 2. Non		6. Promotion, nomination 7. Par internet 8. Bureau de placement 9. Autre (à préciser)	
AP6d. Tenez-vous une comptabilité formelle? 1. Rien 2. comptabilité formelle OHADA (complète ou simplifiée) 3. Cahier de recettes ou autre (à préciser)	L	POUR LES SALARIES (AP8c1 et AP8c2)	
AP6e. L'unité dans laquelle vous travaillez réalise-t-elle une activité de production de biens ou de services ? 1. Oui, et cette production est totalement vendue 2. Oui, et cette production est partiellement vendue 3. Non	Ш	AP8c1. Avez-vous un bulletin de paie ? 1. Oui 2. Non	<u> _ </u>
AP6f. Au moment où vous avez commencé à diriger l'entreprise, combien de personnes y travaillaient (y compris vous-même) ?		AP8c2. Avez-vous un contrat pour votre travail? 1. Contrat écrit à durée indéterminée 2. Contrat écrit à durée déterminée 3. Accord verbal	Ш

N.B. : La suite des questions du m	odule AP s'adresse à tous le	s actifs	AP15c. Dans cet emploi, êtes-vous membre d'un	
3. Occasionnei/temporaire	treprise est-il : = 1 ou 2 Passez à AP10a	Ш	syndicat ou d'une association similaire d'employés pouvant défendre vos droits de travail ou participer à des négociations collectives? 1. Oui 2. Non	Ш
AP9b. S'agit-il d'un travail : 1. Occasionnel à la journée 2. Occasionnel à la tâche			Questions AP16 réservées aux salariés	
Occasionnel a la tache Occasionnel saisonnier Occasionnel au mois		<u> _ </u>	AP16. Dans votre emploi principal, bénéficiez-vous de suivantes :	s prestations
Occasionnel non défini			1-Prestations comprises dans le sala	ire
AP10a. Combien de mois avez-vous cons au cours des 12 derniers mois (ou habitu		<u> </u> _	11-Indemnités de logement, eau, électricité ou transport ? a) 1. Oui 2. Non b) <u>Périodicité</u> 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	_ _ _ _
AP10b. Combien de jours avez-vous consac cours des 7 derniers jours (ou habituellemer		<u> _ </u>	12-Autres (INPS,CNSS, INSS, prise en charge des	
AP10c. Combien d'heures avez-vous consa cours des 7 derniers jours (ou habituellemer			enfants, etc.) ? a) 1. Oui	<u> _ </u>
	b si plus de 45 h	<u> _ _ </u>	2. Non b) <u>Périodicité</u> 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	_ _ _ _
AP11a. Si vous avez travaillé moins de 40 derniers jours, quel en est le motif?	heures au cours des 7	<u> </u>	2-Prestations non comprises dans le	<u>salaire</u>
Ne veut pas travailler plus Horaire fixé par la loi ou l'employeur		Passez	21-Paiement par l'employeur d'indemnités de protection de sécurité sociale ?	
3. Moins de travail dû à la mauvaise conj 4. Veut travailler plus mais n'est pas autor 5. Problème personnel (santé, travaux dor	sé	ensuit e à AP12	a) 1. Oui 2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	_ _ _ _ _
AP11b. Si vous avez travaillé plus de 45			22-Congés annuels payés ou compensation	
quel en est le motif ? 1. Horaire normal 2. Excès de travail dû à la bonne conjonct 3. Excès de travail pour pouvoir survivre 9. Autre (pre	ure ecisez)	I_I	eventuelle ? a) 1. Oui 2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	
AP12. Sous quelle forme êtes-vous payé, dans votre emploi principal ?	ou obtenez-vous vos revenus,		23- Congés maladies rémunérés ? a) 1. Oui	1.1
Salaire fixe (mois, quinzaine, semaine) Au jour ou à l'heure de travail A la tâche		 	2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	
Commission Bénéfices		I—I	24- Participations aux bénéfices ? a) 1. Oui	<u> _ </u>
6. En nature (produits, nourriture, hébergem 7. Refuse de dire Si A	P12=7 passer à AP15a		2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA	
AP13a. Dans votre emploi principal rému			25- Primes de fin d'année ?	
vos revenus pour les activités réalisées a 1. Donne une évaluation mensuelle directe de 2. Donne une évaluation annuelle directe de 3. Donne une évaluation en intervalle de ses 4. Donne une évaluation en intervalle de ses	de ses revenus ses revenus s revenus mensuels	L_I	 a) 1. Oui 2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA 	
5. Refuse de dire 6. Ne sait pas Si AP13a = 3 4 P	assez à AP13c		26- Paiement des avantages en nature ? a) 1. Oui	
			2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année	-
AP13b. Combien s'élève votre revenu (en Passer à AP14	FCFA)		c) Montant FCFA	
AP13c. Dans quelle tranche se situe votr O1. Moins de 60 O9. [450 - 500]	e revenu (en milliers FCFA)? 17. [850 – 900 [Autres (à préciser)a) 1. Oui	
02. [60 – 100 [10. [500 -550 [03. [100 - 150 [11. [550 –600 [04. [150 -200 [12. [600 – 650 [05. [200 – 250 [13. [650 – 700 [06. [250 – 300 [14. [700 – 750 [07. [300 – 350 [15. [750 – 800 [08. [350 – 400 [16. [800 – 850 [18. [900 - 1000] 19. [1000 - 1250] 20. [1250 - 1500] 21. [1500 - 2000] 22. [2000 - 2500] 23. [2500 - 3000] 24. >= 3000	<u> _ _ </u>	2. Non b) Périodicité 1. Mois 2. Année c) Montant FCFA ———————————————————————————————————	_ _ _ _
AP14. Si vous n'avez pas changé d'empl (ap8a1 >= 12), votre rémunération a-t-elle	oi depuis plus d'un an		N.B. : La suite des questions du module AP s'ac	dresse à tous les
l'année dernière ? 1. Oui à la hausse 2. Oui à la baisse 3. Non	enango par rapport a	<u> _ </u>	actifs AP17. Dans votre emploi actuel, est-ce que vous payez l'impôt sur votre revenu ? 1. Oui 2. Non 3. Ne sait pas ou non concerné	Ш
Si 3 allez à AP15a Si 1 ou 2 Quel était le montant annuel (FCF	A)?	1111	AP18a. Habituellement, à quelle heure vous débutez votre journée de travail?	_
AP15a. Y a-t-il au moins un syndicat ou dans l'entreprise où vous exercez votre e	une association de travailleurs	<u>- </u> 	AP18b. Habituellement, à quelle heure vous finissez votre journée de travail?	_ Heure Minute
l =	3. Passez à AP15c	1—1		
AP15b. Appartenez-vous à un syndicat con 1. Oui 2. Non Si AP15	u association? ib= 1, passer à AP16	Ш	AP18c. Vous arrive-t-il de travailler en dehors des horaires habituels de service ? 1. Oui 2. Non	Ш

Questions AP19a à AP19C, réservées aux femmes entre 12 et 49 ans, qui remployeur ni installées à leur propre compte	AP19c. Si oui, la dernière fois que vous avez accouché, en tout, de combien de semaines de congé							
AP19a. Pourriez-vous bénéficier dans votre entreprise d'un congé pour une naissance ? 1. Oui, un congé payé 2. Oui un congé non payé 3. Non (Si la réponse à AP19a est non, passez à AP20a)	Ш	de maternité aviez-vous bénéficié pendant toute la période de grossesse et de maternité ?	<u> </u>					
AP19b. Avez-vous accouché d'au moins un enfant pendant que vous travailliez dans cette entreprise ? 1. Oui 2. Non Passer à AP20a	I_I							
AP20a : Comment a varié votre situation d'activité au cours des 12 derniers mois ? 1. A le même emploi, 2. N'avait pas le même emploi 3. Etait sans emploi rémunéré, à la recherche d'un emploi et disponible pour travailler 4. Etait sans emploi et ne cherchait pas à travailler								

		Mois										
	M1	M2	М3	M4	M5	М6	M7	M8	М9	M10	M11	M12
Veuillez renseigner le code approprié (AP20a)	L	Ш	Ш	Ш	Ш]]]	Ш	Ш	Ш
AP20b. Si Ap20a=2, Quelle était la branche d'activité (cf. code AP2)?			 	 	 						 	
AP20c. Si AP20a=2, Quelle était la CSP (cf. code AP3) ?												

SATISFACTION GENERALE DANS L'EMPLOI ET DANS LE TR ACTIVITE PRINCIPALE (SGEP)	AVAIL EN	SGEP6. Quelle opinion générale avez-vous de votre entreprise ? 1. Oui 2. Non 3. Ne sait pas	
SGEP1. Dans votre travail, les points suivants vous apportent-ils une satisfaction ? 1. Oui 2. Non a. Perspective de promotion b. Revenu perçu/obtenu c. Sécurité de l'emploi d. Relations avec les collègues e. Relations avec les supérieurs f. Liberté d'initiative g. Avantages sociaux h. Le travail en lui-même SGEP2. Pensez-vous que dans les prochaines années il y a un risque que vous soyez licencié(e) ? 1. Non, pas du tout 2. Oui, à la moindre erreur 3. Oui, dans les deux prochaines années 4. Ne sait pas		a. L'organisation est bonne b. L'ambiance de travail est agréable c. Les perspectives de promotion sont nombreuses d. Les conditions de travail sont bonnes e. Il n'y a pas de risque de licenciement SGEP7. Les expressions suivantes caractérisent-elles votre situation professionnelle actuelle ? 1. Oui 2. Non a. Une équipe b. Une passion c. Une aventure d. Une routine e. Une impasse	
SGEP3. Quelle est l'expression qui illustre le mieux votre parcours professionnel dans l'entreprise qui vous emploie actuellement ? 1. En évolution permanente 2. En évolution en dent de scie 3. En stagnation 4. En régression	Ш	f. Une course d'obstacle g. Une jungle h. Une galère	
SGEP4. Pensez-vous gravir les échelons dans votre entreprise ? 1. Oui 2. Non SGEP5. Comment pensez-vous que les activités évoluent dans votre entreprise ? 1. En développement 2. En déclin 3. Sans opinion précise			

AS ACTIVITES SECONDAIRES							
AS1a. En plus de votre emploi principal, avez-vous exercé d'autres emplois rémunérés, de quelque type que ce soit (salarié, indépendant, rémunéré, etc.), au cours des 7 derniers jours? 1. Oui 2. Non————————————————————————————————————	Ш	Nous allons maintenant vous interroger importants emplois secondaires rémune que vous avez eus au cours des 7 derr vous exercez habituellement en plus principal	érés au m niers jours de votre	aximum ou que emploi			
AS1b1. Quel est le nombre total des emplois secondaires que vous exercez ?	L	secondaire (les deux plus importants au m vous avez exercé pendant les 7 derniers jo	AS2. Quel est le nom du métier, de la profession de l'emploi secondaire (les deux plus importants au maximum) que vous avez exercé pendant les 7 derniers jours ou que vous exercez habituellement en plus de votre emploi principal ?				
AS1b2. Donnez par ordre d'importance (nombre d'heures) la liste de ces autres emplois : AS 1. :		AS 1. :	_				
AS 2. : Passez à AS2 AS 4 :		AS 2. :	<u> </u>				
AS14.: AS1c. Bien que vous n'ayez pas exercé d'autres emplois au cours des 7 derniers jours, avez-vous l'habitude d'exercer d'autres emplois rémunérés, de quelque type que ce soit, en plus de votre emploi		AS3. Quelle est l'activité de l'entreprise da avez exercé chacun de ces emplois secor ou quel type de produit fabrique-t-elle cha Nomenclature des activités)	daires rém	unérés,			
principal ? 1. Oui 2. Non	Ш	AS 1.:	_ _				
		AS 2. :	III				
AS4. Dans chacun de ces emplois secondaires, quelle est votre catégorie socioprofessionnelle ? Salarié 01. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé 02. Cadre moyen, agent de maîtrise	AS 1:	AS7b. L'entreprise dans laquelle vous exercez votre emploi secondaire (ou que vous dirigez) est-elle enregistrée ? a) Registre de commerce b) NIF 1. Oui 2. Non c) INSS/CNSS 1. Oui 2. Non c) INSS/CNSS 1. Oui 2. Non (*) Dispose d'une pièce justificative : 1. Oui, présentée 2. Oui, non présentée 3. Non					
03. Employé/ouvrier qualifié	_		AS1	AS2			
04. Employé/ouvrier semi qualifié 05. Manœuvre	AS 2:	a1) Registre de commerce ?		<u> _ </u>			
06. Apprenti ou stagiaire payé Non salarié	_	a2) si oui, disposez-vous d'une pièce justificative ?	<u> </u>	II			
O7. Employeur Remaileur pour compte propre		b1) NIF ?	<u> _ </u>	<u> </u>			
09. Aide familial, bénévole, apprenti payé en nature ou en espèce		b2) si oui, disposez-vous d'une pièce justificative ?	<u> </u>	II			
		c1) INSS ?	<u> </u>	<u> _ </u>			
AS5. L'entreprise dans laquelle vous avez exercé chacun de ces emplois secondaires (ou que vous dirigez) est une : 1. Administration publique 2. Entreprise publique ou parapublique 3. Entreprise privée non agricole 4. Exploitation agricole (plantation champ feuror, Passez à AS9)	AS1 : AS2 :	c2) si oui, disposez-vous d'une pièce justificative ? AS7c. Tenez-vous une comptabilité ? 1. Rien 2. Comptabilité formelle OHADA (complète ou simplif 3. Cahier de recettes ou autre (à préciser)	iée)	AS1: AS2: 			
4. Exploitation agricole (plantation, champ, fet 1, Fassez a AS9 5. Organisation internationale 6. Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat,.etc.) 7. Ménage AS6. Combien de personnes au total travaillent dans chacun		AS7d. L'unité dans laquelle vous travaillez réalise-t activité de production de biens ou de services ? 1. Oui, et cette production est totalement vendue 2. Oui, et cette production est partiellement vendue	-elle une	AS1: AS2:			
de ces établissements (y compris vous-même) ? 1. Une seule personne (Auto-emploi) 2. 2 personnes		Non N.B.: La suite des questions du module AS les actifs qui ont des activités seco		à tous			
6. 21 - 50 personnes	_	AS8. Dans quel type de local avez-vous exercé votre emploi					
3. 3 - 5 personnes 7. 51 - 100 personnes	I—I	secondaire rémunéré? 01. Ambulant, nomade					
4. 6 - 10 personnes 8. 101 -500 personnes		02. Poste improvisé sur la voie publique03. Poste fixe sur la voie publique					
5. 11 - 20 personnes 9. Plus de 500 personnes		04. Véhicule05. Domicile des clients	AS1:	AS2:			
POUR LES EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS POUR PROPRE (AS7a à AS7d)	COMPTE	 06. Dans votre domicile sans installation particulière 07. Dans votre domicile avec installation 					
AS7a. A quel régime fiscal chacun de ces établissements est-il assujetti?	404	particulière 08. Marché public					
1. Régime du réel 2. Régime simplifié	<u> </u>	09. Local professionnel (bureau, usine, magasin,)10. Plantation/champ					
 Régime au forfait Ne paye pas d'impôt 	<u> </u>	AS9a. Combien de mois avez-vous consacré à votr secondaire rémunéré au cours des 12 derniers moi habituellement par an) ?		AS1: _ AS2: _			
		AS9b. Combien de jours avez-vous consacré à votre el secondaire rémunéré au cours des 7 derniers jours (ou		AS1 :			

	Combien d'heures avez-vous consacré à vo		ent	<u> </u>	61 : 	SGES2a. Pensez-vous que dans les prochaines années il y a un risque que vous soyez licencié(e) ?	AS1	AS2
par se	naine) ? Dans votre emploi secondaire rémunéré, à	•			62 : 	1. Non, pas du tout 2. Oui, à la moindre erreur 3. Oui, dans les deux prochaines années	<u> </u>	 <u> </u>
vous v	os revenus pour les activités réalisées au co							
2. Doni	ne une évaluation mensuelle directe de ses reven ne une évaluation annuelle directe de ses reven	us		AS1	: _	SGES3. Quelle est l'expression qui illustre le mieu professionnel dans l'entreprise qui vous emploie a		
	ne une évaluation en intervalle de ses revenus r ne une évaluation en intervalle de ses revenus a			AS2	:	1. En évolution permanente 2. En évolution en	AS1	AS2
5. Refu 6. Ne s	se de dire ait pas Si AS10a = 2, 4, ou 6 Pass	ez à AS10c				dent de scie 3. En stagnation 4. En régression	 	
	Dans cet emploi secondaire rémunéré, à co		_			SCESA Denocar visus gravita los ácholono deno		
	os revenus ? Montant (en F CFA)				61 : 	SGES4. Pensez-vous gravir les échelons dans votre entreprise ? 1. Oui 2. Non		<u> </u>
	·					SGES5. Comment pensez-vous que les activités évoluent dans votre entreprise ?		
AS2 : N	Nontant (en F CFA)Passez à AS1	11			62 : 	1. En développement 2. En déclin 3. Sans opinion précise	<u> _ </u>	
	Dans quelle tranche se situe votre revenu (`	?			SGES6. Quelle opinion générale avez-vous de votr Oui 2. Non	e entrepris	se ? 1.
	oins de 60) – 900 [) – 1000 [81 :	a. L'organisation est bonne		Ш
		00 – 1250 [50 – 1500 [L_	<u> </u>	b. L'ambiance de travail est agréable		Ш
05 . [2	00 –250 [13. [650 – 700 [21. [150	00 – 2000 [00 – 2500 [AS	S2 :	c. Les perspectives de promotion sont nombreuses	<u> _ </u>	
07 . [30	00 – 350 [15. [750 – 800 [23. [250	00 – 3000 [<u> </u>	<u> </u>	d. Les conditions de travail sont bonnes		<u> _ </u>
08. [35	60 – 400 [16. [800 – 850 [24. >= 36	000				e. Il n'y a pas de risque de licenciement	<u> _ </u>	<u> </u>
	POUR LES SALARIES	S (AS11)	·			SGES7. Les expressions suivantes caractérisituation professionnelle actuelle ? 1. Oui 2. Non	sent-elle	s votre
	Avez-vous un bulletin de paie ? Oui			I.	61 : 	a. Une équipe	<u> _ </u>	<u> </u>
	Non			AS I	62 : 	b. Une passion	II	
	La suite des questions du module AS ses activités secondaires	s'adresse à tou	s les	actifs	qui	c. Une aventure		<u> _ </u>
votre u	Comment a varié votre situation d'emploi	au cours des 12	derni	iers mo	is dans	d. Une routine	<u> _ </u>	<u> _ </u>
3. Etait	même emploi, 2. A changé d'emploi sans emploi rémunéré, à la recherche d'un em _l sans emploi et ne cherchait pas à travailler	ploi et disponible p	our tra	availler		e. Une impasse	<u> </u>	<u> _ </u>
	Rythme	AS1	A	S2	1	f. Une course d'obstacle	II	<u> _ </u>
	Mois 1	<u> </u>	Į.	_	1	g. Une jungle	<u> _ </u>	<u> _ </u>
	Mois 2	<u> </u>	.			h. Une galère	II	<u> </u>
	Mois 3		.				,	
	Mois 4							
	Mois 5 Mois 6	<u> </u>	- -	<u> </u>				
	Mois 7		<u> -</u> 					
	Mois 8		.	<u>-</u>				
	Mois 9		.	_				
	Mois 10		.					
	Mois 11			<u> </u>				
SA	Mois 12 TISFACTION GENERALE DANS L'EMPLOI E	T DANS LE TRAV	I. AIL EI	∣ N ACTI\	/ITE			
SGES1 satisfa	SECONDAIRE (SGES) (Pour tous Dans votre travail, les points suivants vous ction ? 2. Non	les actifs occupé	s)	AS1	AS2			
	pective de promotion		\dashv					
b. Reve	enu perçu/obtenu		-					
c. Sécu	ırité de l'emploi		\dashv	_				
d. Boni	nes relations avec les collègues		-					
e. Boni	nes relations avec les supérieurs		-		<u> </u>			
	té d'initiative		\dashv					
g. Avar	ntages sociaux		-	<u> </u>	_			

habituellement par semaine) ?

PS. PROTECTION SOCIALE	
PS1a. Etes-vous affilié à une organisation d'assurance	
maladie ? 1. Oui 2. Non——Passez à PS1c	<u> </u>
PS1b. Si oui laquelle principalement ?	
Mutuelle de la fonction publique (MFP) Carte d'assistance médicale (CAM)	<u> </u>
3 Mutuelle de Santé Communautaire (MSC)	ez à PS4
9 Autre (specifier)	ez a P54
PS1c. Si non pourquoi ? 1 Mangue de moyen pour achat/cotisation	
2 Je suis en cours d'adhésion	
3 Ce n'est pas nécessaire(ne veut pas) 4 Je n'y ai jamais pensé ou je ne connais pas	_
5 Pas de temps pour faire les démarches	
9. Autre (spécifier) :	
PS2. Avez-vous entendu parler de l'assurance maladie universelle (AMU)? 1. Oui 2. Non Passez à PS6a	I_I
PS3. Seriez-vous prêt à payer pour bénéficier des	
prestations offertes par l'AMU? Pour PS3= 2 ou 3	
1. Oui 2. Non 3. Ne sait pas Passez à PS6a	
PS4. Quel pourcentage de dépense sera remboursé par l'assurance et/ou l'employeur ?	
	%
PS5a. Depuis les deux dernières années, auriez-vous changé d'affiliation à une mutuelle ou organisme de santé ?	<u> </u>
1 Oui 2 Non ——Passez à PS6a	
PS5b. Si oui, Depuis combien de temps? (en nombre de mois)	I
PS6a. Êtes-vous membre d'une association, d'une	
coopérative ou d'un autre groupement à base	<u> _ </u>
1 Oui 2 Non Passez au module FPS	
PS6b. Tous les membres de cette association sont-ils affiliés à une mutuelle ou à un organisme de santé ?	II
1 Oui 2 Non — Passez au module FPS	
PS6c. Si oui, laquelle principalement ?	
Mutuelle de la fonction publique (MFP) Carte d'assistance médicale (CAM)	<u> </u>
3 Mutuelle de Santé Communautaire (MSC)	
9. Autre (spécifier) : FPS. FORMATION PROFESSIONNELLE ET ST	ACE DE
PERFECTIONNEMENT	AGE DE
FPS1. Auriez-vous bénéficié d'un stage de	
perfectionnement depuis que vous êtes dans cet emploi actuel ?	<u> _ </u>
1. Oui 2. Non——Passez au module PRT	
FPS2. Comment cette formation a-t-elle été dispensée?	L
Par apprentissage	II
FPS3. Quelle a été la durée de cette formation (en mois) ?	
FPS4. Quelle qualification avez-vous obtenue à l'issue de cette formation additionnelle ?	
(Voir codes type de formation)	I—I—I
FPS5. Où aviez-vous effectué votre stage de formation ou de perfectionnement ? (voir code MI10)	
FPS6. Auriez-vous besoin d'une formation spécifique afin d'améliorer vos prestations ou performances dans votre emplement l'assez au module PR	Ī

FPS7. Dans quel domaine spécifique ?	
(Voir codes type de formation)	

PRT. PROBLEMES RENCONTRES S DE TRAVAIL	SUR LE	LIEU
PRT1. Avez-vous fait face aux problèmes suivants sur votre lieu de travail et quelles solutions avez-vous apportées (voir codes solutions ci-dessous)?	Problème 1. Oui 2. Non	Code solu- tion
01. Aucun problème Passez au module R 02. Abus physique 03. Harcèlement sexuel 04. Accident de travail ou de trajet 05. Manque d'égards 06. Non-paiement de salaires 07. Non-paiement d'indemnités/autres profits 08. Retard de paiement d'indemnités/autres 09. Retard de paiement d'indemnités/autres Profits 10. Sous-paiement de salaires 11. Fatigue 12. Surcharge de travail/heures de travail 13. Trop de subordonnées 14. Discrimination (spécifier) :		
9. Autre		
PRT2. Ces problèmes ont-ils entraîné des domma physiques ou psychologiques ? 1 Oui 2 Non	ages	<u> </u>
PRT3. Si oui, combien de semaines étiez-vous res sans travailler à cause de ces dommages ?	sté	

R. RECHERCHE D'EMPLOI	
R1. Durant les 30 derniers jours, avez-vous cherché à obtenir un autre emploi pour remplacer votre emploi principal actuel (comme salarié, indépendant, ou sous quelque forme que ce soit)? Passez à R3	
R2. Pour quelle raison cherchez-vous un nouvel emploi ?	

1. Accroître ses revenus	
2. Améliorer ses conditions de travail	
3. Trouver un travail correspondant à sa qualification	Ш
4. Anticiper sur la fin du contrat de travail en cours	
5. Anticiper sur la fin d'un travail saisonnier	
6. Trouver un travail plus intéressant	
9. Autres (précisez)	
R3. Vous avez consacré heures pour votre emploi principal (voir AP10c), au cours des sept(7) derniers jours, êtes-vous disponible à travailler plus pour gagner plus ?	
R3. Vous avez consacré heures pour votre emploi principal (voir AP10c), au cours des sept(7) derniers jours, êtes-vous disponible à travailler plus	Ш

Si 10-14 ans, passez au module RHE

Si 15 ans et plus, passez au module

C. CHOMAGE										
C1. Depuis quand êtes-vous sans emploi et à la recherche d'un emploi ?										
Mois										
Année										
C2. Pourquoi recherchez-vous un emploi ?										
 Perte de l'emploi précédent Première insertion sur le marché du travail (n'a 										
jamais travaillé) —— Passez à C4										
C3. Quelle est la raison principale de la perte de votre emploi antérieur ? Involontaire O1. Compression de personnel (secteur public) O2. Compression de personnel (secteur privé) O3. Fermeture d'entreprise (secteur privé) O4. Liquidation d'une entreprise publique O5. Privatisation, restructuration O6. Licenciement O7. Fin de contrat (Retraite, chômage technique etc.) 88. Autres										
C4 Comment faites-vous pour subvenir à vos besoins pendant la période de chômage ? 1. Perçoit une pension de son travail 2. Perçoit une pension (parents, veuvage, divorce, orphelinat) 3. Perçoit des revenus de sa (ses) propriété(s), des rentes 4. Vit de son épargne 5. Mendie 6. Est pris en charge par sa famille ou une autre personne 9. Autres (précisez)	J									
C6a. Pourquoi n'avez-vous pas créé ou travaillé dans une micro-entreprise (petit commerce au bord de la rue, petit "atelier") ou une exploitation agricole (champs, élevage, etc.)? 1. Les revenus procurés sont très faibles 2. Ne correspond pas à ma formation et à ma qualification 3. Cela m'empêche de chercher d'autres emplois meilleurs 4. Absence ou insuffisance des moyens financiers 5. Ce n'est pas facile de créer une telle activité 9. Autre (précisez)										

C6b. Si la durée de chômage se prolonge, seriezvous prêt à exercer ce genre d'activité? 1. Oui 2. Non Si oui dans combien de mois?	_ _ _
C6c. Avez-vous connaissance de l'existence des institutions de micro-finances dans votre pays ? 1. Oui 2. Non Passez à C7	
C6d. Si oui citer les 3 principales ? 1 2 3(Voir code nomenclature)	_ _ _ Code
C6e. Avez-vous eu à effectuer une démarche auprès de l'une de ces structures de microfinances pour obtenir un crédit en vue de créer votre propre entreprise ? 1. Oui 2. Non Passez à C7 Si oui laquelle (mettre le code de la structure tel que défini à C6d) ?	
C6f. Avez-vous obtenu le crédit demandé ? 1. Oui 2. Non	I
C7. Quel type d'emploi recherchez-vous ? C7a. 1. Salarié 2. Indépendant 3.	Ш
C7b. 1. Permanent, plein temps 2. Permanent, temps partiel 3. Temporaire 4. Indifférent	_
C7c1. votre métier (ou à votre qualification) 2. Dans un autre métier ou une autre activité	<u> _ </u>
3. Indifférent C7c2 Quel type de métier ?	<u> </u>
C7d. Dans quel type d'entreprise? 01. Administration publique 02. Entreprise publique ou parapublique 03. Grande société privée 04. Petite ou Moyenne Entreprise 05. Micro-entreprise ou à votre propre compte 06. Exploitation agricole (plantation, champs, ferme, élevage, pêche,) 07. Organisation internationale 08. Entreprise associative (coopérative, ONG,	

09. Ménage 10. Indifférent	FCFA par mois)	

C8a. Si l'emploi recherché est salarié, pourquoi ?							
 N'a pas pu se mettre à son compte dans de bonnes conditions Espère gagner plus Pour avoir une sécurité de l'emploi et du salaire Il existe une possibilité de promotion Pour bénéficier de prestations sociales Autre	Pas	Ssez à C9					
C8b. Si l'emploi recherché est indépendant, pourqu 1. N'a pas trouvé d'emploi salarié satisfaisant 2. Espère gagner plus 3. Pour la flexibilité des horaires 4. Pour avoir un travail plus varié, plus intéressant 5. Pour être son propre chef (Autonome) 6. Autre	ıoi ?						
C9. Combien d'heures par semaine désirez-vous travailler ?							
C10a. Pour ce nombre d'heures, combien voulez-vous gagner ?							
TP. TR	AJE(CTOIR					

C10b. Etes-vous disposé à réviser vos prétentions salariales si la période de chômage se prolonge ? 1. Oui 2. Non Passez à C11	Ш
C10c. Salaire ou revenu mensuel minimum acceptable? (Convertissez et codez dans les bacs en milliers de FCFA)	<u> _ _ </u>
C11. Etes-vous déjà expérimenté sur cet emploi ? 1. Oui 2. Non	
C12a. Avez-vous déposé un dossier à la Fonction publique ou auprès d'une entreprise publique ou privée dans le but de trouver un emploi ? 1. Oui 2. Non	<u> </u>
C12b. Pourquoi n'avez-vous pas déposé un dossier ?	
 Ne connaît pas les procédures Ne pense pas que cela puisse l'aider Autres (à préciser) 	

(Convertissez et codez dans les bacs en milliers de						
_		E ET PERSPECTIVES es de 15 ans et plus				
ACTIVITE DU PERE ACTIVITE DE LA MERE						
TP1. Lorsque vous aviez 15 ans, votre père ou tuteur travaillait-il ? 1. Oui 2. Non 3. Père absent 4. Ne sait pas Passez à TP5a	Ш	TP6. Lorsque vous aviez 15 ans, votre mère ou tutrice travaillait-elle? 1. Oui 2. Non 3. Mère absente 4. Ne sait pas Passez à TP10a	П			
TP2. Quelle était sa catégorie socio- professionnelle ? Salarié 11. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé 12. Cadre moyen, agent de maîtrise 13. Employé/ouvrier qualifié 14. Employé/ouvrier semi qualifié 15. Manœuvre 16. Apprenti ou stagiaire payé 17. Employeur 18. Travailleur pour compte propre 19. Aide-familial 10. Apprenti ou stagiaire payé en nature 19. Ne sait pas		TP7. Quelle était sa catégorie socio- professionnelle ? Salarié 01. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé 02. Cadre moyen, agent de maîtrise 03. Employé/ouvrier qualifié 04. Employé/ouvrier semi qualifié 05. Manœuvre 06. Apprenti ou stagiaire payé Non salarié 07. Employeur 08. Travailleur pour compte propre 09. Aide-familial 10. Apprenti ou stagiaire payé en nature 99. Ne sait pas				
 TP3. Dans quel type d'entreprise travaillait-il? 1. Administration publique 2. Entreprise publique ou parapublique 3. Entreprise privée non agricole 4. Exploitation agricole (plantation, champ, ferme, élevage, pêche) 5. Organisation internationale 6. Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat, etc.) 7. Ménage 	Ш	 TP8. Dans quel type d'entreprise travaillait-elle ? 1. Administration publique 2. Entreprise publique ou parapublique 3. Entreprise privée non agricole 4. Exploitation agricole (plantation, champ, ferme, élevage, pêche,) 5. Organisation internationale 6. Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat, etc.) 7. Ménage 	Ш			
 TP4. Dans quel secteur d'activité travaillait-il? 1. Agriculture 2. Industrie 3. Commerce 4. Services 		 TP9. Dans quel secteur d'activité travaillait-elle ? 1. Agriculture 2. Industrie 3. Commerce 4. Services 	囗			
TP5a. Connaissez-vous son niveau d'instruction ? 1. Oui 2. Non → Passez à TP 6		TP10a. Connaissez-vous son niveau d'instruction ? 1. Oui 2. Non —— Passez à TP 11				

TP5b. Si oui, quelle est la dernière classe qu'il a suivie avec succès ? (Convertir en nombre d'années) Mettre 00 si aucun niveau d'instruction	TP10b. Si oui, quelle est la dernière classe qu'elle a suivie avec succès ? (Convertir en nombre d'années) Mettre 00 si aucun niveau d'instruction	
TPA IECTOIPE	H	

TRAJECTOIRE		TP19. Pourquoi avez-vous quitté votre emploi antérieur ?
(EMPLOI ANTERIEUR)		Départ Involontaire
TP11. Vous êtes aujourd'hui (actif occupé, chômeur ou inactif).		Retraite Licenciement, compression
Exerciez-vous un autre emploi antérieurement ?		3. Faillite
1. Oui	<u> </u>	4. Restructuration 5. Autre raison involontaire (précisez)
2. Non ———————————————————————————————————	''	<u>Départ volontaire</u>
TP12. Quel était le nom du métier, de la profession,	•	Four une meilleure rémunération Pour des meilleures conditions de travail
du poste, de la tâche, de votre emploi antérieur ?		8. Pour un travail plus intéressant
(voir nomenclature)		9. Autre raison volontaire (précisez)
		POUR LES EMPLOYEURS ET TRAVAILLEURS POUR
TD40 Coulle (telt lie ethick) de lie manuale e de la		COMPTE PROPRE (TP20a, TP20b, TP20c)
TP13. Quelle était l'activité de l'entreprise dans laquelle vous avez exercé votre emploi		
antérieur ?		TP20a. L'entreprise que vous dirigiez était-elle
		enregistrée ?
		a) Registre de Commerce 1. Oui 2. Non b) NIF 1. Oui 2. Non
		c) INPS/CNSS/INSS 1. Oui 2. Non
		TP20b. Teniez-vous une comptabilité ?
TP14. Quand avez-vous pris votre emploi		1. Rien 2. comptabilité formelle OHADA (complète ou simplifiée)
antérieur ?	_ _	3. Cahier de recettes ou autre (à préciser)
Mois	_	
Alliee		
TP15. L'entreprise dans laquelle vous avez exercé votre emploi antérieur (ou que vous dirigiez) était :		TP20c. L'unité dans laquelle vous travailliez réalise-
Administration publique Entreprise publique ou parapublique		t-elle une activité de production de biens ou de
3. Entreprise privée non agricole	<u> </u>	services ?
4. Exploitation agricole (plantation, champ, ferme, élevage, pêche)		Oui, et cette production est totalement vendue Oui, et cette production est partiellement vendue
5. Organisation internationale Si TP15 = 1	1 2 5	3. Non
6. Entreprise associative (coopérative, ONG, syndicat,.etc.)		TP20d. Si vous avez changé de localité, quelle était
7. Ménage		votre situation d'emploi dans la précédente localité de résidence ?
		1 1
TP16. Combien de personnes au total travaillaient dans détablissement (y compris les manœuvres) ?	cet	4. Homme/femme au foyer 5. Retraité
Une seule personne (Auto emploi)		6. Invalide 8. Non concerné
2. 2 personnes 6. 21 - 50 personnes 7. 54 400 personnes	<u> </u>	TP20e. Quel était votre statut dans cet emploi que
3 . 3 - 5 personnes 7 . 51 - 100 personnes 8 . 101 - 500 personnes	1—1	vous aviez exercé ?
5 . 11 - 20 personnes 9 . Plus de 500 personnes		Salarié permanent
		Apprenti 4. Employed 5. Aide familiale Indépendant 7. Personne non classé ailleurs
TP17. Quelle était votre catégorie		8.Non concerné
socioprofessionnelle ? Salarié		PERSPECTIVES
01. Cadre supérieur, ingénieur et assimilé		TP21. Quels sont vos projets d'emploi pour
O2. Cadre moyen, agent de maîtrise O3. Employé/ouvrier qualifié		l'avenir ?
04. Employé/ouvrier semi qualifié	_ _	Obtenir un premier emploi Obtenir un nouvel emploi dans la même
05. Manœuvre 06. Apprenti ou stagiaire payé		entreprise (promotion dans l'emploi)
Non salarié		3. Obtenir un nouvel emploi dans une autre
O7. Employeur O8. Travailleur pour compte propre		entreprise 4. Garder l'emploi que vous avez actuellement
09. Aide-familial		
10. Apprenti ou stagiaire payé en nature		5. Rester Inactif Si 4 ou 5 passez à RHE

TP18. Pendant cor votre emploi antéri		es avez-vous exe	ercé			ΓP22a. vous ex			r ou	pro	ofes	sio	n d	ésir	ez-					
Nombre d'années				_ _		vous e	(ercer	f			(vc	ir n	om	encl	ature))	II-	I	_	_
	,			··	ΙĽ						- (
					l I-	ΓP22b	daı	ns qu	elle	bra	nch	ne d	'ac	tivit	é?					
					l I.										latur	e)		l i	1 1	1.1
					Ц													_		_''
TP22c dans qu	uel tyne d'ent	ranrisa 2				TP23a.	Si l'ar	mnloi	dáe	irá	D et	sal:	arić	no	urau	ni 1	>			
1. Administration p	ublique	•				(TP22d	<=6)	-						-	_					
2. Entreprise public		blique				1. Ne									า					
 Entreprise privée Exploitation agric 		n champ ferme é	levage	 		cor 2. Es	npte d				es co	onai	tior	ıs						
pêche,)	olo (plantation	n, onamp, ronno, c	novago,	II		3. Po					é de	l'er	nplo	oi et	du					
5. Organisation inte							aire		.,									-	_ à	TP24
6. Entreprise associations6. Entreprise association6. Entreprise association<	lative (cooper	ative, ONG,				4. Il e 5. Po	xiste u ur bén	ıne po éficier	ssib de	ilite ore:	ae stati	ons	not so	ion ciale	s			a55	ez a	IFZ4
7. Ménage						9. Au	tre													
								(þ	oréc	sez	<u>z</u>)									
TP22d dans q		ie			L															
socioprofessionn	elle ?					TP23b.			i dé	siré	est	t no	n s	alar	ié, po	our	iouŗ			
Salarié 01. Cadre supérieu	r ingániaur at	occimiló				? (TP2	2 d >=7 e pense		nou	voir	troi	ואאו	· d'a	mn	റ്റ് ചേ	lariá	<u>.</u>			
02. Cadre moyen, a							tisfaisa		pou	VOII	1100	avcı	u	,iiipi	oi sai	ianc				
03. Employé/ouvrie	r qualifié					2. Es	père g	gagnei	r plu	s .										
04. Employé/ouvrie 05. Manœuvre	r semi qualifié)		_			our la fl our avo							alue	intára	200	ant			
06. Apprenti ou sta	giaire payé						ur être						ie,	Jius	micre	5336	זווג		I_	_
	0 1 7						ur aide		pare	ents	ou	pou	r a	cqué	rir					
<i>Non salarié</i> 07. Employeur						l'e 9. Au	xpériei	nce							(Pi	ráci	sez)			
08. Travailleur pour	r compte propi	re				P24. [ombi	en c	le t	emr	os e	stii	nez	$\overline{}$		302)			
09. Aide-familial						btenir														_
10. Apprenti ou sta	giaire non pay	re			5	Si 'Ne s	ait pa	s', ins	crir	e 9	8									
					Ц															
																	_			
		NB : Ce modu		REVENUS l'ensembl				e 10 aı	ns et	plu	s.									
		En dehors des rev	enus de l'e	mploi, perc	eve	z-vous c	l'autres	types	de	reve	nus	?					\ (4\)			
RHE1. Pensions du tr	e de revenus (1 avail)	1. Ou	i 2. Non (2))	Pe	riodicit	te (3)	-				IV I	onta	nt (FC	CFA I) (4) 	ı		
RHE2. Autres pension				<u></u>					1				Ī	<u> </u>		<u></u> _				
RHE3. Revenus de la														.		_				
RHE4. Revenus finance		waa waaldanta					<u> </u>		4				_	<u> </u>		_	_L_			
RHE5. Transfert reçu dans le pays	d'autres mena	ges residants		<u> </u>			<u> </u>						<u> </u>	.		l_	_ _	l		
RHE6. Transfert reçu	d'autres ména	ges à l'étranger					<u> </u>						_			_				
RHE7. Bourses d'étud				<u> </u>			<u> </u>		4				<u> </u>	<u> </u>	<u> </u>	<u>_</u> _	<u> </u>	<u> </u>		
RHE8. Autres revenus Périodicité : 1. Jo			2. Semain	<u> </u> ie		3.	Quinz:	aine	_				_	<u>-ll</u>	<u></u>	. M	ois			
		Bimensuel 6. Bimes				8.	Semes	stre									Anné	Э		
0: 0111 - 01150			Proceedings.																	
Si OUI en RHE6, pour	cnacun des m	Avez-vous utilisé		ما			monta	ınt reç	u							т	_			
Moyens de tran	sfert (1)	transfert si		nrove	ays (enan	de ce (2)		Мо	ontar	nt (e	n F0	CFA	(3)	1				rinci isati	paie on (4)	
RHE601. Compte ban	caire	1. Oui 2. Non → li	gne suivan	te ·	_	1			1 1	_	_	1				╁		1 1	1	
RHE602. Western Uni								<u> </u>	<u>- </u>			<u>- </u>				╅			_ <u> </u> _	
RHE603. Money Gram	l	i_i		Ĺ		İ		Ĺ				<u> </u>						<u> </u>	_	
RHE604. Wari					_ <u> </u> _			<u> </u>	<u> </u>	<u>_ </u>	<u> </u>	<u> </u>	_			┸		<u> _ </u>		
RHE605. Rapid Trans (Ecobank)	ieft	⊢		-	l_	-l		I_	_	l-	_ _	-l	I					II-	_l	
RHE606. Ria				Į.								L						<u> _ </u>		
RHE607. Lemon way					_[_			Ī	_	<u>-</u> -	Ļ	Ļ	<u> </u>			E		<u> _ </u>	_	
RHE608. Orange Money RHE609. Bureau Postal					<u>-</u> -			_	+-	<u> </u> -	<u> </u>	<u> -</u>	<u> </u>			╀		<u> -</u>	- 	\dashv
RHE610. Voyageur				1	_ _			<u> </u>	_ <u> </u> _ _			<u>- </u>				t		<u></u> 	_	\dashv
RHE619. Autre :				i.							j					I				
Principale utilisation															/ités c		nerci	ales		
04 . Education (frais scools). Construction d'une	maison; 09. L	oisirs			rcre	uit			Acna Autre					υ/.	Eparg	ne				
99. Autre utilisation :			(pr	réciser)																
				Pays de p																
Afrique de l'Ouest/UEMOA	Afrique de l'Ouest/ nor	Afrique Centrale 1 16. Cameroun		Etats Afriqu frique du Sud		Etats Et 29. Aller			6. Ch		ie	_	_	Ī			érique ntine	du S	ud	
1. Bénin	UEMOA	17. Centrafrique	23. L			30. Anal			7. Di							Brés				

	Pays de provenance												
Afrique de Afrique Centr		Afrique Centrale	Autres Etats Afrique	Etats Europe	5. Etats Asie	Etats Amérique du Sud							
l'Ouest/UEMOA	l'Ouest/ non	16. Cameroun	22. Afrique du Sud	29. Allemagne	36. Chine	44. Argentine							
1. Bénin	UEMOA	17. Centrafrique	23. Lybie	Angleterre	37. Dubaï	45. Brésil							
Burkina Faso	Cap-Vert	18. Congo (Brazzaville)	24. Maroc	31. France	38. Japon	46. Autres Etats d'Amérique du							
Côte d'Ivoire	10. Gambie	19. Gabon	25. Mauritanie	32. Italie	39. Viet Nam	Sud							
Guinée Bissau	11. Ghana	20. Guinée Equatoriale	26. RDC	33. Turquie	40. Autres Etats Asie	Autres Etats non classés							

5. Mali	12. Guinée	21. Tchad	27. Tunisie	34. Portugal	Etats Amérique du Nord	ailleurs
6. Niger	13. Liberia		Autres Etats	35. Autres pays	41. Canada	 47. Autres Etats non classés
7. Sénégal	14. Nigéria		Afrique	d'Europe	42. USA	ailleurs
8. Togo	15. Sierra Léone)				43. Autres Etats d'Amérique	
					du Nord	

REPUBLIQUE DU PAYS MINISTERE DE TUTUELLE EN CHARGE DE LA STATISTIQUE

QUESTIONNAIRE SECTEUR INFORMEL



LOGO INS PAYS

	R. RENS	EIC	GNEMENTS (GENEF	RAUX								
Nom ou enseigne :			Code d'identification										
Nom du chef de l'unité de production	n :												
DATE DE L'INTERVIEV	N° de la Strate	N° de la ZD			N° (mén		N° Individu		N° Emploi				
Nom de l'enquêteur		,]			Caracté	ristique	s de l'en	auêté					
Nom du contrôleur			 	.		_		<u> </u>	Sex Age	e			
Nom du superviseur de collecte	1 1 1		Scolarité		gration	ا مه مو	établiss	oment/	ופוויו				
Nom du vérificateur					_	<u> </u>							
Nom de l'agent de saisie			Statut A	tivité	Lo	cal	Taille	NIF		ompta oilité	Régime fiscal		
QUALITE DE L'INTERV	IEW .		DUREE DE L'INTERVIEW										
Très bonne 2. Bonne 3. Moyenne Mauvaise 5. Très Mauvaise A refusé de répondre			but: _ H MN	_ MN		Fin : _	_ _ н		Duré	e totale	(minutes)		
			OBSERVATIONS										
ENQUETEUR						ONTRO	OLEUR						
STRICTE	MENT COM	VF.	IDENTIEL I	-Τ Δ Ϝ	RIIT N	NON.	FISC	Δ1					

Page 78

Nom de l'activité (en clair) :	

F	. FILTE	RES	
F1a. Au cours du passage de l'enquête sur l'emploi il y a quelques jours dans votre ménage, vous étiez dans votre activité principale ou secondaire : 1. Patron / Employeur 2. Travailleur à son propre compte 9. Autre		F4. L'unité dans laquelle vous travaillez réalise-t-elle une activité de production de biens ou de services vendus (production marchande)? 1. Oui et cette production est totalement vendue 2. Oui et cette production est partiellement vendue 3. Non	_
F1b. Actuellement, dans votre emploi principal ou secondaire, vous êtes: 1. Patron / Employeur 2. Travailleur à son propre compte 3. Salarié 4. Apprenti 5. Aide familial 9. Autre	Γ	SI L'ENQUETE EST PATRON OU TRAVAILLEUR A SON PROPRE COMPTE (F1b=1 OU 2) ET PAS DE NUMERO D'IDENTIFICATION FISCALE (F2a=2) OU PAS DE COMPTABILITE FORMELLE ECRITE (F3=1 ou 3) AVEC UNE PRODUCTION DE BIENS OU DE SERVICES VENDUE (F4=1, 2 PASSEZ AU MODULE CUP DU QUESTIONNAIRE SINON, ALLEZ A F5	
F2a. L'unité de production que vous dirigiez au cours du mois dernier ou de la semaine dernière, possède-t-elle un numéro d'identification fiscale (NIF, NIFU, etc) ? 1. Oui 2. Non		F5. Pourquoi votre situation est-elle différente de celle que vous avez déclarée lors de l'enquête sur l'emploi ? 1. Mise au chômage, passage à l'inactivité 2. Changement d'activité 3. Erreur dans le questionnaire emploi	_
F2b. A quel régime fiscal cet établissement est-il assujetti? 1. Régime du réel 2. Régime simplifié		9. Autre (Précisez)	
3. Régime au forfait 4. Ne paye pas d'impôt 8. Ne sait pas 9. Autre (préciser) F3. Comment établissez-vous vos comptes ?		FIN	
 Rien comptabilité formelle OHADA Cahier de recettes Autre (préciser) 		T . T ↑	

CUP. CARACTERISTIQUES DE L'UN PRODUCTION	NITE DE	
CUP 1a. Quel est le nom de l'activité principale menée dans l'unité de production que vous dirigez : (Décrire en détail le type de bien ou de service fabriqué ou vendu)	 	
CUP1b. Milieu d'implantation de l'établissement 1. Urbain 2. Rural	Ш	
CUP 2a. Dans quel type de local exercez-vous votre activité ?		
Sans local professionnel: O1. Ambulant		
02. Poste improvisé sur la voie		
publique		
03. Poste fixe sur la voie publique04.		
Véhicule/moto/vélo/brouette/bateau		
05. Au domicile des clients		
06. Dans votre domicile sans installation particulière		ŀ
07. Dans votre domicile avec une		
installation		
particulière	<u> _ _ </u>	
10. Poste improvisé dans un marché11. Ferme ou terrains agricoles		
12. Site en construction		-
89. Autre (Précisez)		
	_	Ī
Avec local professionnel Passez à CUP2c	J	L
11. Local fixe sur un marché public (boutique,		
comptoir) 12. boutique, restaurant, hôtel, buvette, etc.		ŀ
13. Bureaux, magasins, kiosque, usine, garage,		
atelier, salon en dehors du domicile		Ī
14. Hangar		
99. Autre (Précisez)		
CUP 2b. <u>Sans local</u> : Pourquoi exercez-vous		ŀ
votre activité hors d'un local professionnel ?		
1. N'a pas trouvé de local disponible		
2. N'a pas les moyens de louer ou		
d'acheter un local	<u> </u>	
3. Exerce son activité avec plus de facilité		L
4. N'en a pas besoin) 20002 à	
9. Autie	Passez à CUP2d1	
(FTeCISeZ)	OFZUT	
CUP 2c. <u>Avec local</u> : Le local ou le lieu où vous exercez votre activité est : 1. A vous seul		
2. Associés à d'autres		
Autorisés par d'autres pour utilisation du site	<u> </u>	
En location Services publics		
Autorités/Collectivités locales		
9. Autre (spécifier) :		
CUP 2d1. Dans votre lieu de travail, disposez-		
vous des services suivants :		
Oui 2. Non 3. Non concerné a- Eau courante		
b - Electricité		
a Toilette/letrine	<u> </u>	
c- Toilette/latrined- Système d'évacuation des déchets		
e- Autre (spécifier)		
		
CUP2d2. Est-ce que ces services sont tous		
fournis par des institutions publiques ?	<u></u> I	L
1. Oui, tous 2. Oui, en partie 3. Non		
San todo Zi Sun on pardo Si Non		

CUP 2d3. Dans votre lieu de travail, disposez-	
vous des équipements ou services suivants : 1. Oui 2. Non 3. Non concerné	
a - Téléphone fixe	
	.—. L.i
b - Banque c - Poste	
d- Téléphone portable	
e- Ordinateur (fixe et /ou portable)	\Box
f- Connexion Internet g- Transport	<u> </u>
h- Santé	<u> </u>
i- Autre (spécifier)	
	II
CUP2d4. Avez-vous autorisation d'exercer cette	
activité ? 1. Aucune autorisation	
2. Licence /autorisation de commerce	
9. Autre (spécifier) :	
CUP2e1. Vous serait-il possible de vendre cet	
emplacement ? 1. Oui 2. Non Passez à CUP3a	」
CUP2e2. Si oui, à quel montant estimez-vous	
qu'on vous l'achèterait sur le marché ?	
(FCFA)	
CUP 3a. Possédez-vous d'autres unités de	
production de même type? 1. Oui 2. Non Passez à CUP3c1	ካ □
CUP 3b. Combien d'unités de production de	
même type possédez-vous ?	
CUP3c1. En moyenne, combien d'heures par jour	
fonctionne votre business/activité ? CUP3c2. Combien de jours par semaine	
fonctionne normalement votre business/activité?	<u> </u>
CUP3c3. Combien de mois travaillez-vous	
d'habitude dans l'année ?	
CUP3c4. Tenez-vous une note personnelle ou	
comptabilité non détaillée pour votre activité ?	Ш
1. Oui Passez à CUP3c6 2. Non	
CUP3c5. Si NON, pourquoi ne tenez-vous pas de	
note personnelle ou une comptabilité non détaillée ?	
1. Pas nécessaire	<u> </u>
2. Manque de compétences	
3. Manque de moyens financiers 9. Autre (spécifier) :	
CUP3c6. Indiquer les problèmes rencontrés dans	
votre activité et les principales solutions	
apportées. (Indiquer dans le 1er bac si le problème	
existe ou non (1. Oui 2. Non). Puis la solution proposée dans le 2 ^{ème} bac)	
Problèmes	
1. Manque de capitaux/crédits adéquats	
2. Acquisition de locaux convenables	
Coût élevé du loyer Main-d'œuvre compétente	
Règlements administratifs	
6. Accès aux équipements et pièces de rechange	
7. Débouchés/Clients	
8. Licence / autorisation de fonctionnement 9. Instabilité des employés	
10. Salaires trop élevés	
11 .Problèmes avec les syndicats	
12 Problèmes de discipline ou de manque de	
sérieux 99. Autre (spécifier) :	
Solutions 0. Aucune solution	
1. Assistance par des amis/parentés	
2. Acquisition d'une autorisation/ licence de	
fonctionnement 3. Travailler en association 4. Emprunt d'argent 5. Adhésion aux associations de	
prant a argent of handson adv associations de	
commerce/affaires 9 Autre	

CUP 4. L'unité de production que vous dirigez est-elle enregistrée ?		CUP5f. C capital a activité
1. Oui,		1 Epargn 2. Prêts d
2. Non		 Contrib Prêts b
a) Registre de commerceb) NIF		 Prêt a Tontine Institut
c) INPS/INSS /CNSS		8 .Don/ F 9. Autre (spécifier Si la rép
Si non pourquoi? 1. Démarches trop compliquées 2. Trop cher 3. En cours d'inscription 4. Non obligatoire 5. Ne veut pas collaborer avec l'Etat 8. Ne sait pas s'il faut s'inscrire 9. Autre (Précisez)		1a.
CUP 5a. A qui appartient cette unité de production ou qui a pris la décision de mener cette activité ?		CUP5g. S
 Vous-même, seul Vous-même avec d'autres personnes Propriété familiale D'autres personnes Autre (spécifier) :	Ш	1. Emplo entreprise 2. Emplo Petites e 3. Vente 4. Vente 9. Autre (
CUP 5b. En quelle année cette unité de production a - t-elle été créée ? Si NSP inscrire dan le bac : « 8888 »	_ _ _	N
CUP 5c. En quelle année avez-vous commencé à diriger ou exploiter cette unité de production ?		MO 1a. (vous-mê heure au cette uni
CUP 5d. Principalement, pourquoi avez-vous créé ou décidé de diriger (exploiter) cette unité de production ? 1. N'a pas trouvé de travail salarié (grande entreprise) 2. N'a pas trouvé de travail salarié (petite entreprise) 3. Pour obtenir un meilleur revenu 4. Pour être indépendant (son propre chef) 5. Par tradition familiale 9. Autre (à préciser)	LI	
CUP 5e. Au moment où vous avez commencé à diriger cette unité de production, combien de personnes y travaillaient (y compris vousmême) ?	_ _	

CUP5f. Quelle a été la principale source du capital au démarrage de votre business/ activité ? 1 Epargne propre 2. Prêts de la part des amis/parentés 3. Contribution des associés 4. Prêts bancaires 5. Prêt auprès des particuliers (informel) 6. Tontines 7. Institutions de micro-finances 8. Don/ Héritage 9. Autre (spécifier)	Ы
CUP5g. Si épargne propre, quelle était la principale source ? 1. Emploi antérieur dans le secteur public/ Grandes entreprises privées 2. Emplois antérieurs dans le secteur informel / Petites entreprises 3. Vente des produits agricoles 4. Vente d'autres biens (bovins, propriétés,) 9. Autre (spécifier) :	
MO. MAIN D'OEUVE	RE
MO 1a. Combien de personnes (y compris vous-même) ont travaillé ne serait-ce qu'une heure au cours du dernier mois d'activité dans cette unité de production ?	
Total	
dont : - salariés	
- non salariés	

MC	2. Caractéristiqu	es démo	graphi	ques d	e la main	d'œuvre		ATTENTION : S'il y a plus de 12 personnes employées, prendre une autre feuille pour leur
N°	Nom	Lien de Parenté avec le Chef UPI	Sexe	Age	Nombre d'années d'études avec succès	Appren- tissage	Ancienneté (en année)	enregistrement Code parenté (MO 2): 1. Chef de l'unité de production 2. Conjoint du chef
1		Ш				П		3. Enfant du chef 4. Autre parent
2								5. Non apparenté
3								Code Sexe (MO 2): 1. Masculin
4			П					2. Féminin
5			П					Code Apprentissage (MO 2):
6							_ _	1. Ecole technique 2. Ecole professionnelle
7							_ _	Grande entreprise Petite entreprise (comme celle-ci)
8			Ш				_ _	5. Tout seul, par la pratique 9. Autre
9								
10		Ш				Ш		
11			Ш					
12								

МС) 3. C	aractéri	stiques	de l'emp	loi			<u>Code statut (MO 3</u>): 1. Patron 2. Travailleur pour compte propre
N°	Sta- tut dans l'emp loi	Stabilité	Type de contrat	Mode de Recrute ment	Nature du paiement	Nombre d'heures de travail au cours du dernier mois d'activité	Rémunération du dernier mois d'activité (FCFA)	 Salarié Apprenti payé Apprenti, stagiaire, bénévole non payé Aide familial Associé
1	Ш		Ш		<u> </u>			<u>Code stabilité (MO 3)</u> : 1. Permanent 2. Temporaire
2	П	Ш			<u> </u>	<u> _ _ _</u>		Code type de contrat (MO 3): 0. Chef de l'UPI
3	I]					 Contrat écrit à durée indéterminée Contrat écrit à durée déterminée
4		П	Ш	<u> </u>				 Entente verbale A l'essai
5		Ш	Ш	<u> </u>		_ _		 Pas de contrat Code Mode de recrutement (MO 3):
6		П	Ш	<u> </u>		_ _ _		O. Chef de l'UPI Relations personnelles (parents, amis)
7		Ш	Ш	<u> </u>		_ _		 Directement auprès de l'employeur Petites annonces, médias (radio,
8		Ш	Ш	<u> </u>		_ _		journal) 9. Autre
9		Ш	Ш	<u> </u>		_ _ _		<u>Code Nature du paiement (MO 3)</u> : 1. Salaire fixe (mois, quinzaine, semaine)
10		Ш	Ш	<u> </u>	Ш	_ _		2. Au jour ou à l'heure de travail3. A la tâche
11								4. Commission5. Bénéfices
12			Ш		Ш			6. En nature (nourriture, logement, etc.)7. Sans rémunération

MO 4. Caractéristiques des primes et avantages

(Veuillez renseigner les montants en FCFA correspondant par agent)

MO 4.1Montants globaux des primes et avantages payés au personnel (FCFA)

N°	Primes de fin d'année	Indemnités de protection et de sécurité sociale	Congés annuels payés ou compensation éventuelle	Congés maladie Rémunérés	Partage des bénéfices	Autres primes et avantages en nature	Autres
Montant							

MO 4.2 Détail des primes et avantages payés au personnel

N°	Primes de fin d'année	Indemnités de protection et de sécurité sociale	Congés annuels payés ou compensation éventuelle	Congés maladie Rémunérés	Partage des bénéfices	Autres primes et avantages en nature	Autres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8				_ _ _			
9				_ _ _			
10							
11							
12							

MO 5. Avez-vous eu des problèmes du votre main d'œuvre ?	u type	suivant	avec
a) Manque de main d'œuvre qualifiée	1 . Oui	2 . Non	Ш
b) Manque de main d'œuvre	1 . Oui	2 . Non	Γ
c) Instabilité des employés	1 . Oui	2 . Non	
d) Masse salariale ou salaire trop élevé	1 . Oui	2 . Non	Ш
e) Problèmes avec les syndicats	1 . Oui	2 . Non	Ш
f) Problèmes de discipline ou de manque de sérieux	1 . Oui	2 . Non	П
g) Autres (à préciser)	1. Oui	2 . Non	

MO 6. Comment fixez-vous les salaires de vos employés ?	
1. Selon la grille salariale officielle	
2. En les alignant sur les salaires des concurrents	
3. En les fixant vous-même afin de vous assurer un bénéfice	
4. En négociant avec chaque employé	<u> </u>
5. Pas de salarié dans l'établissement	
9. Autre(à préciser)	

MO 7 : Comment a évolué l'effectif de la main d'œuvre dans votre établissement au cours des 12 derniers mois (y compris vous-même)?

(Pour les UPI exerçant depuis moins de 12 mois, renseigner uniquement pour les mois effectifs d'activité)

Mois		Années												
IVIOIS	M1	M2	М3	M4	M5	М6	M7	M8	М9	M10	M11	M12		
Effectif du personnel	_ _	_ _	<u> _ _ </u>	_	_	_	_	_	_ _	<u> _ _ </u>	_ _	_		

•	•	oalement avez-vous besoin de renfo <i>un besoin n'est exprimé</i>)	rcement de capacité de votr	e personnel ? (inscrire
		, ,	ir code type de formation)	_
		(voir c	ode type de formation)	
		(voir c	ode type de formation)	
MO 9. Comment a	assurez-vous n	ormalement la formation de votre pe	ersonnel ?	
		<u> _ </u>		
1. Pas de formation 9. Autre (spécifier) : _	2. Sur le tas	3. Ateliers de formation organisés (form	nation formelle) 4. Apprenti	ssage

			PV.	PROD	UCTION ET	VENTE			
PV 1.	Quel a été le mon	tant de votre chiffre	d'affaires a	u cours d	lu dernier mois	d'activité (FCFA) ?			
PV2a . 1. Oui		<mark>ier mois d'activité, a</mark> la réponse est non, a		ffectué de	es transformation	ons de produits ?	Ц		
PV2b	. Comment vous pr	rocurez-vous les ma	atières prem	ières (1.	Oui 2. Non)?				
ā	a) Vous les achete	ez vous-même					I_I		
t) Les clients vous								
C	c) Les clients vous	Ы							
	. Les produits tran 2. Non) :	sformés au cours d	lu dernier m	ois d'acti	vité, étaient-ils	destinés (1.			
		a réponse est non, a	lez à PV3a)				Ы		
	A l'autoconsomA la consomma								
	d) Au stock	Ц							
PV 2c	mation, consommation inte	ermédiaire,							
N°	Nom du produit	Code produit	Périodicité	Unité	Quantité	Prix unitaire (en FCFA)	Valeur (en FCFA)	Destination	
1		_ _						П	
2			Ш					Ц	
3			Ш					Ы	
4			Ш					Ц	
5			Ш					Ц	
6			Ш					Ц	
7			Ш					Ш	
8			Ы					Ц	
9			Ш					Ц	
10			Ш						
11			Ш					Ш	
13			Ш					Ш	
Α			Ш					Ш	
Cod	le périodicité : 1	I. Jour		2. Sei	maine	3. Quinzaine	4. N	<i>M</i> ois	

Code périodicité :	1. Jour	2. Semaine	3. Quinzaine	4. Mois
	5. Bimestriel 6.Trimestre	Semestre		8. Année
Code destination :	 Secteur public ou parapublic 	;		2. Grande entreprise privée commerciale
	Petite entreprise co	ommerciale		
Grande ent	reprise privée non commerciale	5. Petite entreprise	non commerciale	Ménage/particulier
	7. Exportation directed	8 . A	utoconsommation	9. Consommation intermédiaire
0. Stock	·			

PV3a. Au cours du dernier mois d'activité, avez-vous vendu des produits achetés en état sans transformation ? (si la réponse est non, allez au tableau PV4) PV 3b. PRODUITS VENDUS SANS TRANSFORMATION AU COURS DU DERNIER MOIS D'ACTIVITE (vente seulement) Prix unitaire Valeur Périodicité Quantité Destination Ν° Nom du produit Code produit Unité (en FCFA) (en FCFA) 1 __ 3 \square \square 4 $|_|$ \square 5 $\square\square$ 6 7 8 9 $|\Box|$ \square 10 $|\Box|$ \square 11 <u>|__|</u> 12 $\square\square$ __ 13 14 \square \square

Code périodicité :	1. Jour	2. Semaine	3. Quinzaine	4. Mois
	Bimestriel 6.Trimestre	Semestre		8. Année
<u>Code destination</u> :	Secteur public ou parapublic		Grande entreprise	e privée commerciale
		3. Petite entreprise comr	nerciale	
4 Grand	le entreprise privée non commerciale	5 Petite entreprise n	on commerciale	6 Ménage/particulier

 \square

 $|\Box|$

15

16

Α

 \square

7. Exportation directe

Au cours du dernier mois d'activité, avez-vous effectué des prestations de services contre une rémunération ? 2. Non (si la réponse est non, allez au tableau DC1a) 1. Oui PV 4b. SERVICES FOURNIS AU COURS DU DERNIER MOIS D'ACTIVITE Prix unitaire (en Valeur Ν° Nom du produit Code produit Période Unité Quantité Destination FCFA) (en FCFA) 1 \square $\parallel \parallel \parallel$ \square 2 |__|__| <u>|__|</u> 3 \square \square 4 \square \square 5 \square \square 6 \square 7 \square \square 8 9 \square |__|__| \square 10 11 \square 12 \square $\parallel \parallel \parallel$ **|__|** 13 \square |__|_| \square \square 15 \square \square 16 Ш Ш Α \square \square

Code périodicité :	1. Jour	2. Semaine	3. Quinzaine	4. Mois	
	Bimestriel 6.Trimestre	7. Semestre		8. Année	
Code destination:	 Secteur public ou parapubl 	lic	2. Grande	e entreprise privée commerciale	
		Petite entre	orise commerciale		
4. Grande	entreprise privée non commerciale	5. Petite entreprise n	on commerciale	6. Ménage/particulier	
	Exportation direct	cte			

DC1a	. Pour la quantité	é de produits que vo acquisition des mat	us avez ve	ndus aprè	NSES ET C		ériode indiquée à PV2, co	mbien ave	ez-
N°	Nom du produit	Code produit	Périodicité	Unité	Quantité	Prix unitaire (en FCFA)	Valeur (en FCFA)	Finan- cement	Ori- gine
1		1-1-1-1-1	П					П	П
2								П	Г
3		1_1_1_1_1	П					П	П
4		1_1_1_1_1	П					Ц	П
5			П					П	П
6			П				П	П	
7			П					П	П
8			П					П	П
9		1-1-1-1-1	П					П	Γ
10			П						П
11			П					П	П
12			П					П	П
13			П					П	Ц
14			П						П
15			П					П	П
16		1_1_1_1_1	П					Ц	Ц
Α			Ц					П	Ц
Code	périodicité :	1. Jour 5. Bimensuel	6 Trimestre	2. Se	emaine 7. Semestre	3. Quinzain	e 8. Année	4. Mois	

	GI Billionodor C. I'llinootro	7. 0011100110	31 7 11 11 10 0	
Code financement:	Fonds propres de l'UPI	1. Epargne 2. Don	Crédits fournisseurs	
4. Emprunt		9. Autre		
Code origine	0. Cueillette 1. Secteur public	Grande entrep	orise privée commerciale	3.
Petite entreprise commerciale	 Grande entreprise privé 	e non commerciale	5. Petite entreprise non	commerciale
6. N	Ménage / Particulier 7.	Importation directe	8. UPI elle-même 9. Autre a	à préciser

	C1b. Pour la quantité de produits que vous avez vendus sans transformation au cours de la période indiquée à PV3, combien a pensé pour se les procurer ?											
N°	Nom du produit	Code produit	Périodicité	Unité	Quantité	Prix unitaire (en FCFA)	Valeur (en FCFA)	Finan- cement	Ori- gine			
1								Ш	Ш			
2			Ц	Ш				П	Ш			
3			Ш	Ш				Ш	Ы			
4			Ш						Ш			
5			Ш					П	Ш			
6		1_1_1_1_1						П	Ш			
7		1_1_1_1_1	Ш			- - - -		П	Ш			
8			Ц			- - - -		П	Ш			
9									Ш			
10			Ш						Ш			
11									Ш			
12		1_1_1_1_1	Ш			- - - -		П	Ш			
13			Ц			- - - -		П	Ш			
14			Ш					П	Ш			
15			Ш					П	Ш			
16			Ц					Ц	Ш			
Α			Ц						Ш			
Code	périodicité :	1. Jour	6 Trimostr	2. Se	emaine	3. Quinzain		4. Mois				
Code	e financement :	5. Bimensuel 0 . Fo		s de l'UPI	7. Semestre 1. Epargne	2 . Don	 8. Année 3. Crédits fournisse 	urs				
	4. Emprunt e origine : e entreprise comm	0. Cueillette 1 erciale 4. G 6. Ménage / Partic	rande entre	prise privé	2	. Autre . Grande entreprise nmerciale recte	privée commerciale 5. Petite entreprise 8. UPI elle-même 9. Au	non comm				
		dernier mois d'ac ents/entreprises vo				DC 2b1. Quelle e	st la part de vos recette	s				
en m	natières premiè	res pour que vous					s clients pendant cette					
1. 0	· eux ? Dui Non	Boo	sez à DC 3a			% des recettes to			_			
· ·	NOII	ras	362 a DC 38					'	_,			

DC 2b2. Quel est le plus important de ces clients? 1. Secteur public ou parapublic 2. Grande entreprise privée commerciale 3. Petite entreprise commerciale 4. Grande entreprise privée non commerciale 5. Petite entreprise non commerciale 6. Ménage/Particulier 7. Exportation directe (étranger)	<u> </u> _	DC 3b1. Précisez quelle part de vos recettes représentent ces autres clients? % des recettes totales DC 3b2. Précisez le plus important de ces autres clients?	_
DC 3a. Est-ce que certains de vos clients-entreprises autres que ceux cités en DC2a vous imposent, à l'avance, des délais ou des normes pour votre production ? 1. Oui 2. Non Passez à DC 4		 Secteur public ou parapublic Grande entreprise privée commerciale Petite entreprise commerciale Grande entreprise privée non commerciale Petite entreprise non commerciale Ménage/Particulier Exportation directe (étranger) 	

DC 4. (d'activ	Quelles sont, au total, les charges de votre unité ité?	de produ	ction au cours du dernier m	ois
N°	Charges	Périodicité	Valeur (en FCFA)	Origine
01	Rémunérations (report MO 3)			
02	Primes et avantages (report MO 4)			
03	Matières premières (report DC 1a)			
04	Coûts d'achat des produits vendus sans transformation (report DC 1b)			
05	Loyer effectif			
06	Loyer fictif des non locataires du lieu du travail			
07	Eau			
08	Gaz			
09	Electricité			
10	Téléphone, Internet			
11	Combustibles, carburant, éclairage			
12	Petit outillage et fournitures			
13	Transport/Manutention, assurances			
14	Réparations			
15	Autres services			
16	Mutuelles communautaires			
17	Intérêts versés			
18	Impôts, patentes			
19	Taxe (Impôts locaux, ticket, etc.)			
20	Droit d'enregistrement et de bail			
21	Autres impôts et taxes			
22	Autres charges(Préciser)			<u> </u>
			TOTAL MEN	SUEL ->

	code périodicité : 1. Jour					5. Trimestre			. Quinzaine 4. Mois								Ann		
Code	origine : 1.4. Grande entrepr7. Importation di				ciale	2. Gran	de ent	reprise privée comm 5. Petite e	nerciale ntreprise non comm	nercia		Petit					articu	ercia ılier	le
DC 5a1. Avez-vous eu des problèmes avec les agents de l'Etat ou des institutions suivantes au cours des 12 derniers mois dans l'exercice de votre activité ? 1. Oui 2. Non				de	DC 5a3. Comme s'est ré problèn	nt glé le	DC 5b. Au total, q montant que vous pour votre unité (ces représentants cours des douze ((En FCFA) DC 5b1 "cadeaux"	avez dû verser de production à de l'Etat au derniers mois ?	1. 2. 3. 4.	Lié Lié Lié	e Type de problème (DC 5a2): é au local é aux impôts é aux produits vendus/utilisés é aux prix								
а	Mairie	1	ı	1 1	ı	1	ī	11111		6.	Lié	aux	infra	ctio					
	Forces de l'ordre	<u> </u>					<u>-l</u>					re (F				nrc	hlài	ne (L	nc.
Ш	1 orces de l'ordre						-			5a	<u>3):</u>								
Н	Service d'hygiène		_				_			1. red		eme	nt d'	une	am	enc	de co	ontre	
d	Impôts/Douanes		_ _			<u> </u>	_			2.	Pai	eme ange							
е	Contrôle des prix	<u> </u>	_				_					eme					de co	ontre	
f	Autre						_					u et re (F				ı			
	6. Quelles sont les alisés au cours des DC6a. Valeur seu	12 dern	niers m	ois?					res maximum, mo	yens	et	mini	imur _	n (e	n F	CF.	A)	1	
	DC6b. Valeur du	chiffre	d'affai	res moye	en m	ensuel:									_	_			
	DC6C. Valeur seu	ıil du c	hiffre c	l'affaires	mini	imum me	ensuel	<= :					L	_ _		_	_ _		
				DC6d Ev	voluti	ion du ry	thme/	de l'activité	DC 6e. Quel est	lo ma	ntr	nt d	lu ck	iffr	^				
	Maio			<u>R</u>	Rythm	<u>ne de l'ac</u>	<u>ctivité</u>	:	d'affaires corres							on	?		
	Mois			s d'activi ximum ven	té	3. Minimum 4. I'UPI n'existait pas					(FCF	Ά)						
	Mois 1			,							ī								
	Mois 2					ii				Ĺ	İ	j							
	Mois 3					ii				Ĺ									
	Mois 4									L									
	Mois 5					ii				Ĺ									
	Mois 6					<u> </u>				Ĺ		_							
	Mois 7																		
	Mois 8									Ī	Ī								
	Mois 9					<u></u>				L	L								
	Mois 10					<u> </u>					_ _	_ _							
	Mois 11					<u> </u>				_	_ _	_ _							
	Mois 12									_	_ _	_ _							
DC7. D'où proviennent vos principales matières premières/marchandi 1. Production locale 2. Importé d'un Etat membre de l'UEMOA 3. Importé d'un Etat africain hors UEMOA membre de la CEDEAO 4. Importé d'un Etat africain hors UEMOA non membre de la CEDEAO 5. Importé d'Europe 6. Importé d'Asie 7. Importé de l'Amérique du Nord 8. Importé de l'Amérique du Sud 9. Autre (à préciser) : 0. Ne sait pas																<u></u>	.l		

CFC. CLIE	NTS, FOU	IRNISSEURS	et CONCURREN	TS	
CFC 1. Quel est votre principal client ? (à qui vendez-vous principalement ?) 1. Secteur public et parapublic			pport à vos principat , indiquez comment		
2. Grande entreprise privée commerciale 3. Petite entreprise privée commerciale 4. Grande entreprise privée non commerciale 5. Petite entreprise privée non commerciale 6. Reprise privée non commerciale 7. Reprise privée non commerciale 8. Reprise privée non commerciale 9. Repr		Par rapport aux concurrents	Produits du pays	Produits de l'étranger	
5. Petite entreprise privée non commerciale6. Ménage7. Exportations directes	Ш	Vos prix de vente sont :	 Supérieurs Dans la moyenne Inférieurs Non concernés/NSP 	 Supérieurs Dans la moyenne Inférieurs Non concernés/NSP 	
		Vos prix de revient sont :	 Supérieurs Dans la moyenne Inférieurs Non concernés/NSP 	 Supérieurs Dans la moyenne Inférieurs Non concernés/NSP 	
CFC 2. Quel est votre principal fournisseur ? (à qui achetez-vous principalement ?) 1. Secteur public et parapublic		Votre qualité est :	 Supérieure Dans la moyenne Inférieure Non concernés/NSP 	 Supérieure Dans la moyenne Inférieure Non concernés/NSP 	
2. Grande entreprise privée (commerce) 3. Petite entreprise privée (commerce) 4. Grande entreprise privée (non commerce) 5. Petite entreprise privée (non commerce)	<u> </u>	L'écoulement de vos produits est :	 Rapide Dans la moyenne Lent Non concernés/NSP 	 Rapide Dans la moyenne Lent Non concernés/NSP 	
Ménage Importations directes Autofourniture		ceux de vos p grandes entre	iment se situent vos rincipaux concurren prises et qui vender ervices que vous?	ts qui sont de	
Concurrence		 Prix supérieurs Prix inférieurs Prix égaux Non concernés 	Passez à S/NSP Passez	à CFC9	
CFC 3. Exportez-vous une partie de votre production ? 1. Oui 2. Non Si Oui, pour quel pourcentage : %	Ш	varient en plu	combien de % en mo s ou en moins par ra ncurrents qui sont le	pport à ceux des	
Vers quel pays principalement :(Si 100% aller CFC9)		de ces grande 1. Votre équipe 2. Vous n'avez 3. Vous n'avez 4. Votre qualité		Passez à CFC9	
CFC 4. Sur le marché intérieur, avezvous des concurrents (c'est-à-dire des entreprises qui vendent les mêmes produits ou services que vous) ? 1. Oui 2. Non Passez à CFC6b	Ш	9. Autre CFC 8c. Pource de ces grande	quoi vos prix sont-ils	s inférieurs à ceux	1 1
CFC 5. Quel est votre principal concurrent ? 1. Secteur public et parapublic 2. Grande entreprise privée (commerce) 3. Petite entreprise privée (commerce)		2. Vos coûts du 3. Vos clients so 4. Votre qualité	ez pas ou payez moins o travail sont plus bas ont moins riches est inférieure		I
 Grande entreprise privée (non commerce) Petite entreprise privée (non commerce) Ménage /particulier Contrebande, entreprise frauduleuse 		principaux pro 1. En ajoutant	ent fixez-vous les produits ou de vos prio un % fixe sur vos prix	de revient.	
CFC 6a. De quels pays proviennent les produits de ces concurrents ? 1. Marché national 2. Etranger 3. Ne sait pas Si : 2 (Etranger) Pays n° 1 :		3. En fonction of4. Suivant le pr5. Suivant le pr	nandage avec les clier des prix des concurrer ix officiel ix fixé par l'associatio	nts n des producteurs	
Pays n° 2 :					
CFC 6b. Commercialisez-vous vous même des produits étrangers ? 1. Oui 2. Non Si oui, Pays de provenance	_ _ _				

EIF. EQUIPEMENTS, INVESTISSEMENT, FINANCEMENT ET ENDETTEMENT							
EIF 1. Notez les	équipements dont vo	ous avez dispo	sé au cours des 1	2 derniers mo	is pour faire fonction	onner votre unité de	•
Туре	Caractéristiques (noter le nom)	Qualité	Appartenance	Origine	Financement	Date d'acquisition (mois / année)	Valeur actuelle (coût de remplacement) (FCFA)
Terrain	1. 2. 3. 4. A						
Local	1. 2. 3. 4. A.		בבבבב]]]]]			
Motos	1. 2. 3. 4. A.		בבבבב				
Vélos	1. 2. 3. 4. A.						
Brouettes, Pousse-Pousse	1. 2. 3. 4. A.						
Véhicules professionnels	1. 2. 3. 4. A.						
Mobilier et équipement de bureau	1. 2. 3. 4. A.						
Machines	1. 2. 3. 4. A.		בבבבב]]]]]]			
Outillage	1. 2. 3. 4. A.						
Autres	1. 2. 3. 4.				_ _ _ _ _ _		
		TOTAL					
<u>Code qualité</u> : Autoproduction	1. Neuf à l' 4 . No	achat on applicable			2. Usa	agé à l'achat	3.
Code appartenance	<u>9</u> :		1. Propriété p	personnelle	2. Loc	cation	
Code origine :	3. Pret ou 1. Secteur	propriété part public		ntreprise privée	e commerciale.	3. Peti	te entreprise privée
commerciale 4. Grande entreprise 6. Ménage/Particulie 7. Importations direc	privée non commer				non commerciale		
Code Financement	: 01. Epargn	ne, don, hérita	ge	02. Em	prunt familial		
associations de prod	unt auprès des fourni lucteurs	nt auprès des disseurs	clients 05. Emprunt aupr	ès des usurier	s	06. Er	nprunt auprès des
07. Emprunt micro-finance 08. Emprunt bancaire bancaire 09. Tontine 99. Autre (Précisez)							

GICOuchement a principale raison qui vous a fait choisir le typem de produit / service que vous vendez ? 1. La tradition familiale.	c d'inscription à des associations accupent d'autres problèmes ent aucune utilité. à une organisation de micro-cré oducteurs dans votre domaine 2. Nor2. Amé Passez à G7
G2. Comment fixez-vous le niveau de vetre 即总域通过和虚拟 machil 4. 日间间隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔隔	Le difficultés cette EMPAINTE PARTE des dettes antérieur 2. Non Sation 2. Simple accord écrit. Oui provisionnement2. Biens ou service
4. Echéance trop courte 5. famille 9. Autre	3. Taux d'intérêt trop élevé
TOTAL	
EIF2. Avez vous déjà demandé et reçu un prêt auprès d'une banque ou une institution de micr 1. A demandé et reçu 2. A demandé et n'a rien reçu 3. N'a jamais demandé	inance ?
EIF5. Avec vos équipements actuels, pouvez-vous augmenter votre chiffre d'affaires 1. oui 2.non Si non, Passez à G1	sans embauche)?
EIF6. Si Oui, de combien en % par rapport à la production actuelle (à son maximum)	

G4. Avez-vous des problèmes ou difficultés dans les domaines		
suivants : a) Approvisionnement en matières premières	1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui Non	
1. Oui 2. Non (qualité ou quantité)	2. Non g) Accès à des grosses commandes	, 1
b) Ecoulement de votre production 1. Oui 2. Non	1. Oui 2. Non h) Problèmes / liens avec l'administration 1. Oui 2. Non i) Litigas avec les concurrents	
(manque de clientèle) c) Ecoulement de votre production 1. Oui 2. Non	i) Litiges avec les concurrents 1. Oui 2. Non j) Problèmes de sécurité	
(trop de concurrence) d) Trésorerie (difficultés d'accès au crédit)	1. Oui 2. Non	
1. Oui 2. Non e) Trésorerie (crédit trop cher)		
1. Oui 2. Non f) Manque de personnel qualifié	Institutions de crédit et micro-créd	lit
1. Oui 2. Non g) Manque de place, de local adapté	G7. Que feriez-vous en priorité si vous pouviez bénéficier d'un crédit pour votre activité ?	
1. Oui 2. Non h) Manque de capital, d'équipements	1. Accroître votre stock de matières premières 2. Améliorer votre local, votre emplacement 3. Améliorer von machines, mobilier, qu'il	
1. Oui 2. Non i) Difficultés techniques de fabrication	3. Améliorer vos machines, mobilier, outil 4. Embaucher 5. Engager des dépenses en debors de l'établissement	
j) Difficulté d'organisation	 5. Engager des dépenses en dehors de l'établissement 6. Ouvrir un autre établissement dans la même activité 7. Ouvrir un autre établissement dans une autre activité: 	
1. Oui 2. Non k) Manque de compétence en gestion 1. Oui 2. Non	Précisez cette autre activité : (précisez)	
I) Trop de réglementations, d'impôts et de taxes 1. Oui 2. Non m) obsolescence des équipements	G8a. Avez-vous déjà demandé des prêts auprès d'une banque pour votre activité ?	
1. Oui 2. Non n) Problème d'énergie 1. Oui 2. Non o) Sécurité 1. Oui 2. Non	2. Non Passez à G8d	
t) Instabilité du personnel 1. Oui 2. Non 1. Oui 2.	G8b. Si oui, auprès de quelle banque?	
1. Oui 2. Non	(Codification post collecte)	
G5a. Souhaiteriez-vous avoir des appuis dans les domaines suivants ?	G8c. Avez-vous obtenu des prêts ?	
a) Formation technique	2. Non Passez à G9	
1. Oui 2. Non b) Formation à l'organisation et aux comptes	G8d. Pour quelle raison principale, n'avez-vous pas demandé de prêts ?	
Oui 2. Non c) Assistance pour l'approvisionnement	1. Démarches trop compliquées 2. Intérêt trop élevé 3. Garantio demandée trop importante	
1. Oui 2. Non d) Accès à des machines modernes	3. Garantie demandée trop importante	
	4. Ne répond pas à vos besoins 5. Ne yeut pas emprunter	
e) Accès au crédit	4. Ne repond pas a vos besoins 5. Ne veut pas emprunter 9. Autre (précisez)	Ш
	5. Ne veut pas emprunter	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes	5. Ne veut pas emprunter	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité	5. Ne veut pas emprunter	П
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits	5. Ne veut pas emprunter	П
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez)	5. Ne veut pas emprunter	П
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourrait-	5. Ne veut pas emprunter 9. Autre (précisez) G9. En dehors des banques, connaissez- vous des	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourraitelle, à votre avis, vous aider dans vos activités ? Passez à G5d	5. Ne veut pas emprunter 9. Autre (précisez)	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourraitelle, à votre avis, vous aider dans vos activités ? Passez à G5d 1. Oui	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit ? 1. Oui 2. Non Passez à G16	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourraitelle, à votre avis, vous aider dans vos activités ? Passez à G5d 1. Oui G5c. Si oui, une association de quel type ? 1. Association de producteurs / commerçants seulement	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit ? 1. Oui 2. Non Passez à G16 G10. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance ?	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit ? 1. Oui 2. Non Passez à G16 G10. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance ? 1. Par le "bouche à oreille" (famille, ami, voisin.) 2. Par mon milieu professionnel	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourraitelle, à votre avis, vous aider dans vos activités? Passez à G5d 1. Oui G5c. Si oui, une association de quel type? 1. Association de producteurs / commerçants seulement 2. Structure indépendante incluant les producteurs/ commerçants 3. Organisme d'appui aux micro-entreprises / UPI	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit ? 1. Oui 2. Non Passez à G16 G10. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance ? 1. Par le "bouche à oreille" (famille, ami, voisin.) 2. Par mon milieu professionnel 3. Par une visite de l'institution 4. Par la publicité (dépliant, affiche, radio, télévision)	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre (précisez) 1. Oui 2. Non G5b. Une association de professionnels ou d'appui pourraitelle, à votre avis, vous aider dans vos activités? Passez à G5d 1. Oui G5c. Si oui, une association de quel type? 1. Association de producteurs / commerçants seulement 2. Structure indépendante incluant les producteurs/ commerçants 3. Organisme d'appui aux micro-entreprises / UPI	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit? 1. Oui 2. Non Passez à G16 G10. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance? 1. Par le "bouche à oreille" (famille, ami, voisin.) 2. Par mon milieu professionnel 3. Par une visite de l'institution	
e) Accès au crédit 1. Oui 2. Non f) Accès aux informations sur le marché 1. Oui 2. Non g) Accès à des grosses commandes 1. Oui 2. Non h) Enregistrement de votre activité 1. Oui 2. Non i) Publicité pour vos nouveaux produits 1. Oui 2. Non j) Autre	G9. En dehors des banques, connaissez- vous des institutions de micro-crédit ? 1. Oui 2. Non Passez à G16 G10. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance ? 1. Par le "bouche à oreille" (famille, ami, voisin.) 2. Par mon milieu professionnel 3. Par une visite de l'institution 4. Par la publicité (dépliant, affiche, radio, télévision)	

connaissez? Localisation: 1. Dans mon quartier/Village 2. Dans un quartier/Village voisin 3. Ailleurs en ville/ village 4. En dehors de la ville/ village 8. Ne sait pas Nom de l'institution: Localisation (Codification post collecte) A1 A2	IMC Loc	2. Non G17. Si oui, comment en avez-vous eu connaissance ? 1. Par le "bouche à oreille"	
A3 G12a. Connaissez-vous les services proposés par ces institutions de microcrédits ?		(famille, ami, voisin, etc.) 2. Par mon milieu professionnel 3. Par une visite de la structure 4. Par la publicité (dépliant,	
2. Non	I—I	affiche, radio, TV) 9. Autres(précisez)	
G12b. Si oui, connaissez-vous le type de crédits qu'elles proposent ? Passez à G16 2. Non		G18a. Pouvez-vous donner le nom et la localisation des trois principales structures d'appui que vous connaissez ?	
G12c. Si oui, y (types de crédits) avez-vous eu recour?	rs	 Localisation: 1. Dans ce quartier/village 2.Dans un quartier/village 3. Ailleurs en ville/village4. En dehors de la ville/village 8. Ne sait pas 	
2. Non		Nom de la structure / institution d'appui Localisation (Codification post collecte)	Inst. Loc
G12d. Si oui, avez-vous obtenu un crédit ? 2. Non Passez à G14		B1 B2 B3	
 G13a. Si oui, quel a été l'usage principal du crédit? 1. Achat de matières premières/Marchandises 2. Amélioration du local 3. Amélioration des machines ou outillages 		G18b. Avez-vous eu un contact avec une ou plusieurs de ces institutions / structures d'appui? 1. Oui 2. Non Passez à G19) _
4. Paiement de salarié 5. Formation de la main- d'œuvre 6. Remboursement des dettes antérieures 7. Extension de l'établissement 9.		G18c. Liste des institutions / structures d'appui contactées : (codification post collecte) C1 C2	Institut°
G13b. Le crédit a-t-il été obtenu au cours des douze		C3	_ _
derniers mois? 1. Oui 2. Non		C3	
 G13c. Quel a été l'impact du crédit sur votre entreprise ? a- Augmentation du volume de production 1. Oui 2. Non 			
b- Diversification de la production 1. Oui 2. Non c- Augmentation du volume des ventes 1. Oui 2. Non d- Amélioration de la compétitivité/ rentabilité 1. Oui 2. N	 	G18d. Pour chacune des institutions, type de services demandés et réponse obtenue? (Gardez le même ordre que dans la liste en G18c) (Codification des Services post collecte)	
e- Recrutement de main-d'œuvre supplémentaire 1. Oui 2. Non f - Réduction du temps (charge) de travail 1. Oui 2. Non		Réponse : 1. favorable Service demandé 2. défavorable	
g- Utilisation de moins de main-d'œuvre 1. Oui 2. Non h- Règlement des difficultés de trésorerie 1. Oui 2. Non	🗀	2	
i- Aucun véritable changement 1. Oui 2. No j- Autre (précisez) 1. Oui 2. No Passez à G16		G18e. Pour chacune des institutions, si la réponse est favorable, évaluation de la satisfaction de la demande et raison de l'éventuelle insatisfaction	

G14. Si la demande de crédit a été refusée, pour quelle		(Gardez l'ordre de la liste des institutions de G18c)	
raison?		Evaluation Raison	
Dossier incomplet Dossier complet mais non		satisfaction insatisfaction	
convaincant	1 1	C1	
3. Garanties insuffisantes		Si évaluation=3	
4. Apport initial insuffisant			
5. Activité / entreprise jugée non viable			i i_i i
8. Ne sait pas		C2- Si évaluation=3	1 1 1 1
o. No sale pas		Si evaluation=3	
			 i
Passez à G16		C3-	
		Si évaluation=3	
		Codes pour évaluation de la satisfaction	
G15. Si vous n'avez pas demandé de crédit, pour quelle raison		1. C'était ce que je demandais ; 2. C'était autre chose, n	
?		convient; 3. Cela ne répond pas à mes besoins (insatisfa	ction)
Montant de crédit insuffisant Démarches trop complexes		<u>Raison de l'insatisfaction</u> : 1. Réponse non compréhensible ; 2. Information déjà cont	nue ou
3. Intérêt trop élevé		obsolète; 3. Information inadaptée à mon entreprise; 4. S	
4. Echéance trop courte	<u> </u>	cher; 5. Service coûtant trop de temps; 6. Prestataire d'a	
 Garanties exigées trop nombreuses 	;	(localisation, horaires, difficultés administratives, etc)	
6. N'en a pas besoin		9.Autre motif d'insatisfaction	(précisez)
9. Autre			
(précisez)		G24a. Souhaiteriez-vous que vos enfants continuent	
Conjoncture et Perspectives		l'activité de votre établissement s'ils le désiraient ?	
G19a, Avez-vous l'intention d'accroître l'effectif du		1. Oui 2. Non	
personnel ?		G24b. Si oui, pourquoi	Ш
1. Oui 2. Non — Passez à G19c			
G19b. Si oui, de combien ? dont H F	TOTAL	G24c. Si non, pourquoi	
G 19b. Si oui, de combien ? dont	IIII	(Codification post collecte)	
Salariés	·		
Non salariés		POUR LES UPI DE MOINS D'UN AN PAS	SERA
	<u> </u>	G26a	
Apprentis	.	G25a. Par rapport à l'année dernière votre bénéfice :	
Aides		1. S'est amélioré	
familiaux		2. Est resté stable Passez à G26a	<u> </u>
ENSEMBLE G19c. Si vous devriez embaucher des salariés, qui		Z. Est leste stable	
choisiriez-vous en priorité ?		3. A diminué Passez à G25c	
Des proches parents, des recommandés, quelle		Passez a G25c	
que soit leur expérience ou leur qualification		G25b. Si votre bénéfice s'est amélioré, pourquoi ?	
2. Un ex-salarié d'une grande entreprise		1. Hausse de la production vendue	
3. Un ex-salarié d'une petite entreprise	1 1	2. Hausse de la marge unitaire appliquée	
4. Un ex-apprenti 5. N'importe qui	I	3. Hausse de la production vendue et de la marge	Passez à
9. Autre(précisez)		unitaire	. ucccz u
(produce)			
		G25c. Si votre bénéfice a diminué, pour quelle	
		raison?	
G20. En cas de réduction de la demande, quelle stratégie		Baisse de la production vendue	
principale adopteriez-vous? 1. Réduire le nombre de salariés		Baisse de la marge unitaire Baisse de la production vendue et de la marge	
Réduire le nombre de salaires Réduire les salaires		unitaire	
3. Réduire votre bénéfice	, ,	G26a. Quelle nouvelle stratégie avez-vous adoptée	
4. Diversifier vos activités		depuis le début de l'année en cours ?	
5. Chercher un autre emploi		Prospection de nouveaux clients	
6. Améliorer la qualité de vos produits		Changement de fournisseur pour diminuer	
7. Changer d'activité		les coûts	1 1
9. Autre (précisez) G21. Quelle est la difficulté principale qui risque de faire		3. Installation dans un local moins coûteux	II
disparaître votre établissement ?		4. Limitation de la hausse du salaire	
01. Pas de risque de disparition		5. Gel du recrutement du personnel	
02. Manque de matières premières		6. Aucune de ces stratégies	
03. Manque de clientèle		G26b. Depuis le début de l'année en cours,	
04. Trop de concurrence		avez-vous :	
Manque de liquidités Manque de personnel qualifié		1. Augmenté la marge unitaire appliquée pour accroître	
07. Problèmes de locaux, de place		ou maintenir votre niveau de vie	ı—I
Problèmes de machines, d'équipements		Diminué la marge unitaire pour attirer les clients Vous playez pas modifié votre marge unitaire	
09. Problèmes techniques de fabrication		3. Vous n'avez pas modifié votre marge unitaire	
10. Problèmes d'organisation, de gestion		G27a. Depuis le début de l'année en cours,	
11. Trop de réglementations, d'impôts, de taxe		le nombre de vos clients.	
12. Instabilité politique ou sociale 99. Autre : (précisez)		1. a augmenté	
(product)		2. a diminué	<u> </u>
		3. est resté stable	

	_		
		G27b. Depuis le début de l'année, avez-vous de nouveaux clients qui allaient avant dans les grandes entreprises ?	
G22. Quelle est la difficulté principale qui vous empêche de développer votre établissement ?		1. Oui	
01. Pas de problème de développement02. Manque de matières premières		2. Non	
03. Manque de clientèle		8. Ne sait pas	
Trop de concurrence Manque de liquidités		G28. Tenez-vous compte de l'évolution du coût de la vie pour fixer vos prix ?	
Manque de personnel qualifié Problèmes de locaux, de place		1. Oui	
08. Problèmes de machines, d'équipement		2. Non	
09. Problèmes techniques de fabrication10. Problèmes d'organisation, de gestion		Rôle de l'Etat et relations avec l'administration	
Trop de réglementations, d'impôts, de taxe Autre : (précisez)			<u> </u>
		G29. A votre avis, quelle est la meilleure façon de déterminer le prix des produits / services que vous	<u> </u>
G23a. Pensez-vous qu'il y a un avenir pour un		vendez? 1. Fixation du prix par l'Etat	
établissement tel que le vôtre ?		Fixation du prix par l'association des producteurs Fixation du prix par la loi de l'offre et de la demande	
—▶ Passez à G24a 2. Non		G30. Avez-vous en projet d'enregistrer votre activité	
G23b. Si Non, pensez-vous changer d'activité ?		auprès de l'administration ?	
1. Oui		Déjà enregistré Procédures en cours	''
2. Non		3. Oui, très prochainement4. Pas de programme /projet	
Si Oui, quelle activité ? (cf. Nomenclature des activités NAEMA)		8. Ne sait pas	
(
G31a. Pour simplifier les démarches d'enregistrement, êtesvous favorable au principe du guichet unique ?		G32a. Seriez-vous favorable à la mise en place d'un impôt unique sur votre activité ?	
1. Oui 2. Non		. 1. Oui 2.	
8. Ne sait pas G31b. Avez-vous déjà essayé d'enregistrer votre	11	Non	
établissement au guichet unique? 1. Oui, avec succès		G32b. L'impôt doit être payé par : 1. jour 2. semaine 3. mois 4. trimestre	
2. Oui, sans succès		5. an G32c. Combien accepteriez-vous de payer par mois?	1 1 1
3. Non	II	_ _ _	-
			—I (1000 FCFA)
G31c. Si Oui sans succès, pourquoi cela n'a pas pu		G33. A votre avis, à quelle institution doit revenir	rora)
aboutir ? 1. Démarches trop complexes		l'impôt ? 1. Administration centrale 2. Province 3. Commune	
Lenteur administrative Coûts trop élevés	I	8. Ne sait pas	<u> </u>
4. Trop de corruption		G34. Dans quel domaine en priorité doivent être dépensés les impôts reçus ?	
9. Autre(précisez) G31d. A votre avis, quel est le principal intérêt de se faire		1. Education, santé	
enregistrer ? 1. Accès au crédit		Infrastructure (routes, marchés, etc.) Salaire des fonctionnaires	
2. Accès au meilleur emplacement sur le marché		4. Autres dépenses de fonctionnement de l'Etat 5. Alimentation d'un fonds d'appui aux micro-entreprises	
 Vente des produits aux grandes sociétés Publicité 		9. Autre (précisez	
5. Aucun intérêt 9. Autre (précisez)	II	G35. Seriez-vous prêt à payer des impôts sur votre activité ?	
(p. 65.652)		1. Je paie déjà 2.oui 3. Non	
H. SE	CURITE	SOCIALE	
H1. Savez-vous ce qu'est la Sécurité Sociale ?		H6. Quels seraient, selon vous, les atouts d'un tel	
1. Oui 2. Non		système ? 1. Pouvoir garantir la retraite des bénéficiaires	
H2. Connaissez-vous l'Institut National de la Sécurité Sociale		Pouvoir assurer les bénéficiaires en cas d'incapacité de travail	
(INSS) ? 1. Oui		3. Pouvoir prendre en charge la famille en cas de décès	
2. Non Passez à H4		de l'assuré 9. Autres : (précisez)	

H3a. Que pensez-vous de son fonctionnement actuel ? 1. Sans opinion 2. Très satisfaisant 3. Satisfaisant 4. Peu satisfaisant 5. Pas satisfaisant H3b. Pourquoi n'êtes-vous pas satisfait de son fonctionnement actuel ? 1. Couverture de la population limitée 2. Prestations insuffisantes 3. Complexité des formalités d'inscription	 	H7. Pour un tel système de cotisation sociale et de protection, quel montant mensuel maximal par personne souhaiteriez-vous cotiser ? 1. Moins de 1000 FCFA 2. Entre 1000 et moins de 3000 FCFA 3. Entre 3000 et moins de 5000 FCFA 4. Entre 5000 et moins de 10000 FCFA 5. Entre 10000 et moins de 20 000 FCFA 6. 20 000 FCFA ou plus	
4. Complexité des prises en charge		H8. Quels sont les risques que vous voudriez que ce système couvre en priorité (les classer par ordre de	
9. Autres: (précisez) H4. Etes-vous personnellement favorable à la création d'un système de cotisation sociale et de protection pour ceux qui exercent des métiers comme vous ? 1. Très favorable 2. Favorable		priorité de 1 à 8) ? a. Accident du travail b. Maladie professionnelle	
3. Peu favorable 4. Pas favorable E1	<u> </u>	c. Vieillesse	
 H5. Quel doit être selon vous le statut d'un tel système de cotisation sociale et de protection ? 1. Public 2. Privé 	Ш	d. Invalidité	
		e. Décès	I—I
		f. Allocation familiale	
		g. Maternité	
		h. Autres(à préciser)	

E. PROTECTION	1 DE 1	L'ENVIRONNEMENT	
E1. Avez-vous entendu parler de la protection de l'environnement ? 1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout		E5. Selon vous quelles solutions peut-on apporter aux problèmes environnementaux que causent vos activités ? 1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout	
 E2. La protection de l'environnement est-elle pour vous une préoccupation ? 1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout 		Privilégier les cultures moins consommatrices d'eau Développer la forêt Gérer rationnellement les forêts	
E3. Pensez-vous que vos activités contribuent aux problèmes environnementaux ci-après: 1. Beaucoup 2. Plutôt 3. Pas vraiment 4. Pas du tout Déboisement Pollution de l'air Pollution de l'eau Disparition des espèces animales Erosion du sol Réchauffement climatique		Protéger les zones naturelles Ralentir la production de viande Limiter l'utilisation des pesticides dans l'agriculture Limiter l'utilisation des engrais organiques Développer les énergies renouvelables Utiliser rationnellement l'énergie Développer les transports en commun moins polluants Payer la taxe carbone Récupérer et traiter les éléments polluants Généraliser le traitement des eaux usées Interdire la vente des sachets plastiques d'emballage Gestion rigoureuse des ordures et autres déchets	

E4. Avez-vous bénéficié d'une campagne de sensibilisation ou d'appui conseil pour la protection de l'environnement ?	Ш	
1. Oui 2. Non		

FIN DU QUESTIONNAIRE & MERCI POUR VOTRE COLLABORATION

Annexe 2 : Plan indicatif de tabulation de l'enquête sur l'emploi (Phase 1)

Sigle et abréviation Liste des tableaux Liste des graphiques Avant-propos Résumé

Introduction

- Contexte économique et social dans le pays
- Environnement socio-économique et cadre institutionnel de la mise en œuvre des politiques publiques pour la promotion de l'emploi
- Objectifs de l'enquête sur l'emploi
- Plan d'analyse.

0. Préoccupations d'ordre méthodologiques

- Rappel des objectifs et du champ géographique de l'enquête
- Bref rappel de la structure du questionnaire et de la méthodologie générale de l'enquête (base de sondage, administration du questionnaire, calcul des pondérations et estimations des précisions, etc.)
- Cf. section de notre rapport de mission sur la note succincte relative au calcul des coefficients s de pondération de la phase1.

I. Caractéristiques sociodémographiques de la population et des ménages

- 1.1 Structure par âge et sexe de la population et des ménages
- 1.2 Dynamique migratoire
- 1.3 Structure et composition des ménages
- 1.4 Scolarisation, fréquentation scolaire et alphabétisation

II. Caractéristiques socioéconomiques

- 2.1 Situation des inactifs (moins de 15 ans, 15 -64 ans)
- 2.2 Chômage
 - Taux de chômage (au sens du BIT, au sens large)
 - Caractéristiques des chômeurs
 - Durée du chômage
 - Prétentions salariales et salaires de réservation des chômeurs
- 2.3 Bilan de l'emploi
- 2.4 Taux d'activité
- 2.5 Insertion sur le marché du travail
 - Ratio emploi/population
 - Part des travailleurs pour compte propre et des travailleurs non rémunérés dans le total des emplois (taux d'emplois vulnérables)
 - Pourcentage de jeunes ni sur le marché du travail, ni dans un cursus scolaire
 - Proportion de femmes salariées dans le secteur non agricole
 - Adéquation emploi/formation
- 2.6 Structure et dynamique des emplois
 - Evolution des créations nettes d'emplois (observés dans le temps)
 - Mobilité dans l'emploi pour les individus ayant quitté un emploi antérieur pour l'emploi actuel
- 2.7 Revenus du travail (salaire) et ses principales caractéristiques
 - Analyse du salaire (horaire, hebdomadaire, moyen, médian)
 - Taux de bas salaires (moins de deux tiers du revenu horaire médian)
 - Taux des salaires inférieurs au Smig national
- 2.8 Conditions d'activité
 - Taux de sous emploi (visible, invisible, global)
 - Taux de salarisation
 - Taux de syndicalisation

III. Caractéristiques des emplois et branches/créneaux porteurs en matière d'emploi

- · Analyse des secteurs institutionnels (Public et parapublic, privé formel, privé informel, ménage employeur)
- Analyse des branches/créneaux porteurs

IV. Habitat, statut d'occupation du logement et équipements des ménages

- 3.1 Caractéristiques et statut d'occupation du logement
- 3.2 Eléments de confort des ménages
- 3.3 Biens d'équipements des ménages

V. Trajectoires et perspectives

- 4.1 Mobilité sociale
- 4.2 Mobilité professionnelle
- 4.3 Impact de l'origine sociale des parents sur les choix professionnels de leurs enfants
- 4.4 Perspectives

Conclusion et principales recommandations Bibliographie Annexes

Annexe 3 : Plan indicatif de tabulation de l'enquête sur le secteur informel (Phase 2)

Sigle et abréviation Liste des tableaux Liste des graphiques Avant-propos Résumé

Introduction

- · Contexte économique et social du pays
- · Situation sur la connaissance et les réalités du secteur informel dans le pays
- Objectifs de l'enquête sur le secteur informel au Burundi
- · Plan d'analyse

0. Préoccupations d'ordre méthodologiques

- · Rappel des objectifs et du champ géographique de l'enquête
- Le champ thématique de l'enquête ne tient compte que des activités du secteur non agricole dans lesquelles opèrent les unités de production informelle dans le pays ;
- Bref rappel de la structure du questionnaire et de la méthodologie générale de l'enquête sur le secteur informel ;
- Cf. section de notre rapport de mission sur la note succincte relative au calcul des coefficients s de pondération de la phase2.;

I. Conditions d'activité du secteur informel

- 1.1 Effectifs et structure des par branche et secteur d'activité des unités de production informelles
- 1.2 Caractéristiques des Cupi et des Upi
- 1.3 Précarité des conditions d'activité dans le secteur informel
- 1.3 Création brute des unités de production informelles (Upi)

II. Main d'œuvre et emploi dans le secteur informel

- 2.1 Caractéristiques démographiques des actifs dans le secteur informel
- 2.2 Caractéristiques des emplois dépendants dans le secteur informel
- 2.3 Organisation du travail dans le secteur informel
- 2.4 Rémunération et horaire du travail dans le secteur informel

III. Capital, investissement et financement dans le secteur informel

- 3.1 Dotations, structure et caractéristiques du capital des Upi
 - 3.1.1 Dotation et structure du capital
 - 3.1.2 Caractéristiques du capital
 - 3.1.3 Origine et mode de financement du capital
- 3.2 Investissement et emprunt dans le secteur informel
 - 3.2.1 Montants et structure des investissements
 - 3.2.2 Emprunt dans le secteur informel

IV. Production, insertion et concurrence

- 4.1 Production
 - 4.1.1 Principaux agrégats informels
 - 4.1.2 Indicateurs du niveau d'activité des Upi
 - 4.1.3 Performance comparée des Upi
 - 4.1.4 Saisonnalité de l'activité des Upi
- 4.2 Insertion des Upi dans le circuit économique
 - 4.2.1 Origine des matières premières utilisées par les Upi
 - 4.2.2 Destination du chiffre d'affaires des Upi
- 4.3 Concurrence subie par les Upi
 - 4.3.1 Origine de la concurrence subie par les Upi
 - 4.3.2 Mode de fixation des prix dans le secteur informel

V. Le secteur informel et l'Etat

5.1 Typologie des UPI et leurs caractéristiques (VA réalisée par tranches de niveau, bassins d'emploi, enregistrement auprès des structures officielles, saisonnalité de l'activité, saisonnalité de l'emploi, caractéristiques et profil des emplois, profil du chef d'unité, utilisation des prestations de services sociaux, taille, problèmes rencontrés avec l'Etat et mode de règlement,):

Il s'agit de réaliser une analyse factorielle des correspondances à partir des informations mentionnées dans la parenthèse afin de proposer une typologie des UPI au Burundi

5.2 Les perspectives d'intégration du secteur informel dans les circuits officiels

VI. Problèmes rencontrés par les Upi et leurs perspectives

- 6.1 Problèmes rencontrés et les stratégies adaptatives des Upi (Principales difficultés, aides souhaitées, recours aux structures formelles d'intermédiations financières, stratégies adaptatives)
- 6.2 Analyse de la conjoncture et des stratégies adaptatives des Upi
- 6.3 Perspectives d'avenir des Upi d'après les chefs

Conclusion et principales recommandations Bibliographie

Annexes

Annexe 4 : A propos de la méthodologie du calage sur marges des coefficients de pondération spatiale

Pour les besoins de cette procédure de calage sur marges, il est recommandé d'utiliser la macro Calmar2 de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques français).

La macro SAS **CALMAR2** est une nouvelle version de la macro CALMAR (CALage sur MARges) en usage à l'INSEE depuis 1993. Comme la précédente, elle permet de redresser un échantillon, par repondération des individus /unités observées, en utilisant une information auxiliaire disponible sur un certain nombre de variables, appelées variables de calage. Les pondérations produites par la macro sont telles que :

- pour une variable de calage catégorielle (ou "qualitative"), les effectifs pondérés des modalités de la variable dans l'échantillon, après redressement, seront égaux aux effectifs connus sur la population.
- pour une variable numérique (ou "quantitative"), le total pondéré de la variable dans l'échantillon, après redressement, sera égal au total connu sur la population.

Le redressement consiste à remplacer les pondérations initiales, qui sont en général les "poids de sondage" des individus (égaux aux inverses des probabilités d'inclusion), par des "poids de calage" (appelés aussi pondérations finales par la suite) aussi proches que possible des pondérations initiales au sens d'une certaine distance, et satisfaisant les égalités indiquées plus haut.

Lorsque les variables servant au redressement sont toutes catégorielles, le redressement consiste à "caler" les "marges" du tableau croisant toutes les variables sur des effectifs connus, d'où le nom de la macro.

Chacune des fonctions pour les 5 méthodes usuelles sont indiquées par la fonction G(x) (où x = wk / dk) et la fonction F(u) (où $u \times x = x'k\lambda$).

a) Méthode linéaire

$$G(x) = \frac{1}{2}(x-1)^2, x \in \Re \text{ et } F(u) = 1 + u \ (\in \Re)$$

La forme linéaire de F donne son nom à cette méthode, dont on peut montrer qu'elle est équivalente à une méthode classique d'estimation, appelée **estimation par régression.**

La méthode **linéaire** est la plus rapide car elle converge toujours après deux itérations ; elle peut conduire à des poids wk négatifs, ce qui en général ne satisfait pas le responsable d'enquête. Enfin, les poids ne sont pas bornés supérieurement, et les rapports de poids wk/dk peuvent prendre des valeurs que le statisticien jugera élevées (par exemple > 4).

b) Méthode du raking ratio

$$G(x) = x log(x) - x + 1$$
, $x > 0$, $F(u) = exp(u) > 0$

Lorsque les variables auxiliaires sont des variables catégorielles pour lesquelles on connaît les effectifs des modalités dans la population (cf § III.1), le choix de cette fonction G conduit à une méthode classique de redressement, proposée par Deming et Stephan [1], sous le nom de **raking ratio** ; elle est aussi connue (dans SAS en particulier) sous le nom I.P.F. ("Iterative Proportionnal Fitting").

La méthode **raking ratio** conduit à des poids toujours positifs, mais non bornés supérieurement, d'ailleurs en général supérieurs (pour les poids les plus élevés) à ceux de la méthode "linéaire".

c) Méthode logit

$$G(x) = \left[\left(x - L \right) \log \frac{x - L}{1 - L} + \left(U - x \right) \log \frac{U - x}{U - 1} \right] \frac{1}{A}, \quad \text{si } L < x < U \text{ (∞ sinon)}$$

$$\text{Avec } A = \frac{U \text{-} L}{\left(1 - L\right)\!\left(U - 1\right)} \text{ et } F(u) = \frac{L\!\left(U - 1\right) + U\!\left(\text{1-}L\right)\!\exp\left(Au\right)}{U - 1 + \left(\text{1-}L\right)\!\exp\left(Au\right)}, \in \text{] L, U [}$$

La forme "logistique" de la fonction F donne son nom à cette méthode, que l'on peut aussi caractériser comme étant une méthode "raking ratio" tronquée aux deux extrémités, de façon que les rapports wk / dk soient "bornés" inférieurement par L et supérieurement par U.

d) Méthode tronquée

$$G(x) = \frac{1}{2}(x-1)^2$$
, si L <= x <= U (∞ sinon)

$$F(u) = 1 + u \in [L, U]$$

Les méthodes **logit** et **linéaire tronquée** présentent l'avantage de pouvoir définir une borne inférieure L et une borne supérieure U aux rapports w d k k. Toutefois, on ne peut pas choisir a priori n'importe quelles valeurs pour L et U : il existe pour L une valeur maximale Lmax (inférieure à 1), et pour U une valeur minimale Umin (supérieure à 1). Ces valeurs dépendent des données et des marges du calage : plus la structure de l'échantillon est différente de celle de la population, plus ces valeurs sont éloignées de 1.

e) Méthode du sinus hyperbolique

$$G(x) = \int_{1}^{x} \frac{1}{2} \left(\sinh \left(\alpha t - \frac{c^{2}}{\alpha t} \right) \right) dt, \alpha > 0$$

$$F(u) = \frac{1}{2} \left[\frac{1}{\alpha} \log \left(2\alpha u + \sqrt{4\alpha^{2}u^{2} + 1} \right) + \sqrt{\frac{1}{\alpha^{2}}} \left(\log \left(2\alpha u + \sqrt{4\alpha^{2}u^{2} + 1} \right)^{2} \right) + 4 \right]$$

La méthode **sinus hyperbolique**, donne des poids toujours positifs. Elle présente l'avantage de réduire la limite supérieure des poids obtenus, avec un coefficient α égal à 1. Ce coefficient joue le même rôle que les bornes L et U dans les méthodes logit et linéaire tronquées. Choisir α supérieur à 1 conduit à borner les poids de calage.

Dans la pratique, la détermination de ces valeurs Lmax et Umin, ou de α se fait par "approximations successives" : on fait tourner la procédure de redressement en augmentant progressivement L (valeurs

Inférieures à 1), et en diminuant progressivement U (valeurs supérieures à 1) avec la méthode logit, en accroissant progressivement α avec le sinus hyperbolique, jusqu'à ce que le programme manifeste qu'il n'existe pas de solution.

Face à différents "jeux" de pondération possible (on peut en obtenir théoriquement une infinité en faisant varier L et U) qui, on peut le rappeler, satisfont tous aux contraintes de calage, le responsable d'enquête doit en choisir un, et un seul. Les critères pouvant présider au choix de la pondération qui sera finalement utilisée sont les suivants :

- la plus faible dispersion;
- la plus faible étendue ;
- l'allure générale de la distribution.

Le choix de la méthode ne peut reposer sur un critère de précision des estimateurs, car les méthodes sont toutes équivalentes (asymptotiquement). C'est à un concept, non formalisé, de "robustesse" que le statisticien fait appel, et le critère qui préside au choix est donc d'une certaine façon affaire de point de vue.

Pour les besoins de notre étude, nous avons fait le choix de la méthode du sinus hyperbolique pour caler les coefficients d'extrapolation spatiales de chaque année d'enquête à la structure projetée d'un certain point de vu (suivant le niveau d'instruction du chef, son sexe, son milieu de résidence, sa région de résidence en sept strates), en tenant compte de l'estimation de l'effectif total des ménages.

La macro Calmar2 génère par itération de nouveaux coefficients de pondération qui tiennent compte des valeurs des paramètres introduits.